



Vlaanderen
is milieu

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE LA VENTE D'EAU

version 1 janvier 2021

GUIDE PRATIQUE

La fourniture d'eau courante ainsi que la collecte, l'évacuation et l'épuration des eaux usées font partie des besoins élémentaires quotidiens. Les autorités flamandes ont donc élaboré une réglementation en la matière. Cette réglementation ne s'adresse pas seulement aux prestataires de services, mais aussi à leurs clients. Le client est en effet coresponsable du succès des services.

Le Règlement général de la vente d'eau fixe les droits et obligations, d'une part, des compagnies des eaux et des gestionnaires de réseau d'égouttage et, d'autre part, de leurs clients. Ce règlement établit un cadre général pour la relation quotidienne entre l'exploitant et le consommateur.

Le Règlement général de la vente d'eau détermine des règles pour:

- » la fourniture d'eau courante;
- » l'assainissement des eaux usées;
- » l'évacuation des eaux de pluie;
- » l'imputation des coûts.

Le règlement supprime les différences superflues au niveau de la prestation de services et aligne les règles de la prestation de services que chaque compagnie des eaux ou gestionnaire de réseau d'égouttage doit respecter. Le Règlement général de la vente d'eau crée donc une uniformité en termes d'approche des différentes compagnies des eaux et des différents gestionnaires de réseau d'égouttage. Les obligations du client sont également soulignées au moyen de règles claires.

Les compagnies des eaux ou gestionnaires de réseau d'égouttage peuvent imposer des conditions supplémentaires en complément du Règlement général de la vente d'eau. Ces conditions sont reprises, soit dans un règlement spécifique de la vente d'eau, soit dans des conditions supplémentaires. Informez-vous à ce sujet auprès de votre compagnie des eaux ou gestionnaire de réseau d'égouttage.

Le contenu du Règlement général de la vente d'eau a été fixé par le Gouvernement flamand dans ses arrêtés du 8 avril, 2011, 6 décembre 2013, 5 février 2016 et 24 mai 2019. Cet arrêtés fixent des droits et obligations supplémentaires et les conjuguent aux droits et obligations existants. Vous trouverez la version complète du Règlement général de la vente d'eau dans la partie I.

Certains droits et certaines obligations des exploitants et clients étaient déjà repris dans le décret du 24 mai 2002 relatif aux eaux destinées à l'utilisation humaine - devenu le décret du 19 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau, coordonné le 15 juin 2018 et dans l'arrêté du 13 décembre 2002 portant réglementation relative à la qualité et la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine. Le symbole , avec un renvoi à l'annexe 1 ou 2, apparaît là où référence est faite à des obligations tirées de cette réglementation. Vous trouverez dans ces annexes les parties applicables de ce décret et de cet arrêté.

Des informations supplémentaires sont fournies dans certains articles. Ces informations sont indiquées dans le règlement au moyen du symbole . Vous trouverez ces informations supplémentaires dans la partie II, le document informatif. Il peut s'agir de directives et de conseils pratiques ou de références à des publications pertinentes. Des renvois à une autre législation pertinente y sont également repris.

Des explications relatives au contrôle et aux mesures coercitives sont ensuite fournies dans la partie III.

CONTENU

Guide pratique.....	2
Partie I - RÉGLEMENT GÈNÈRAL DE LA VENTE D’EAU	
CHAPITRE 1er. — Définitions.....	6
CHAPITRE 2. — Fourniture d’eau, destinée à la consommation humaine.....	9
Raccordement au réseau public de distribution d’eau : demande, transfert et résiliation.....	9
Livraison et qualité de l’eau.....	11
Protection de l’environnement	13
Limiter, couper et rouvrir	13
Conduite.....	17
Installation intérieure.....	19
CHAPITRE 3. — Assainissement.....	24
Obligation d’assainissement.....	24
Évacuation des eaux usées et des eaux de pluie.....	24
Raccordement et fermeture.....	25
Raccordement domestique	27
Évacuation des eaux privées	29
CHAPITRE 3/1 - Installation d’eaux de deuxième circuit et installation intérieure non raccordée	32
CHAPITRE 4. — Facture d’eau intégrale: distribution et assainissement.....	37
Détermination de la consommation d’eau destinée à la consommation humaine.....	37
Tarification.....	38
Composante de l’eau potable	38
Assainissement communal et supracommunal.....	40
Détermination du nombre de personnes domiciliées.....	41
Facture d’eau intégrale.....	42
Règlement à l’amiable pour surconsommation anormale	46
Facture finale	47
CHAPITRE 5. — Accès et information	47
CHAPITRE 7. — Traitement de plaintes et rapportage	49
CHAPITRE 7/1. — Obligations sociales de service public	50
Annexe 1 - Le décret du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l’eau, coordonné le 15 juin 2018	52
Annexe 2 - 13 décembre 2002. - Arrêté du Gouvernement flamand portant réglementation relative à la qualité et la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine.....	71

Partie II - EXPLICATIONS SUR LE RÉGLEMENT GÉNÉRAL DE LA VENTE D'EAU

Chapitre 1. Définitions	84
Chapitre 2. Livraison de l'eau destinée à la consommation humaine	84
Raccordement au réseau public de distribution d'eau : demande, transfert et résiliation	84
Livraison et qualité de l'eau.....	85
Limiter, couper et rouvrir	86
Conduite.....	87
Installation intérieure	87
Chapitre 3. Égouts et épuration de l'eau	89
Obligation d'assainissement.....	89
Évacuation des eaux usées et des eaux de pluie.....	90
Raccordement et fermeture.....	91
Évacuation des eaux privées	91
L'installation pour les eaux de deuxième circuit	92
L' installation intérieure non raccordée.....	93
Chapitre 4. Facture d'eau intégrale : livraison et assainissement.....	95
Détermination de la consommation d'eau destinée à la consommation humaine.....	95
Tarification	96
Composante de l'eau potable	97
Assainissement communal et supracommunal.....	97
Détermination du nombre de personnes domiciliées.....	98
Facture d'eau intégrale	98
Règlement à l'amiable pour surconsommation anormale	100
Chapitre 5. Accès et information	100
Chapitre 7. Gestion des plaintes et rapportage	101
Chapitre 7/1 - obligation sociale de service public	101
Annexe 1 - installation intérieure non raccordée et installation des eaux de deuxième circuit dans des biens immobiliers non raccordés et qui ne seront pas raccordés au réseau public d'eau	103

Partie III - CONTROLE ET MESURES COERCITIVES

Services de contrôle	108
Dispositions pénales	108
Adresses utiles	109

PARTIE I

RÉGLEMENT GÉNÉRAL DE LA VENTE D'EAU

En exécution du décret du gouvernement flamand du 8 avril 2011 concernant les dispositions relatives aux droits et obligations des opérateurs d'un réseau public de distribution d'eau et de leurs clients en matière de l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine, la mise en oeuvre de l'obligation de décontamination et la règlement général de vente de l'eau (Moniteur belge 10 juin 2011) modifié par arrêté du gouvernement flamand du 6 décembre 2013 (Moniteur belge du 10 janvier 2014), le Arrêté du gouvernement flamand du 5 février 2016 (Moniteur belge du 22 mars 2016) et l'arrêté du gouvernement flamand du 24 mai 2019 (Moniteur belge du 21 juin 2019)



CHAPITRE 1ER. — DÉFINITIONS

Article 1er.

Dans le présent arrêté on entend par:

1° le décret du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau, coordonné le 15 juin 2018;

2° l'arrêté du 13 décembre 2002: l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 décembre 2002 portant réglementation relative à la qualité et la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine;

3° [...] ;

4° installation intérieure: la partie du réseau de canalisations domestique, visé à l'article 2.1.2, 17° du décret du 18 juillet 2003, de même que tous les systèmes et appareils qui y sont raccordés, qui est raccordée au réseau public de distribution d'eau;

5° fonctionnaire de contrôle: le fonctionnaire, visé à l'article 2.4.1 7 du décret du 18 juillet 2003;

6° exploitant: l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau, visé à l'article 2.1.2, 9° du décret du 18 juillet 2003;

7° surveillant écologique: le chef de division de la division compétente pour la surveillance écologique, de la « Vlaamse Milieumaatschappij » ou la personne de la division désignée par lui;

8° institution agréée de médiation de dettes: l'institution agréée en vertu du décret du 24 juillet 1996 réglant l'agrément des institutions de médiation de dettes dans la Communauté flamande;

9° consommation moyenne annuelle: la consommation moyenne par an d'eau destinée à la consommation humaine, fournie par l'exploitant, calculée sur la base des consommations dans les trois périodes de consommation mesurées et facturées précédentes, extrapolée à chaque fois à 365 jours;

10° raccordement domestique: le conduit d'évacuation pour les eaux usées ou pour l'eau de ruissellement non-pollué à partir de l'égout principal jusqu'à l'alignement, ou le cas échéant, à partir du captage constaté des eaux usées ou de l'eau de ruissellement non-pollué jusqu'à l'alignement;

11° client: la personne physique ou la personne morale à qui l'exploitant adresse les factures relatives aux services fournis par lui et qui est tenue de satisfaire aux obligations associées aux services rendus. Il s'agit d'une des personnes suivantes:

a) l'abonné;

b) l'abonné qui dispose d'un raccordement domestique ou qui est irréfragablement présumé disposer d'un raccordement domestique;

c) l'utilisateur d'un captage d'eau privé qui dispose d'un raccordement domestique ou qui est irréfragablement présumé disposer d'un raccordement domestique;

d) l'utilisateur de l'assainissement individuel;

11°/1 Ministre: le Ministre flamand chargé de l'environnement et de la politique de l'eau, visé à l'article 6, § 1er, II de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

l'ensemble de l'infrastructure publique d'assainissement communale et supracommunale, parmi lequel on trouve:

- 13° réseau public de distribution d'eau; réseau public de canalisations et toutes les installations pour la fourniture d'eau, destinée à la consommation humaine;

15° titulaire : toute personne disposant d'un droit de propriété, d'usufruit ou de superficie ou jouissant d'un droit réel quelconque sur la partie spécifique du bien immobilier qui est ou sera raccordée au réseau public de distribution d'eau ou au réseau d'assainissement et de ce fait souscrivant pour sa partie aux conditions du règlement général et spécifique de la vente d'eau, l'obligeant à respecter les obligations associées aux fournitures et services rendus par l'exploitant;

17° Vlareem: l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant le règlement flamand relatif à l'autorisation écologique et l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement;

19° jour ouvrable : chaque jour de la semaine, à l'exception des samedis, dimanches, jours fériés et le jour de fête de la Communauté flamande;

21° client domestique : l'abonné domestique, visé à l'article 2.1.2,16°, du décret du 18 juillet 2003;

23° client protégé : un client domestique qui est domicilié lui-même ou dont un membre de famille est domicilié à la même adresse, appartient à l'une catégories suivantes :

- a) le bénéficiaire du revenu d'intégration sociale, introduit par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;
- b) la personne à laquelle une aide est accordée par un centre public d'aide sociale, qui est entièrement ou

7

partiellement prise en charge par l'état fédéral au titre des articles 4 et 5 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale;

c) le bénéficiaire d'un revenu garanti aux personnes âgées instauré par la loi du 1er avril 1969 ou les personnes bénéficiaires conservant le droit au supplément à la rente en application de l'article 21, § 2, ainsi les personnes bénéficiaires du revenu garanti pour personnes âgées, instauré par la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées;

d) le bénéficiaire d'une des allocations visées à la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés ou du budget de soins pour les personnes âgées ayant besoin de soins, visé à l'article 4, premier alinéa, 2°, du décret du 18 mai 2018 relatif à la protection sociale flamande;

e) l'enfant atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins, tel que constaté par un médecin de la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale;

f) le bénéficiaire d'une aide sociale financière, octroyée par un centre public d'aide sociale à une personne qui est inscrite au registre des étrangers avec un permis de séjour d'une durée illimitée et qui, du fait de sa nationalité, ne peut prétendre au droit à l'intégration sociale;

g) le bénéficiaire d'une allocation accordée par un centre public d'aide sociale en attente du revenu garanti aux personnes âgées, d'une garantie de revenus pour personnes âgées ou une allocations aux handicapés, telle que visée à l'article 37, § 19, alinéa premier, 1°, 3° et 4° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

h) le bénéficiaire d'une allocation aux handicapés suite à une incapacité permanente de travail ou une invalidité d'au moins 65 %, en vertu de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

i) le bénéficiaire d'une allocation d'aide aux personnes handicapées âgées, conformément aux articles 127 et suivants de la loi-programme du 22 décembre 1989;

j) le bénéficiaire d'une allocation pour aide de tiers, conformément à la loi du 27 juin 1969 relative aux allocations aux handicapés.

24° fonctionnaire de surveillance Environnement : le fonctionnaire, visé à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 mai 2011 portant exécution de diverses dispositions du décret du 24 mai 2002 relatif aux eaux destinées à l'utilisation humaine, et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 décembre 2002 portant réglementation relative à la qualité et la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine.

25° entreprise: une entreprise telle que visée à l'article 2, 3° de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions ;

26° installation d'eaux de deuxième circuit: l'ensemble de systèmes et de canalisations, destiné à l'extraction, au captage ou à la production d'eaux de deuxième circuit, et à leur stockage et utilisation;

27° installation intérieure non raccordée: un réseau de canalisations domestique, tel que visé à l'article 2.1.2, 17°, du décret du 18 juillet 2003, et tous les systèmes et appareils qui y sont raccordés, qui n'est pas raccordé au réseau public de distribution d'eau.

Les définitions visées à l'article 2.1.2 du décret du 18 juillet 2003 et les définitions visées à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 décembre 2002 s'appliquent au présent arrêté.



Annexe 1, art 2.1.2.



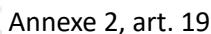
Annexe 2, art 1



p. 84

RACCORDÉMENT AU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'EAU : DEMANDE, TRANSFERT ET RÉSILIATION

§ 1er. Sans préjudice de l'application du droit de raccordement conformément à l'arrêté du 13 décembre 2002, la demande d'un raccordement au réseau public de distribution d'eau est adressée à l'exploitant. En fonction de la situation, l'exploitant renvoie le demandeur à la commune pour une approbation préalable de raccordement.



La reprise contradictoire est signée par tant le client partant que le client suivant et est sans délai transmise par le client partant à l'exploitant qui établit une facture de clôture.

L'exploitant confirme la reprise contradictoire à tant le client partant qu'au client suivant.

S'il s'avère que, faute de données ou de signature, il n'est pas possible de traiter la reprise contradictoire, l'exploitant en informe le client partant dans les quinze jours ouvrables à compter du jour où l'exploitant a reçu la reprise contradictoire. L'exploitant informe le client partant des options qui s'offrent à lui pour régulariser la reprise et pour effectuer une résiliation unilatérale, telle que visée au paragraphe 4.

Il est mis un terme aux obligations inhérentes à la fourniture d'eau pour le client partant à partir de la date du relevé d'index. Le client partant reste toutefois tenu de se soumettre à toutes les obligations à l'égard de l'exploitant pour autant que celles-ci trouvent leur origine avant cette date, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 20.

Pour le client suivant, les obligations inhérentes à la fourniture d'eau prennent cours à partir de la date du relevé d'index.

A défaut de l'établissement d'une reprise contradictoire avec le client partant, la fourniture d'eau en faveur du client suivant est démarrée par une mise en service renouvelée de la fourniture d'eau.

§ 4. Le client peut à tout moment résilier la fourniture d'eau, moyennant un avis à l'exploitant. L'exploitant confirme la demande de résiliation et prend rendez-vous avec le client pour le relevé de l'index. L'exploitant ou son mandataire effectue le relevé de clôture au plus tard un mois après la demande de résiliation à moins que le relevé ne soit empêché ou qu'avec l'approbation du client il ne soit décidé d'une date ultérieure pour le relevé de l'index.

Il est mis un terme aux obligations inhérentes à la fourniture d'eau pour le client partant à partir de la date du relevé de clôture. Le client partant reste toutefois tenu de se soumettre à toutes les obligations à l'égard de l'exploitant pour autant que celles-ci trouvent leur origine avant cette date, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 20.

§ 5. Une demande de débranchement ou d'enlèvement d'un branchement doit être adressée par le client ou le titulaire à l'exploitant et n'est admissible que si le bien immobilier est inhabité ou inutilisé ou pour autant que tous les habitants ou consommateurs y conviennent par écrit. Le débranchement et la mise hors service sont effectués aux frais du demandeur.

L'exploitant décide de la façon dont le débranchement sera effectué et de l'enlèvement entier ou partiel du branchement.

Le branchement peut à tout moment être débranché et entièrement ou partiellement enlevé par l'exploitant ou son mandataire pour des raisons de santé publique, de sécurité ou d'exploitation. Les frais ne sont pas à la charge du client ou du titulaire, sauf dans les cas suivants:

- 1° les frais peuvent être liés à une erreur démontrable de la part du client ou du titulaire;
- 2° les frais sont liés à la démolition d'un bâtiment.



LIVRAISON ET QUALITÉ DE L'EAU

Art 3.

§ 1er. L'exploitant fournit de l'eau qui répond aux exigences de qualité européennes et flamandes de l'eau destinée à la consommation humaine, en particulier aux normes de qualité visées à l'article 2 de l'arrêté du 13 décembre 2002, au point dans un bien immobilier où l'eau sort des robinets ordinairement affectés à l'eau destinée à la consommation humaine. Il est à chaque moment satisfait à la disposition de l'article 2 de l'arrêté du 13 décembre 2002.



Annexe 2, art. 2

Le contrôle de l'eau aux robinets qui sont ordinairement affectés à l'eau destinée à la consommation humaine par le consommateur, le contrôle de l'installation intérieure et des compteur d'eaus d'eau est effectué conformément aux dispositions de l'article 2.4.1 7 du décret du 18 juillet 2003 et du chapitre III de l'arrêté du 13 décembre 2002.



Annexe 1, art. 2.4.1.



Annexe 2, art. 9

Les dispositions relatives à l'accès aux bâtiments, visé à l'article 21 du présent arrêté s'appliquent.

Si le client a des doutes fondés quant à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, il prend contact avec l'exploitant. L'exploitant examine la plainte conformément aux dispositions de l'article 26, § 2 du présent arrêté et prend les mesures nécessaires dans les limites de ses compétences. Si ceci est souhaitable, l'exploitant examine la qualité de l'eau.

Le client ou le titulaire peut demander à l'exploitant d'analyser l'eau fournie par celui-ci et destinée à la consommation humaine. L'offre de prix à l'attention du demandeur est établie gratuitement et lui est remise dans les trois semaines à partir de la date de la demande. L'offre a une validité de deux mois à compter de la date de l'offre.

§ 2. L'exploitant engage tous les moyens adéquats afin d'assurer la continuité de la fourniture d'eau à tout moment. L'exploitant fournit de l'eau sous une pression normale au niveau de la rue. Le client doit lui-même prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la pression et le débit souhaités par lui aux points de prélèvement.

Un client qui estime qu'un dommage subi a été causé par un acte erroné de l'exploitant ou de son mandataire, peut porter plainte auprès de l'exploitant, qui traitera la plainte conformément à la procédure reprise à l'article 26, § 3 du présent arrêté.

L'exploitant établit un rapport objectif des faits. Le client reçoit une copie de ce rapport.

L'exploitant en avise son assureur, si nécessaire.

L'exploitant peut interrompre ou rationner la fourniture d'eau chaque fois que des travaux de réparation, de renouvellement, de modification, de déplacement, d'entretien et d'exploitation le justifient. L'exploitant s'efforcera de limiter le nombre d'interruptions ou de rationnements et leur durée à un minimum afin d'incommoder le client le moins que possible. Les clients concernés sont mis au courant des travaux au plus tard trois jours ouvrables

approvisionnés par le client domestique.

Lorsque l'exploitant souhaite procéder à une limitation du débit un débranchement effectif de la fourniture d'eau, soit sur ordre du fonctionnaire de surveillance Environnement, soit pour d'autres raisons, il fait connaître cette décision au client non-domestique et lorsque le client non-domestique utilise l'eau fournie destinée à la consommation humaine pour répondre aux besoins domestiques des personnes domiciliées dans une ou plusieurs unités d'habitation du bien immobilier auquel il a un droit, aux consommateurs dans les différentes unités d'habitation.

L'exploitant engage tous les moyens adéquats afin de faire connaître la décision de limitation du débit débranchement, entre autres au moins une notification écrite recommandée au client et une notification écrite aux consommateurs dans les différentes unités d'habitation.

Ce paragraphe n'est pas d'application lorsque le débranchement a lieu en cas d'une menace immédiate et sérieuse pour la santé publique, tant que cette situation perdure, ou en cas de travaux de réparation, rénovation, modification, déplacement, d'entretien ou d'exploitation du réseau public de distribution d'eau.

§ 3. L'exploitant respecte un délai minimum de six semaines entre la notification et le réglage de la limitation du débit ou le débranchement effectifs de la fourniture d'eau.

L'obligation, visée à l'alinéa premier, ne s'applique pas aux cas suivants:

- 1° la limitation du débit ou le débranchement effectifs de la fourniture d'eau a lieu en cas d'une menace immédiate et sérieuse pour la santé publique;
- 2° la limitation du débit ou le débranchement effectifs de la fourniture d'eau a lieu sur ordre du fonctionnaire de surveillance Environnement qui fixe dans ce cas le délai minimum entre la notification et le débranchement effectif de la fourniture d'eau dans son ordre;
- 3° la limitation du débit ou le débranchement effectifs de la fourniture d'eau a lieu en cas de présomption que le bien immobilier branché est inhabité ou inutilisé;
- 4° la limitation du débit ou le débranchement effectifs de la fourniture d'eau a lieu après la constatation de fraude.

En vue de l'élaboration d'une solution pour la raison de la limitation du débit ou du débranchement, le client domestique a droit à une prolongation unique de six semaines du délai minimal de six semaines, visé à l'alinéa 1er. Le client domestique demande la prolongation par écrit à l'exploitant dans le délai minimal en cours. La demande écrite est motivée. La demande suspend le délai en cours pour la limitation du débit ou le débranchement.

§ 3/1. L'exploitant fournit au client dont l'adduction d'eau sera limitée en débit, des informations sur les risques pour l'installation intérieure associés à une limitation de débit. Le client ou le titulaire est responsable de prendre les précautions nécessaires pour protéger l'installation intérieure contre de tels risques. En cas d'une limitation du débit, l'exploitant prévoit un débit minimal de 50 litres par heure dans des conditions normales au niveau du compteur d'eau.

§ 4. Lorsqu'un client domestique estime que la limitation du débit ou la coupure n'est plus justifiée, il peut demander un enlèvement de la limitation du débit ou un rebranchement auprès de l'exploitant par demande écrite. Si l'exploitant n'a pas enlevé la limitation du débit ou n'a pas rebranché le client dans les cinq jours ouvrables de l'envoi de la demande ou n'a pas pris d'action dans ce sens, le client domestique peut:

- 1° demander un enlèvement de la limitation du débit ou un rebranchement conformément à la procédure et aux conditions visées au décret du 20 décembre 1996 réglant le droit à la fourniture minimale d'électricité, de gaz et d'eau, si le débranchement a été effectué après avis motivé conforme de la commission consultative locale;
- 2° demander un enlèvement de la limitation du débit ou un rebranchement auprès du fonctionnaire de



§ 7. En cas d'un refus d'une reprise contradictoire ou d'une mise en service renouvelée du consommateur dans un bien immobilier ou une unité d'habitation raccordé, l'exploitant prend contact par écrit avec les consommateurs et avec le titulaire si celui-ci est connu par exploitant. L'exploitant les demande de prendre contact dans les quinze jours calendaires avec l'exploitant afin de faire connaître comment les obligations envers l'exploitant seront respectées. Les consommateurs ou le titulaire disposent de l'une des possibilités suivantes:

2° demander la cessation de la fourniture d'eau auprès de l'exploitant dont les frais sont à charge du demandeur.

Si l'exploitant souhaite procéder au débranchement effectif, il notifie cette décision aux consommateurs de l'eau dans le bien immobilier concerné et au titulaire si celui-ci est connu par l'exploitant.

§ 8. Si l'exploitant constate une fraude, il prend les mesures nécessaires pour mettre fin à cette fraude. A cet effet, l'exploitant peut faire adapter l'installation intérieure conformément aux prescriptions légales et techniques courantes.

Sur la base de l'état de fait, une estimation motivée de la consommation et du débit disponible est faite par l'exploitant.



16 - Brochure Règlement général de la vente d'eau - 1 janvier 2021

CONDUITE

Art 6.

§ 1er. Le branchement doit être aménagé et entretenu conformément aux prescriptions de l'exploitant.

Seul l'exploitant ou son mandataire peut poser, modifier, renforcer, déplacer, enlever, entretenir, réparer, mettre en ou hors de service le branchement ou ordonner les travaux à cet effet. Le branchement est la propriété de l'exploitant, sans porter préjudice aux droits réels existants établis avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'exploitant en assure la mise en œuvre adéquate et en porte les frais. Lorsque les travaux sont demandés par le client ou le titulaire ou qu'ils s'imposent suite à des dommages ou perturbations que le client ou le titulaire a causés, l'exploitant peut demander une contribution du client dans les frais.

Lors de la demande d'un branchement avec un compteur d'eau d'un diamètre de 40 millimètres ou plus, un calcul de capacité peut être nécessaire pour indiquer si le bon fonctionnement du réseau de distribution de l'eau est compromis ou non. L'exploitant peut facturer une indemnité unique pour l'exécution de ces travaux.

Sauf en cas de refus exprès et préalable du titulaire l'exploitant assume comme prouvé que le demandeur des travaux à un branchement a obtenu l'accord du titulaire pour ceux-ci.

Pour chaque bien immobilier à raccorder, un seul branchement est prévu. Si le demandeur souhaite avoir plus de branchements, l'exploitant définit le nombre de branchements et les conditions y afférentes en concertation avec lui.

À hauteur de chaque branchement en service, il doit y avoir au moins un compteur d'eau.

L'exploitant peut équiper les branchements d'un système de lecture à distance.

Le diamètre, le type et le matériau du branchement et le diamètre du compteur d'eau sont déterminés en fonction de la consommation prévue, des caractéristiques du réseau public de distribution d'eau sur site.

Si un branchement est utilisé pour la lutte contre l'incendie, le mode d'exécution le plus approprié sera déterminé en concertation avec l'exploitant, en tenant compte des circonstances locales, des obligations légales et des exigences imposées par le service d'incendie.

En cas d'une construction neuve ou d'une reconstruction conformément au VCRO d'un bien immobilier avec au moins une unité de logement, un équipement de mesure individuel par unité de logement est prévu.

En cas de fourniture d'eau en faveur d'une ou de plusieurs unités individuelles du bâtiment, l'exploitant peut, en fonction de la facturation de la consommation d'eau, exiger l'installation d'au moins un compteur d'eau pour la fourniture d'eau à ces unités distinctes. Dans le présent article, on entend par unité distincte une unité d'un bâtiment qui est conçue ou adaptée pour être utilisée séparément et qui n'est pas d'unité de logement.

L'exploitant définit les conditions de l'installation des compteurs d'eau en concertation avec le demandeur. Dans les immeubles existants à plusieurs unités de logement, l'équipement de mesure non-individuel est maintenu à titre temporaire. Lorsque, suite à une rénovation de l'installation intérieure, un équipement de mesure individuel devient techniquement possible, l'exploitant procède à l'installation d'un compteur d'eau pour chaque unité de logement, aux frais du client ou du titulaire.

Avant l'installation des compteurs d'eau ou avant le contrôle, le demandeur doit apposer une étiquette indiquant

Le trajet du branchement et l'installation sont définis en concertation mutuelle avec le demandeur de sorte que la sécurité générale, le maintien et le fonctionnement normal des éléments du branchement et des accessoires sont assurés, que la consommation peut être mesurée facilement et que leur surveillance, contrôle et entretien peuvent facilement être mis en œuvre.

- 1° les structures du domaine politique du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille, qui assurent l'accueil et l'accompagnement résidentiels. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes et la politique de santé dans ses attributions, peut établir une liste des structures concernées;
- 2° les unités de logement ou les unités distinctes qui sont utilisées exclusivement dans le cadre d'un hébergement touristique tel que visé au décret du 5 février 2016 relatif à l'hébergement touristique;
- 3° les unités de logement ou les unités distinctes qui sont utilisées exclusivement dans le cadre de logements des étudiants.

Si le droit à une exception à l'obligation d'assurer un équipement de mesure individuel cesse d'exister, le passage à un équipement de mesure individuel par unité de logement est obligatoire.



§ 2. L'offre des prix pour chaque branchement nouveau, à réparer ou à modifier est établie par l'exploitant dans un document contenant les modalités d'exécution pour les travaux, le prix total estimé, ses éléments composants et modalités de paiement de même que l'information nécessaire sur la composition du branchement. Les parties composantes de l'ensemble des travaux ne sont pas communiquées dans le cas d'un calcul forfaitaire du prix par unité.

Les travaux au branchement sont effectués par l'exploitant endéans la période convenue avec le demandeur, compte tenu d'éventuelles demandes de plans, autorisations et permis nécessaires, après que le demandeur s'est déclaré explicitement d'accord avec l'offre des prix et après qu'il a correctement effectué toutes les formalités et travaux convenus et en a avisé l'exploitant.

§ 3. L'exploitant prévient le client ou, à défaut de celui-ci, le titulaire au cas où des travaux seraient effectués au branchement de sorte que le client ou le titulaire a la possibilité d'effectuer lui-même les travaux nécessaires, le cas échéant, notamment afin de rendre le branchement sur la propriété privée accessible. Lorsque le client ou le titulaire n'a pas effectué les travaux nécessaires endéans la période convenue avec l'exploitant ou qu'il refuse d'effectuer les travaux endéans un délai raisonnable proposé par l'exploitant, l'exploitant est autorisé à effectuer les travaux nécessaires lui-même. Dans des cas urgents l'exploitant peut toujours effectuer lui-même les travaux nécessaires et notamment les travaux visant à rendre le branchement sur la propriété privée accessible sans que le client ou le titulaire en soit avisé au préalable.

L'exploitant n'est pas responsable de changements de qualité qui se produisent dans l'installation intérieure causés par l'existence ou l'utilisation de l'installation intérieure.

Le client ou le titulaire doit tenir compte de tous les matériaux utilisés pour le branchement lors de la conception et du choix des matériaux pour son installation intérieure. À la demande du client, l'exploitant fournira les conseils appropriés à cet égard.

Pour chaque appareil ayant une exigence de débit spécifique qui est raccordé à l'installation intérieure, le client ou le titulaire doit vérifier si le branchement et le compteur d'eau peuvent fournir le débit souhaité. À la demande du client, l'exploitant fournit les informations nécessaires à cette fin.

Tout raccordement direct entre l'installation intérieure et soit l'évacuation privée d'eau, soit l'installation d'eaux de deuxième circuit ou une installation intérieure non raccordée est interdit.

§ 2. En cas de construction nouvelle, l'installation intérieure est mise en place de telle sorte qu'un équipement de mesure individuel conformément à l'article 6 soit possible.

Le cas échéant, les accords nécessaires sont conclus avec l'exploitant pour permettre l'équipement de mesure individuel. Ces accords portent sur:

- 1° l'endroit exact où les compteurs d'eau peuvent être installés dans le bâtiment, où tant un placement central dans un local des compteurs et un placement décentralisé à d'autres endroits dans le bâtiment accessibles à l'exploitant, sont possibles;
- 2° la définition de la frontière entre le réseau public de distribution d'eau et l'installation intérieure;
- 3° la protection du réseau public de distribution d'eau contre les retours d'eau de la partie collective de l'installation intérieure et le suivi et la facturation de la consommation collective d'eau.

En cas de travaux de transformation à un bâtiment existant à plusieurs unités de logement ou à parties distinctes, comprenant la rénovation de la partie collective de l'installation intérieure, il est obligatoire d'intégrer l'aménagement d'équipements de mesure individuels dans le paquet des travaux.

Lorsqu'il constate une infraction à l'obligation d'équipement de mesure individuel, l'exploitant refuse de raccorder l'installation intérieure au réseau public de distribution d'eau. Si la fourniture d'eau est déjà effectivement utilisée dans les unités de logement, l'exploitant déterminera, en concertation avec le client ou le titulaire, le délai dans lequel l'équipement de mesure individuel doit être réalisé. Si les travaux d'adaptation nécessaires à l'installation intérieure n'ont pas été effectués dans le délai convenu, l'exploitant peut déconnecter l'installation intérieure du réseau public de distribution d'eau, en maintenant dans le bien immobilier au moins un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine. En cas d'opposition du titulaire ou du client contre ces actes, l'exploitant peut introduire une demande de limitation du débit ou de débranchement de la fourniture d'eau dans le bien immobilier, auprès du fonctionnaire chargé de la surveillance Environnement. La limitation effective du débit ou le débranchement effectif de la fourniture d'eau est exécuté sur l'ordre du fonctionnaire chargé de la surveillance Environnement. Les dispositions sur la notification au client et aux consommateurs, visée à l'article 5, sont d'application.

§ 3. La mise en place d'une installation d'augmentation de pression nécessite l'accord préalable de l'exploitant, qui vérifie si la mise en place de l'installation d'augmentation de pression peut avoir un impact sur le bon fonctionnement du réseau public de distribution d'eau. Un calcul de capacité peut s'avérer nécessaire. L'exploitant peut imputer des frais à cet effet.

 p. 87

Art. 7/1.

5° après que des mesures de réparation ont été prises à la suite d'un contrôle préalable de l'installation intérieure.

2° est conforme à l'utilisation. Il s'agit de vérifier si l'installation intérieure est conforme aux prescriptions légales et techniques en vigueur afin d'éviter des problèmes de qualité présentant un risque pour la santé de l'utilisateur en raison de retours d'eau dans ou vers l'installation intérieure.

Le client ou le titulaire reçoit l'attestation de contrôle. Une copie de l'attestation de contrôle est envoyée directement à l'exploitant par la personne qui effectue le contrôle.

L'exploitant met les informations suivantes à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance Environnement dans le cadre des tâches de surveillance visées aux articles 5.2.1.1 à 5.2.1.4 du décret du 18 juillet 2003 :

- 1° les attestations de contrôle non conformes pour lesquelles le délai pour la prise de mesures de réparation a été dépassé ;
- 2° des informations sur les installations intérieures qui ont été mises en service sans contrôle préalable.



Annexe I, art 5.2.1.1 à 5.2.1.4

Le contrôle, visé au paragraphe 1er, ne décharge toutefois pas le client ou le titulaire de sa responsabilité de maintenir la qualité de l'eau dans l'installation intérieure et de se conformer aux prescriptions légales et techniques afin d'éviter les retours d'eau.

§4. L'exploitant est responsable :

- 1° de l'organisation du contrôle, visé au paragraphe 1er ;
- 2° du suivi et de l'assurance de la qualité du processus de contrôle ;
- 3° de l'archivage numérique des attestations de contrôle.

L'exploitant peut réaliser les tâches visées à l'alinéa 1er via un accord de coopération avec des tiers.

§5. Si, à la suite d'un contrôle tel que visé au paragraphe 1er, l'exploitant ou son mandataire constate que l'installation intérieure n'est pas conforme pour le raccordement au branchement parce qu'il existe un risque de retour d'eau de l'installation intérieure vers le réseau public de distribution d'eau, il informe le client ou son mandataire de la situation et des mesures de réparation à prendre pour rendre l'installation intérieure conforme au raccordement au branchement.

Le client ou le titulaire effectue les ajustements nécessaires à l'installation intérieure afin qu'elle soit conforme au raccordement au branchement et prend l'initiative de demander le nouveau contrôle.

Les mesures de réparation à l'installation intérieure sont effectuées avant la première mise en service ou dans les délais fixés par l'exploitant si le client ou le titulaire l'utilise déjà effectivement. L'exploitant ou son mandataire mentionne ces délais sur l'attestation de contrôle.

§6. Si, à la suite d'un contrôle tel que visé au paragraphe 1er, l'exploitant ou son mandataire constate que l'installation intérieure n'est pas conforme à l'utilisation parce qu'il existe des risques pour la santé de l'utilisateur résultant de retours d'eau dans l'installation intérieure, il informe le client ou son mandataire de la situation et des mesures de réparation à prendre afin d'éliminer ces risques.

Le client ou le titulaire effectue les ajustements nécessaires à l'installation intérieure afin qu'elle soit conforme à son utilisation et prend l'initiative de demander le nouveau contrôle.

Les mesures de réparation à l'installation intérieure sont exécutées dans les délais fixés par l'exploitant. L'exploitant ou son mandataire mentionne ces délais sur l'attestation de contrôle.

L'exploitant ou son mandataire mentionne ces délais sur l'attestation de contrôle.

§7. Si le client ou le titulaire qui utilise effectivement la fourniture d'eau via l'installation intérieure n'a pas fait procéder au contrôle préalable tel que visé au paragraphe 1er, ou n'a pas exécuté les mesures de réparation visées aux paragraphes 5 et 6 dans les délais imposés, l'exploitant envoie une sommation au client ou au titulaire. Dans cette sommation, l'exploitant mentionne :

1° ce que le client ou le titulaire doit faire pour remplir ses obligations, ainsi que le délai limite dans lequel il doit le faire, l'exploitant respectant un délai minimal de trente jours ouvrables, sauf s'il existe une menace pour la santé publique et la sécurité de l'approvisionnement en eau ;

3° qu'un ou plusieurs des faits suivants ont déjà été signalés au fonctionnaire chargé de la surveillance Environnement :

- a) la non-conformité de l'installation intérieure ;
- b) le dépassement du délai fixé pour l'exécution des mesures de réparation nécessaires ;
- c) l'absence d'un contrôle ;

4° la possibilité pour l'exploitant, en l'absence d'une initiative de contrôle du client ou du titulaire en cas de la non prise des mesures de réparation, visées au paragraphe 5, par le client ou le titulaire, d'introduire une demande de coupure auprès du fonctionnaire chargé de la surveillance Environnement.

Si le client ou le titulaire dépasse les délais mentionnés dans la sommation, l'exploitant peut soit débrancher l'installation intérieure en maintenant dans le bien immobilier au moins un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, soit limiter ou couper la fourniture d'eau conformément à l'article 5, § 1er, si le client ou le titulaire empêche le débranchement.

Une première sommation est gratuite. À défaut de suites appropriées à cette sommation, l'exploitant envoie une deuxième sommation, dans laquelle des frais peuvent être imputés pour le suivi prolongé du dossier. Seule une sommation supplémentaire peut être envoyée pour l'absence des mesures de réparation visées au paragraphe 5.

§8. Si l'exploitant ou son mandataire, à la suite d'un contrôle, constate qu'il existe des risques de retours d'eau dans l'installation intérieure avec des problèmes de qualité correspondants, mais que ceux-ci ne présentent pas de risques pour la santé de l'utilisateur, l'exploitant ou son mandataire informe le client ou le titulaire de la situation et leur conseille sur des mesures de réparation afin d'éliminer le risque de problèmes de qualité.

§9. Si l'exploitant a informé le client ou le titulaire, le titulaire informe le client ou, le cas échéant, le client informe le titulaire de la situation, de la nécessité d'un contrôle, des mesures de réparation nécessaires et des mesures de réparation exécutées.

§10. L'exploitant peut refuser de raccorder l'installation intérieure au branchement si l'installation intérieure n'a pas été contrôlée au préalable ou si un contrôle démontre que l'installation intérieure n'est pas conforme pour le raccordement.

§11. Le Ministre peut arrêter les modalités relatives au contrôle de l'installation intérieure. Les modalités portent sur :

- 1° les critères techniques utilisés pour vérifier la conformité de l'installation intérieure pour le raccordement au branchement ;
- 2° les critères techniques utilisés pour vérifier si l'installation intérieure est conforme à l'utilisation prévue ;
- 3° les modalités relatives au délai dans lequel les mesures de réparation doivent être exécutées ;
- 4° l'organisation du contrôle, le suivi et l'assurance de la qualité du processus de contrôle, le contenu et l'archivage numérique des attestations de contrôle ;
- 5° l'obligation du client ou du titulaire de tenir à jour et de pouvoir mettre à disposition le dossier de contrôle ;
- 6° la concrétisation de la notion de modifications importantes.

CHAPITRE 3. — ASSAINISSEMENT

OBLIGATION D'ASSAINISSEMENT

Art 8.

Conformément à l'article 2.3.5, § 1er du décret du 18 juillet 2003, l'exploitant est chargé de l'obligation d'assainissement de l'eau qu'il distribue à des fins de consommation humaine en vue de la préservation de la qualité de l'eau distribuée.

Conformément à l'article 2.3.3 du décret du 18 juillet 2003, l'exploitant peut satisfaire à son obligation communale d'assainissement en concluant un contrat avec la commune, la régie communale, l'intercommunale ou la structure de coopération intercommunale ou une entité désignée par la commune suite à un appel d'offres public.

Lorsque l'exploitant conclut un contrat, tel que visé à l'alinéa deux, la notion du terme «exploitant» doit, par dérogation aux dispositions de l'article 1er, 6° du présent arrêté, être interprétée dans la suite du présent chapitre 3 comme la commune concernée, la régie communale concernée, l'intercommunale concernée ou la structure de coopération intercommunale concernée ou l'entité désignée par la commune suite à un appel d'offres public concernée, le cas échéant restreint aux matières pour lesquelles celles-ci sont contractuellement responsables.



Annexe 1, art. 2.3.5 et 2.6.1.3.3



p. 89

ÉVACUATION DES EAUX USÉES ET DES EAUX DE PLUIE

Art 9.

§ 1er. Le client est responsable de tout ce qui concerne le captage d'eaux usées et d'eaux de ruissellement non polluées dans et sur le bien immobilier, du respect d'un permis d'environnement ou d'une autorisation de déversement éventuels et d'autres contraintes légales ou réglementaires et du respect des dispositions du présent arrêté par quiconque se sert du raccordement domestique.

Le client évacue les eaux usées et, le cas échéant, les eaux de ruissellement non polluées de son bien immobilier jusqu'au réseau public d'assainissement, s'il y en a un.

§ 2. En cas de plaintes, le client peut demander à l'exploitant de contrôler le réseau public d'assainissement. L'exploitant traite la plainte conformément aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté.

§ 3. L'exploitant engage tous les moyens adéquats pour assurer à tout moment la continuité de l'évacuation et, dans le cas d'un assainissement individuel, l'épuration des eaux usées en respect des normes de rejet applicables.

Un client qui estime qu'un dommage subi a été causé par un acte erroné de l'exploitant ou de son mandataire, peut porter plainte auprès de l'exploitant, qui traitera la plainte conformément à la procédure reprise à l'article 26 du présent arrêté.

L'exploitant établit un rapport objectif des faits. Le client reçoit une copie de ce rapport à titre gratuit. L'exploitant en avise son assureur, si nécessaire.

§ 4. L'exploitant peut interrompre ou limiter l'assainissement chaque fois que des travaux de réparation, de

Dans le cas de suspension ou d'arrêt du service pour cause de l'intérêt général, suite aux cas de force majeure ou à la mise en demeure du client, l'exploitant n'est pas tenu de payer de dédommagement ou de compensation.

 p. 90

le client disposant d'un captage d'eaux privé avant que le réseau public d'assainissement ne soit disponible, à partir de la disponibilité du réseau public d'assainissement.

§ 3. La reprise de l'assainissement est associée à la reprise de la fourniture d'eau. Ceci est également applicable à l'assainissement des eaux usées en provenance du captage d'eaux privé lorsque le client est raccordé au réseau public de distribution d'eau. Les règles y correspondant, visées à l'article 2, sont d'application.

Lorsque le client qui est raccordé au réseau public d'assainissement dispose exclusivement d'un captage d'eaux privé pour son approvisionnement en eau, une reprise contradictoire peut être établie. Dans le cas d'une reprise contradictoire, les données suivantes, signées tant par le client partant que par le client suivant, sont fournies à l'exploitant :

- 1° la date de la reprise;
- 2° les coordonnées du client partant, y compris l'adresse d'expédition du client partant;
- 3° pour autant que disponible, un numéro de compte en banque du client partant en vue de remboursements éventuels;
- 4° les données de contact du client suivant;
- 5° le numéro de registre national ou le numéro d'entreprise, précisant la nature de l'activité commerciale, du client suivant.

La reprise contradictoire est signée par tant le client partant que le client suivant et est sans délai transmise à l'exploitant qui établit une facture de clôture.

L'exploitant confirme la reprise contradictoire à tant le client partant qu'au client suivant.

A défaut d'une reprise contradictoire, la reprise de l'assainissement est associée à la reprise, en tant que propriétaire ou locataire, du bien immobilier auquel le captage d'eaux privé est lié.

§ 4. Pour le client qui dispose exclusivement d'un raccordement au réseau public de distribution d'eau pour son approvisionnement en eau, la résiliation de l'assainissement est associée à la résiliation de la fourniture d'eau. Les règles, visées à l'article 2, s'appliquent par analogie.

Pour le client qui dispose de tant un raccordement au réseau public de distribution d'eau que d'un captage d'eaux privé, la résiliation de l'assainissement est associée à la résiliation de la fourniture d'eau et au désistement du captage d'eaux privé. Les règles, visées à l'article 2, s'appliquent par analogie. Le client qui dispose de tant un raccordement au réseau public de distribution d'eau que d'un captage d'eaux privé, peut respectivement résilier le raccordement au réseau public de distribution d'eau et se désister au captage d'eaux privé, indépendamment de la résiliation du raccordement domestique.

Pour le client disposant exclusivement d'un captage d'eaux privé et raccordé au réseau public d'assainissement, la résiliation de l'assainissement est associée au désistement du captage d'eaux privé.

§ 5. La demande de la part du client d'une déconnexion, d'une mise hors service ou d'un enlèvement du raccordement domestique au réseau public d'assainissement doit être adressée à l'exploitant et ne peut être honorée que lorsque le client peut démontrer qu'il respecte les obligations légales et réglementaires en matière de l'évacuation et l'épuration des eaux usées et eaux de ruissellement non polluées. Le débranchement et la mise hors service sont effectués aux frais du client.

L'exploitant décide de la façon dont la déconnexion sera effectuée et de l'enlèvement entier ou partiel des raccordements domestiques ou de l'assainissement individuel.

Les coûts y afférents ne sont pas à la charge du client ou du titulaire, sauf dans les cas suivants:

1° ils ont un lien causal avec une erreur démontrable de la part du client ou du titulaire ;
2° ils sont liés à une notification de la démolition d'un bâtiment.

§ 6. Lorsque l'exploitant conclut un contrat, comme prévu à l'article 8, alinéa deux du présent arrêté, les paragraphes 2 à 4 inclus du présent article s'appliquent, par dérogation à l'article 8, alinéa trois du présent arrêté, dans les relations entre le client et l'exploitant, tel que visé à l'article 1er, 6°.

A l'égard de la commune concernée, la régie communale concernée, l'intercommunale concernée ou la structure de coopération intercommunale concernée ou l'entité désignée par la commune suite à un appel d'offres public concernée, le cas échéant uniquement dans les matières pour lesquelles celles-ci sont contractuellement responsables, les obligations du client visées dans le présent arrêté s'appliquent à partir du moment et tant que le client se sert de ou est raccordé au réseau public d'assainissement d'une façon ou d'une autre, non nécessairement de façon permanente.



p. 91

RACCORDEMENT DOMESTIQUE

Art 11.

§ 1. Les dispositions du présent article s'appliquent lorsque l'exploitant s'acquitte de l'obligation d'assainissement au niveau de l'assainissement individuel.

§ 2. Le raccordement au réseau public d'assainissement doit être aménagé et entretenu conformément aux prescriptions de l'exploitant.

Seul l'exploitant ou son mandataire peut poser, modifier, renforcer, déplacer, enlever, entretenir, réparer, mettre en ou hors de service l'installation individuelle de traitement (IBA), ou ordonner les travaux à cet effet. L'IBA est la propriété de l'exploitant, sans porter préjudice aux droits réels existants établis avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'exploitant ou son mandataire en assure la mise en œuvre adéquate et en porte les frais. Lorsque les travaux sont demandés par le client ou le titulaire ou qu'ils s'imposent suite à des dommages ou des perturbations que le client ou le titulaire a causés, l'exploitant peut demander une contribution du client dans les frais.

§ 3. Si le client ou le titulaire est obligé d'installer une IBA, il peut adresser à l'exploitant une demande de raccordement au réseau public d'assainissement. En fonction de la situation, l'exploitant renvoie le demandeur à la commune pour une approbation préalable de raccordement.

Sauf en cas de refus exprès et préalable du titulaire, l'exploitant assume comme prouvé que le demandeur d'une demande de raccordement au réseau public d'assainissement a obtenu l'accord du titulaire à cet effet.

§ 4. Dans la zone extérieure à optimiser individuellement, l'exploitant peut, pour remplir son obligation d'assainissement, proposer d'installer une IBA qu'il gère lui-même. Si le client ou le titulaire ne répond pas à cette demande, il est tenu d'assurer lui-même l'assainissement des eaux usées.

////////////////////////////////////

§ 5. L'exploitant procède au raccordement effectif au réseau public d'assainissement après que le demandeur d'une demande de raccordement au réseau public d'assainissement s'est déclaré d'accord avec le mode d'imputation des frais et le règlement général de la vente d'eau et, si d'application, avec le règlement spécifique de la vente d'eau.

Les coûts liés à l'aménagement de conduites d'adduction et d'évacuation vers l'IBA sont à la charge du client ou du titulaire.

Un bien immobilier ne peut être raccordé à une IBA gérée collectivement que si l'origine, la quantité, la composition et la continuité des eaux usées domestiques le permettent. Le client ou le titulaire reste responsable de l'assainissement de tous les flux d'eaux usées qui ne sont pas raccordés à l'IBA pour les eaux usées domestiques.

Le client ou le titulaire autorise l'exploitant à accéder à sa parcelle et à effectuer les travaux ou opérations nécessaires dans le cadre de la livraison et l'installation du raccordement domestique ou de l'IBA. Ce droit d'accès s'applique également après l'exécution du raccordement domestique ou l'installation effective de l'IBA, pour l'inspection de l'installation, l'entretien de l'IBA, les réparations et l'enlèvement éventuel de l'installation. Dans une IBA gérée collectivement, l'IBA reste la pleine propriété de l'exploitant. Le client ou le titulaire est responsable de l'aménagement de toutes les conduites d'adduction et d'évacuation de et vers l'IBA. La gestion et l'entretien pour assurer le bon fonctionnement est possible à tout moment. Dans le cas contraire, l'exploitant peut prendre les mesures appropriées pour et aux frais du client ou du titulaire. Le client ou le titulaire est tenu d'informer immédiatement l'exploitant de toute modification importante qui pourrait affecter le bon fonctionnement de l'IBA. Les frais de gestion et d'entretien ne sont à charge du client ou du titulaire que s'il peut être démontré que les frais résultent d'une utilisation incorrecte de l'IBA.

Art 11/1.

§1er. Les dispositions du présent article s'appliquent lorsque l'exploitant s'acquitte de l'obligation d'assainissement au niveau de l'assainissement individuel.

Dans cet article, il convient d'entendre par IBA : l'installation individuelle de traitement.

§2. Le raccordement au réseau public d'assainissement doit être aménagé et entretenu conformément aux prescriptions de l'exploitant.

Seul l'exploitant ou son mandataire peut poser, modifier, renforcer, déplacer, enlever, entretenir, réparer, mettre en ou hors de service l'installation individuelle de traitement (IBA), ou ordonner les travaux à cet effet. L'IBA est la propriété de l'exploitant, sans porter préjudice aux droits réels existants établis avant le 1er janvier 2020. L'installation individuelle de traitement est placée dans la période convenue avec le demandeur.

L'exploitant ou son mandataire en assure la mise en œuvre adéquate et en porte les frais. Lorsque les travaux sont demandés par le client ou le titulaire ou qu'ils s'imposent suite à des dommages ou des perturbations que le client ou le titulaire a causés, l'exploitant peut demander une contribution du client dans les frais.

§3. Si le client ou le titulaire est obligé d'installer une IBA, il peut adresser à l'exploitant une demande de raccordement au réseau public d'assainissement. En fonction de la situation, l'exploitant renvoie le demandeur à la commune pour une approbation préalable de raccordement.

Sauf en cas de refus exprès et préalable du titulaire, l'exploitant assume comme prouvé que le demandeur d'une demande de raccordement au réseau public d'assainissement a obtenu l'accord du titulaire à cet effet.

§4. Dans la zone extérieure à optimiser individuellement, l'exploitant peut, pour remplir son obligation d'assainissement, proposer d'installer une IBA qu'il gère lui-même. Si le client ou le titulaire ne répond pas à cette demande, il est tenu d'assurer lui-même l'assainissement des eaux usées.

§5. L'exploitant procède au raccordement effectif au réseau public d'assainissement après que le demandeur d'une demande de raccordement au réseau public d'assainissement s'est déclaré d'accord avec le mode d'imputation des frais et le règlement général de la vente d'eau et, si d'application, avec le règlement spécifique de la vente d'eau.

Les coûts liés à l'aménagement de conduites d'adduction et d'évacuation vers l'IBA sont à la charge du client ou du titulaire.

Un bien immobilier ne peut être raccordé à une IBA gérée collectivement que si l'origine, la quantité, la composition et la continuité des eaux usées domestiques le permettent. Le client ou le titulaire reste responsable de l'assainissement de tous les flux d'eaux usées qui ne sont pas raccordés à l'IBA pour les eaux usées domestiques. Le client ou le titulaire autorise l'exploitant à accéder à sa parcelle et à effectuer les travaux ou opérations nécessaires dans le cadre de la livraison et l'installation du raccordement domestique ou de l'IBA. Ce droit d'accès s'applique également après l'exécution du raccordement domestique ou l'installation effective de l'IBA, pour l'inspection de l'installation, l'entretien de l'IBA, les réparations et l'enlèvement éventuel de l'installation.

Dans une IBA gérée collectivement, l'IBA reste la pleine propriété de l'exploitant. Le client ou le titulaire est responsable de l'aménagement de toutes les conduites d'adduction et d'évacuation de et vers l'IBA. La gestion et l'entretien pour assurer le bon fonctionnement est possible à tout moment. Dans le cas contraire, l'exploitant peut prendre les mesures appropriées pour et aux frais du client ou du titulaire. Le client ou le titulaire est tenu d'informer immédiatement l'exploitant de toute modification importante qui pourrait affecter le bon fonctionnement de l'IBA. Les frais de gestion et d'entretien ne sont à charge du client ou du titulaire que s'il peut être démontré que les frais résultent d'une utilisation incorrecte de l'IBA.

ÉVACUATION DES EAUX PRIVÉES

Art 12.

§ 1er. L'évacuation privée des eaux doit s'effectuer conformément aux prescriptions légales et techniques.

§ 2. Le client ou le titulaire est responsable du placement, de la modification, de la réparation et de l'entretien, ainsi que du bon fonctionnement de son évacuation privée d'eaux et en supporte tous les frais.

Le client se sert de l'évacuation privée des eaux de façon à ce que son bon fonctionnement soit maintenu.

§ 3. L'exploitant peut obliger le client ou le titulaire à réparer ou à modifier l'évacuation privée des eaux lorsque l'exploitant le juge nécessaire pour la rendre conforme aux dispositions légales et réglementaires.

L'exploitant peut, en cas de non-respect des prescriptions pour l'évacuation privée des eaux en vue de la sécurité, de la santé ou de la protection de l'environnement, suspendre ou restreindre le service.

§ 4. L'évacuation privée des eaux doit être contrôlée dans les cas suivants:

1° avant la première mise en service;

2° lorsque des modifications importantes ont été apportées ;

3° à la demande de l'exploitant après la constatation d'une infraction à la conformité ;

4° lors de l'aménagement d'égouts séparés dans le domaine public, avec l'obligation de faire une déconnexion dans le domaine privé, conformément aux dispositions du Vlarem.

L'exploitant ou son mandataire est responsable du contrôle de l'évacuation privée des eaux.

Les ajustements nécessaires à l'évacuation privée des eaux sont effectués avant la première mise en service ou dans les délais fixés par l'exploitant, si le client ou le titulaire utilise déjà effectivement l'évacuation privée des eaux. L'exploitant ou son mandataire mentionne ces délais sur l'attestation de contrôle.

Une première sommation est gratuite. À défaut de suites appropriées à cette sommation, l'exploitant envoie une deuxième sommation, dans laquelle des frais peuvent être imputés pour le suivi prolongé du dossier.

§ 7. L'exploitant peut refuser de raccorder l'évacuation privée des eaux au raccordement domestique ou au réseau public d'assainissement si le contrôle démontre que l'évacuation privée des eaux n'est pas conforme au raccordement domestique ou au raccordement au réseau public d'assainissement ou si l'évacuation privée des eaux n'a pas fait l'objet d'un contrôle préalable.

4° l'obligation du client ou du titulaire de tenir à jour et de pouvoir mettre à disposition le dossier de contrôle.



CHAPITRE 3/1 - INSTALLATION D'EAUX DE DEUXIÈME CIRCUIT ET INSTALLATION INTÉRIEURE NON RACCORDÉE

Art 12/2.

Une installation d'eaux de deuxième circuit ou une installation intérieure non raccordée présente dans un bien immobilier déjà raccordé ou étant raccordé au réseau public de distribution d'eau doit être aménagée et utilisée conformément aux prescriptions légales et techniques.

Le client ou le titulaire est responsable du placement, de la modification, de la réparation et de l'entretien, ainsi que du bon fonctionnement et en supporte aussi tous les frais.

Art 12/3.

§1er. Toute installation d'eaux de deuxième circuit dans un bien immobilier déjà raccordé ou étant raccordé au réseau public de distribution d'eau est soumise à un contrôle dans les cas suivants, en vue de la protection de la santé publique, afin de prévenir des problèmes de qualité avec l'eau destinée à la consommation humaine causée par un retour d'eau vers l'installation intérieure :

- 1° avant la première mise en service ;
- 2° en cas de modifications importantes pouvant menacer la santé publique ou le bon fonctionnement de l'installation intérieure non raccordée, de l'installation intérieure raccordée et du réseau public de distribution d'eau ou pouvant entraîner une utilisation dangereuse de l'eau de deuxième circuit ;
- 3° après la constatation d'une infraction aux prescriptions légales et techniques, à la demande de l'exploitant ;
- 4° après que des mesures de réparation ont été prises à la suite d'un contrôle préalable de l'installation d'eaux de deuxième circuit.

§2. Le but du contrôle est de vérifier si l'installation d'eaux de deuxième circuit est conforme à l'utilisation prévue et de vérifier si l'eau de deuxième circuit :

- 1° s'écoule dans un réseau de canalisations séparé et ne peut en aucun cas entrer en contact avec l'installation intérieure et, le cas échéant, avec une installation intérieure non raccordée ;
- 2° est utilisé exclusivement pour des applications qui ne requièrent pas d'eau destinée à la consommation humaine, telles que visées à l'article 2.1.2, 33°, du décret du 18 juillet 2003 ;
- 3° est utilisée conformément aux dispositions relatives à l'utilisation correcte, telle que visée à l'article 2.2.1, § 1er, alinéa 2, du décret du 18 juillet 2003.



Annexe 1, art 2.1.2 et 2.2.1

§3. Le client ou le titulaire est responsable de la demande du contrôle et supporte les coûts liés au contrôle. Le client ou le titulaire reçoit l'attestation de contrôle. Une copie de l'attestation de contrôle est délivrée directement à l'exploitant par la personne qui effectue le contrôle.

L'exploitant met les informations suivantes à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance Environnement dans le cadre des tâches de surveillance visées aux articles 5.2.1.1 à 5.2.1.4 du décret du 18 juillet 2003 :

- 1° les attestations de contrôle non conformes dont le délai de mise en œuvre de mesures de réparation, telles que visées au § 5, a été dépassé ;
- 2° les attestations de contrôle non conformes telles que visées au § 6 ;
- 3° les informations sur les installations d'eau de deuxième circuit mises en service sans contrôle préalable.

Le contrôle, visé au paragraphe 1er, ne décharge toutefois pas le client ou le titulaire de sa responsabilité de l'état de l'installation d'eaux de deuxième circuit.



Annexe 1, articles 5.2.1.1 à 5.2.1.4

3° de l'archivage numérique des attestations de contrôle.

Le client ou le titulaire est tenu de fournir à l'exploitant ou à son mandataire toutes les informations nécessaires concernant son installation d'eaux de deuxième circuit afin qu'il puisse la contrôler.

Les ajustements nécessaires à l'installation d'eaux de deuxième circuit doivent être effectués soit avant sa première mise en service, soit dans le délai imposé, le cas échéant.

Le client ou le titulaire effectue les ajustements nécessaires à l'installation d'eaux de deuxième circuit pour s'assurer qu'elle est conforme à l'utilisation prévue.

c) l'absence d'un contrôle.

Une première sommation est gratuite. À défaut de suites appropriées à cette sommation, l'exploitant envoie une deuxième sommation, dans laquelle des frais peuvent être imputés pour le suivi prolongé du dossier. Seule une sommation supplémentaire peut être envoyée pour l'absence des mesures de réparation visées au paragraphe 5.

§8. Si le client ou le titulaire dépasse les délais repris dans la sommation afin de prendre les mesures de réparation visées au paragraphe 5, l'exploitant peut soit débrancher l'installation intérieure en maintenant dans le bien immobilier au moins un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, soit couper la fourniture d'eau conformément à l'article 5, § 1er, si le client ou le titulaire empêche le débranchement.

§9. Si l'exploitant a informé le titulaire ou le client, le titulaire informe le client ou, le cas échéant, le client informe le titulaire de la situation, des mesures de réparation nécessaires et des mesures de réparation effectuées.

§10. Le Ministre peut arrêter des modalités relatives au contrôle de l'installation d'eaux de deuxième circuit. Les modalités portent sur :

- 1° les critères utilisés lors de l'évaluation de l'utilisation correcte des eaux de deuxième circuit, visée à l'article 2.2.1, § 1er, alinéa 2, du décret du 18 juillet 2003 ;
- 2° les modalités relatives au délai dans lequel les mesures de réparation doivent être exécutées ;
- 3° l'organisation du contrôle, le suivi et l'assurance de la qualité du processus de contrôle, le contenu et l'archivage numérique des attestations de contrôle ;
- 4° l'obligation du client ou du titulaire de tenir à jour et de pouvoir mettre à disposition le dossier de contrôle ;
- 5° la concrétisation de la notion de modifications importantes.

 p. 92

Art 12/4.

§1. Toute installation intérieure non raccordée dans un bien immobilier déjà raccordé ou étant raccordé au réseau public de distribution d'eau est soumise à un contrôle dans les cas suivants, en vue de la protection de la santé publique, afin de prévenir des problèmes de qualité avec l'eau destinée à la consommation humaine causée par un retour d'eau soit au sein de l'installation intérieure non raccordée, soit vers l'installation intérieure :

- 1° avant la première mise en service ;
- 2° en cas de modifications importantes susceptibles de menacer la santé publique ou le bon fonctionnement de l'installation intérieure non raccordée, de l'installation intérieure raccordée et du réseau public de distribution d'eau ;
- 3° lors de la remise en service après une coupure pour cause d'une menace immédiate pour la santé du consommateur ;
- 4° après la constatation d'une infraction aux prescriptions légales et techniques, à la demande de l'exploitant ;
- 5° après que des mesures de réparation ont été prises à la suite d'un contrôle préalable de l'installation intérieure non raccordée.

§2. Le but du contrôle, visé au paragraphe 1er, est de vérifier si l'installation intérieure non raccordée est conforme à l'utilisation prévue, et de vérifier si :

- 1° l'installation intérieure non raccordée s'écoule dans un réseau de canalisations séparé et ne peut en aucun cas entrer en contact avec l'installation intérieure ;
- 2° l'installation intérieure non raccordée est conforme aux prescriptions légales et techniques en vigueur afin d'éviter des problèmes de qualité présentant un risque pour la santé de l'utilisateur en raison de retours d'eau dans ou vers l'installation intérieure non raccordée.

§3. Le client ou le titulaire est responsable de la demande du contrôle, visé au paragraphe 1er, et supporte les frais liés à ce contrôle.

c) l'absence d'un contrôle.

5° la concrétisation de la notion de modifications importantes.

DÉTERMINATION DE LA CONSOMMATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

de contestation persistante, tant l'exploitant que le client ont le droit de faire effectuer le contrôle technique du compteur d'eau conformément à la réglementation légale sur la métrologie. Lorsque le compteur d'eau assujéti au contrôle est évalué conforme aux normes, telles que mentionnées dans la réglementation applicable, la totalité des frais relatifs au contrôle technique est à la charge du client. Lorsque le compteur d'eau n'est pas conforme, les frais du contrôle technique sont portés par l'exploitant. La facturation contestée peut être révisée en fonction des résultats d'un contrôle du compteur d'eau. La différence ne sera pas réglée lorsque la moyenne arithmétique des déviations procentuelles mesurées du compteur d'eau contrôlé rentre dans les normes métrologiques en question.



p. 95

TARIFICATION

Art 14.

§ 1er. La consommation d'eau est facturée sur la base de relevés d'index mesurés ou déclarés par le client. Lorsque le relevé de l'index n'a pas eu lieu, la facturation se fait sur la base de caractéristiques de prélèvement connues conformément à l'article 13.

§ 2. L'exploitant adopte une facture d'eau intégrale comprenant une composante d'eau potable, pour financer les frais de production et de distribution d'eau, destinée à la consommation humaine et, si applicables, les composantes d'assainissement, pour financer les frais liés à l'obligation d'assainissement communale et supracommunale.

Pour financer les frais liés à l'obligation d'assainissement, l'exploitant peut exiger une contribution et compensation communale et supracommunale de son client, conformément aux articles 4.3.1.1.1 et 4.3.1.1.2 du décret du 18 juillet 2003.

§ 3. La contribution supracommunale et la contribution communale sont, si d'application, levées sur la consommation d'eau à partir du moment que l'exploitant distribue l'eau au client jusqu'au moment de la résiliation ou de la reprise.

La compensation supracommunale et communale, si d'application, doit être payée par le client qui est raccordé au réseau public d'assainissement, à partir du moment que le captage d'eau privé est pris en service ou repris ou, pour le client disposant d'un captage d'eau privé avant que le réseau public d'assainissement ne soit disponible, ou, si le réseau public d'assainissement est disponible, jusqu'à sa résiliation ou reprise.



p. 96

COMPOSANTE DE L'EAU POTABLE

Art 14/1.

§ 1er. Conformément au décret du 18 juillet 2003, la composante d'eau potable se compose d'une redevance fixe et d'un prix variable.

§ 2. La redevance fixe, exprimée en euros, est portée en compte conformément aux articles 4.3.1.1.1, 4.3.1.1.2 et 4.3.1.1.3 du décret du 18 juillet 2003. Il s'agit d'un montant annuel fixe indépendant de la consommation d'eau, qui est diminué d'un montant annuel fixe par domicilié.

Les tarifs des redevances de capacité, exprimés en euros/an, sont fixés tels que stipulés à l'article 2.5.2.3.2 du décret du 18 juillet 2003 et dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 février 2016 portant réglementation des tarifs de la facture d'eau intégrale.

Pour les abonnés dont le bien immobilier n'a pas d'unités de logement, l'exploitant applique une structure tarifaire plane avec des tarifs exprimés en euros/m³, afin de déterminer le prix variable, conformément à l'article 4.4.1 du décret du 18 juillet 2003. Cette disposition s'applique uniquement aux abonnés dont le bien immobilier concerné n'a pas d'unités de logement ayant une consommation d'eau par le biais du réseau public de distribution d'eau qui est inférieure à 500 m³ par an.

 Annexe 1, art. 4.4.1.

§ 4. Les tarifs de la redevance fixe et du prix variable applicables au moment de la consommation, sont appliqués sur la base de la période à laquelle la facture de consommation ou la facture de clôture a trait. Les tarifs du prix variable sont fixés tels que stipulés à l'article 2.5.2.3.2 du décret du 18 juillet 2003 et dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 février 2016 portant réglementation des tarifs de la facture d'eau intégrale.

Lorsque le raccordement de l'abonné au réseau public de distribution d'eau ne couvre pas une année complète, tant la redevance fixe et la redevance de capacité que les limites de tranche du prix variable sont calculées pro rata temporis.

 p. 97

ASSAINISSEMENT COMMUNAL ET SUPRACOMMUNAL

Art 14/2.

§ 1er. Pour les abonnés, visés à l'article aux articles 4.3.1.1.1 et 4.3.1.1.2, et les clients, visés à l'article 4.3.1.2.1 du décret du 18 juillet 2003, la composante d'assainissement communale et supracommunale, si d'application, se compose d'une redevance fixe et d'un prix variable, conformément à l'article aux articles 4.3.1.1.1 et 4.3.1.1.2 du décret du 18 juillet 2003.



Annexe 1, artikels 4.3.1.1.1, 4.3.1.1.2 et 4.3.1.1.3

§ 2. La redevance fixe, exprimée en euros, est portée en compte conformément à l'article 4.3.1.1.4 du décret du 18 juillet 2003. Il s'agit d'un montant annuel fixe indépendant de la consommation d'eau du client, qui est diminué d'un montant annuel fixe par domicilié.



Annexe 1, artikels 4.3.1.1.1, 4.3.1.1.2 et 4.3.1.1.3

§ 3. Le prix variable dépend de la consommation d'eau de l'abonné.

Pour les clients dont le bien immobilier n'a pas d'unités de logement, l'exploitant applique une structure tarifaire plane avec des tarifs exprimés en euros par unité polluante, afin de déterminer le prix variable, conformément à l'article 4.3.1.1.4 du décret du 18 juillet 2003.

Pour les clients dont le bien immobilier concerné a une ou plusieurs unités de logement, l'exploitant applique une structure tarifaire progressive à deux tranches pour déterminer le prix variable, conformément à l'article 4.3.1.1.4 du décret du 18 juillet 2003. La limite de tranche se situe à une consommation de 30 m³ par unité de logement par an, majorés de 30 m³ par personne domiciliée par unité de logement par an. La consommation dans la seconde tranche est portée en compte au double tarif de la première tranche, exprimé en euros par unité polluante.

Il peut être dérogé à la division, visée aux alinéas 2 et 3, si le client ou l'exploitant peut démontrer que le client appartient à l'un soit à l'autre groupe sur la base de la présence ou non d'activités ménagères ou économiques. A cet effet, les exploitants peuvent se baser entre autres sur la présence d'une entreprise.



Annexe 1, Artikels 4.3.1.1.3 et 4.3.1.1.4.

§ 4. Les tarifs de la redevance fixe et du prix variable applicables au moment de la consommation, sont appliqués sur la base de la période à laquelle la facture de consommation ou la facture de clôture a trait. Les tarifs du prix variable sont fixés annuellement au plus tard le 1er janvier, et s'appliquent jusqu'au 31 décembre inclus de l'année en question.

§ 5. Le nombre de personnes domiciliées est le nombre de domiciliés de l'unité de logement au 1er janvier de l'année précédant l'année dans laquelle la facture de consommation ou la facture de clôture est envoyée, ou à la date de déclaration d'élection de domicile auprès de l'administration communale pour les abonnés qui sont raccordés au réseau public de distribution d'eau après le 1er novembre de l'année précédant l'année dans laquelle la facture de consommation ou la facture de clôture est envoyée.

Lorsque le raccordement du client au réseau public de distribution d'eau ne couvre pas une année complète, tant la redevance fixe que les limites de tranche du prix variable de la contribution sont calculées pro rata temporis.



p. 97

Une garantie peut s'appliquer pour des appareils qui sont mis à la disposition pour une fourniture d'eau temporaire.

...

Art 17.

§ 1er. Le client reçoit la facture d'eau intégrale sous la forme d'une facture de consommation ou d'une facture de clôture.

La périodicité avec laquelle les factures de consommation pour la consommation d'eau sont établies est définie par l'exploitant. Sauf circonstances imprévues, elles sont établies au moins une fois par an.

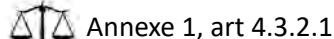
Tant les mentions générales que particulières sur la facture de consommation ou la facture de clôture doivent être claires et complètes. La facture de consommation ou la facture de clôture comprend suffisamment de détails, de sorte que le client puisse vérifier le montant imputé. L'exploitant fait clairement état sur la facture de consommation ou la facture de clôture de l'exemption accordée ou du tarif social, si ceux-ci s'appliquent. L'exploitant adopte la terminologie du décret.

La facture de consommation et la facture de clôture relatives à la consommation d'eau ou leurs annexes doivent au moins mentionner les données suivantes :

- 1° le nom du client ;
- 2° l'adresse de fourniture et, dans le cas d'un captage d'eau privé, l'adresse du captage d'eau privé ;
- 3° la période à laquelle la facture se réfère ;
- 4° la consommation constatée dans cette période ou, si d'application, la consommation estimée, qui est clairement mentionnée ;
- 5° la consommation constatée de l'eau fournie dans la période de consommation comparable précédente ;
- 6° le nombre de personnes domiciliées prises en compte, si applicable ;
- 7° si d'application, la consommation d'eau constatée ou définie forfaitairement en provenance d'un captage d'eau privé dans cette période ;
- 8° la quantité d'eau imputée ;
- 9° la redevance fixe avec mention claire de son calcul par composante de la facture d'eau intégrale ;
- 10° le prix variable avec mention claire de son calcul par composante de la facture d'eau intégrale ;
- 11° les autres contributions qui sont portées en compte ;
- 12° le montant total consistant en le prix d'achat de l'eau consommée destinée à la consommation humaine, la contribution communale et supracommunale et indemnité communale et supracommunale, si celles-ci s'appliquent ;
- 13° la T.V.A. ;
- 14° le montant déjà imputé à travers des avances ou factures intérimaires ;
- 15° la date de la facture ;
- 16° la date limite de paiement ;
- 17° des informations relatives aux conséquences de paiements tardifs ;
- 18° la fréquence des avances pour la période de consommation suivante, avec mention du montant à payer ;

- Sur la demande du client l'exploitant remet une copie gratuite de la facture à une tierce partie que le client désigne.

L'exploitant transmet gratuitement au client dont la facture de consommation initiale est basée sur une consommation estimée conformément à l'article 13, § 1er, une facture ajustée, sur la base du relevé du compteur transmis, si le client le fournit tout de même. Cet ajustement de facture est demandé dans les six mois après la date à laquelle la facture initiale a été établie.



Sur la demande du client, le montant imputé peut être ajusté sur la base d'une modification dans les caractéristiques de prélèvement.

Le client a le droit d'effectuer un acompte ou de recevoir une facture intermédiaire s'il en fait la demande. La fréquence de ces acomptes ou factures est trimestrielle.

- 1° le nom du client;
- 2° l'adresse de fourniture ou l'adresse du captage d'eau privé;
- 3° la période à laquelle la facture se réfère;
- 4° le montant total consistant en le prix d'achat de l'eau consommée estimée destinée à la consommation humaine, la contribution communale et supracommunale et l'indemnité communale et supracommunale, si celles-ci s'appliquent;
- 5° la date de la facture;
- 6° la date limite de paiement;

7° des informations relatives aux conséquences de paiements tardifs;

8° les données du point de contact auquel le client peut s'adresser lorsqu'il a des questions relatives à la facture.

§ 3. Les factures pour d'autres services fournis par l'exploitant dans le cadre de la fourniture d'eau, par exemple pour les travaux au branchement ou les éventuelles factures de mise en service sont également facilement compréhensibles et complètes.

§ 4. La date limite de paiement mentionnée sur les factures susmentionnées, sera postérieure d'au moins trente jours à la date de la facture.

Le client peut demander un report de paiement dans les trente jours suivant la date de la facture, ce qui signifie que le délai de paiement est retardé une fois d'au moins quinze jours.

Si le client n'a pas payé après l'expiration de la date limite de paiement, l'exploitant lui enverra un premier rappel écrit sans frais. Dans le rappel l'exploitant mentionne la procédure de mise en demeure, visée au paragraphe 5.

§ 5. Si après l'expiration de la date limite prévue pour adopter un règlement en vue du paiement de factures en souffrance, mais avec un délai minimum de quinze jours calendaires après l'envoi du premier rappel écrit, le client n'a pas encore adopté de règlement en vue du paiement de factures en souffrance, l'exploitant met le client en demeure par lettre recommandée.

§ 6. L'exploitant mentionne les données suivantes dans le premier rappel écrit et dans la mise en demeure :

1° le nom et le numéro de téléphone de son service compétent;

2° les possibilités appropriées de régler le paiement des factures en souffrance en cas de difficultés de paiement.

Les possibilités sont :

a) l'élaboration d'un plan d'amortissement avec l'exploitant;

b) l'élaboration d'un plan d'amortissement via le C.P.A.S.;

c) l'élaboration d'un plan d'amortissement avec une institution agréée de médiation de dettes;

3° la procédure pour la limitation du débit et la coupure de l'approvisionnement en eau.

Tous les coûts, sauf spécification contraire dans le décret du 18 juillet 2003 et dans le présent arrêté, résultant du fait que le client ne paie pas les factures dans les délais impartis, de même que les intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal à partir de la date de la mise en demeure, peuvent être imputés au client. L'exploitant applique les délais de paiement et les règlements correspondants en matière de frais et d'intérêts de retard à l'égard du client qui a droit à des avoirs.

Si le client domestique veut utiliser la possibilité d'élaborer un plan d'amortissement via le CPAS ou une institution agréée de médiation de dettes, il remet son choix à l'exploitant par écrit. L'exploitant transmet le dossier de paiement, en fonction du choix du client domestique, au C.P.A.S. du domicile de celui-ci ou à l'institution agréée de médiation de dettes désignée par le client domestique.

§ 7. Pour les clients domestiques, en cas de non-paiement, l'exploitant ne peut introduire auprès de la commission consultative locale une demande de limitation du débit de l'alimentation en eau que dans les cas suivants:

1° le client domestique n'a pas communiqué par écrit dans les quinze jours après l'envoi de la mise en demeure, quel régime il adoptera pour payer les factures en souffrance;

2° le client domestique n'a entrepris aucune des actions suivantes dans les quinze jours calendaires après qu'il a communiqué par écrit quel régime il adoptera pour payer les factures en souffrance:

RÈGLEMENT À L'AMIABLE POUR SURCONSOMMATION ANORMALE

2° si le client n'est pas une entreprise ou si le client est une association des copropriétaires qui utilise l'eau fournie par l'exploitant principalement pour répondre aux besoins domestiques, la consommation anormalement élevée est facturée comme suit :

a) au maximum 25% du tarif variable calculé pour la consommation anormalement élevée jusqu'à 300 m3 par unité de logement si le client se trouve dans une structure tarifaire progressive, et au maximum 50 % si le client se trouve dans une structure tarifaire plane ;

b) au maximum 5% du tarif variable calculé pour la consommation anormalement élevée à partir de 300 m3 par unité de logement si le client se trouve dans une structure tarifaire progressive, et au maximum 10% si le client se trouve dans une structure tarifaire plane;

3° si le client est une entreprise ou une association des copropriétaires qui n'utilise pas principalement l'eau fournie par l'exploitant pour répondre aux besoins domestiques, la consommation anormalement élevée est facturée à 25% au maximum du tarif variable calculé si le client se trouve dans une structure tarifaire progressive, et au maximum 50 % si le client se trouve dans une structure tarifaire plane.

Le tarif variable calculé par composante est le rapport du prix variable mentionné à la facture de consommation ou la facture de clôture pour laquelle le client a introduit une demande d'accord à l'amiable auprès de l'exploitant et la consommation à laquelle la facture de consommation ou la facture de clôture a trait.

L'exploitant établit une procédure pour les arrangements à l'amiable et la transmet au fonctionnaire de surveillance et au superviseur économique à titre d'information.

 p. 100

FACTURE FINALE

Art 20.

Dans le cas d'une reprise contradictoire ou d'une résiliation, l'exploitant établit toujours une facture de clôture. Cette facture de clôture fait office de preuve de reprise et de résiliation et est remise au client partant dans le mois suivant sa résiliation. L'exploitant informe le client partant par écrit si la facture de clôture ne peut pas être établie dans le mois et fait mention de la cause.

Le client partant doit s'assurer d'avoir reçu un règlement de compte final dans le mois suivant sa résiliation.

Pour la facture de clôture les mêmes conditions de paiement et procédures relatives à une éventuelle rectification s'appliquent que pour la facture de consommation.

Le titulaire ne peut pas être tenu responsable de la négligence du client en ce qui concerne la reprise ou la résiliation.

CHAPITRE 5. — ACCÈS ET INFORMATION

Art 21.

§ 1er. Les membres du personnel de l'exploitant ou de son mandataire ont le droit d'accéder à des bâtiments privés ou publics en vue de l'exercice des tâches de contrôle, de maintien et d'inventarisation, visées à l'article 2.4.1 du décret du 18 juillet 2003. Le client ou le titulaire doit assurer que l'exploitant peut facilement et sans aucun danger accéder à l'installation privée afin d'y effectuer toute constatation et tout contrôle jugés nécessaires. Lorsque des raisons urgentes de sécurité, de santé publique, d'environnement, d'exploitation ou de gestion le justifient, le client, ou à défaut de celui-ci, le titulaire accorde à l'exploitant, dans un délai raisonnable, le droit d'accès à ses installations, même pendant l'utilisation de celles-ci.

La réglementation sur l'accès aux bâtiments et les procédures à suivre dans le cas d'un refus de l'accès, visé à l'article 2.4.1, §2, du décret du 18 juillet 2003 s'appliquent.



Annexe 1, art. 2.4.1.

§ 2. A la demande du client, l'exploitant met de l'information sur la pression et le débit à la disposition du client. Chaque client obtient en outre accès, de la part de l'exploitant, à l'information récente relative à la qualité et à la fourniture de l'eau destinée à la consommation humaine dans sa zone de distribution, par téléphone, Internet ou par écrit. L'exploitant doit, sur simple demande, mettre de l'information supplémentaire appropriée et récente sur la qualité de l'eau fournie à la disposition du client, conformément aux normes légales relatives à la publicité de l'administration.

L'exploitant met les tarifs, de même que les exemptions et compensations, des contributions et indemnités supracommunales et communales qui s'appliquent, à la disposition du public sur son site web et les communique sur simple demande.

L'exploitant met de l'information sur la facture d'eau intégrale, de même que sur la composition du prix d'eau, les conditions d'exemption et de compensation et de la demande y afférente, à la disposition du public sur son site web et communique cette information sur simple demande du client.

L'exploitant remet un dépliant d'information sur la facture d'eau intégrale au client sur la simple demande de celui-ci. Il est remis un tel dépliant d'information à chaque nouveau client au moment de l'envoi de la première facture ou facture d'acompte au plus tard.

L'exploitant met des indices sur la consommation d'eau à la disposition du public sur son site web et les communique, sur simple demande du client.

L'exploitant rend l'information sur la consommation d'eau durable accessible sur son site web et la communique, sur simple demande du client.

§ 3. Chaque client fait enregistrer ses données de client auprès de l'exploitant.

Le titulaire a le droit de faire enregistrer ses données auprès de l'exploitant et peut notifier des modifications à l'exploitant.

L'exploitant traite les données conformément à réglementation sur la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

En cas de modification des données de client, le client en informe l'exploitant sans délai. Lors de l'utilisation ou l'arrêt d'un captage d'eau privé, le client doit en aviser la « Vlaamse Milieumaatschappij ». Les formulaires nécessaires sont disponibles sur le site web de la « Vlaamse Milieumaatschappij » ou auprès de la commune.

§ 4. L'exploitant qui transfère son obligation communale d'assainissement en tout ou en partie à la commune, à la régie communale, à l'intercommunale ou à la structure de coopération intercommunale ou à l'entité désignée par la commune après un appel d'offres public, en informe le client sur son site web et sur simple demande. L'information indique clairement les parties de l'obligation d'assainissement qui sont transférées et les dispositions du chapitre 3 pour lesquelles la commune, la régie communale, l'intercommunale ou la structure de coopération intercommunale ou l'entité désignée par la commune sont alors responsables.

CHAPITRE 7. — TRAITEMENT DE PLAINTES ET RAPPORTAGE

Art 25.

Lorsque l'exploitant conclut un contrat, tel que visé à l'article 8, alinéa deux, la notion du terme 'exploitant' doit, en complément aux dispositions de l'article 1er, 6°, du présent arrêté, être interprétée dans la suite du présent chapitre 7 comme la commune concernée, la régie communale concernée, l'intercommunale concernée ou la structure de coopération intercommunale concernée ou l'entité désignée par la commune suite à un appel d'offres public concernée, le cas échéant restreint aux matières pour lesquelles celles-ci sont contractuellement responsables.

Art 26.

§ 1er. Le client ou le titulaire peuvent introduire des plaintes auprès de l'exploitant par téléphone, par lettre ou par e-mail.

§ 2. L'exploitant procède à une enquête sur une plainte relative à la qualité de l'eau fournie destinée à la consommation humaine ou relative à la bonne évacuation vers le réseau public d'assainissement dans les dix jours ouvrables après la réception de la plainte.

L'exploitant accuse réception de la plainte dans les quinze jours ouvrables après la réception de celle-ci, mentionnant la suite que l'exploitant y a réservée ou y réservera dans le délai mentionné ainsi que les mesures de réparation que le client ou titulaire peut prendre éventuellement. Celui qui introduit la plainte peut en demander une confirmation écrite auprès de l'exploitant.

Lorsque la qualité de l'eau distribuée destinée à la consommation humaine ou l'évacuation vers le réseau public d'assainissement sont jugées sans faille, les dépenses occasionnées ne peuvent pas être imputées à l'introduit de la plainte s'il était de bonne foi et qu'il avait des raisons fondées pour assumer que l'eau destinée à la consommation humaine ne satisfaisait pas aux exigences légales de qualité ou que l'évacuation vers le réseau public d'assainissement présentait des défauts.

§ 3. Quant à toutes les autres plaintes, l'exploitant accuse réception de la plainte à l'introducteur de la plainte endéans les dix jours ouvrables. Dans cet accusé de réception il est au moins fait état du bien-fondé ou non de la plainte, y compris de la motivation au cas où la plainte ne serait pas jugée fondée ou devrait être examinée de plus près. Si la plainte doit être examinée de plus près, le délai endéans lequel l'introducteur de la plainte recevra la réponse définitive, sera communiqué. Celui qui introduit la plainte peut demander une copie écrite de cet accusé de réception auprès de l'exploitant.

§ 4. Les coûts liés à l'examen de la plainte ne sont pas imputés à l'introducteur de la plainte si celui-ci était de bonne foi et avait une raison fondée pour l'introduction de la plainte.

Art 27.

L'exploitant informe la « Vlaamse Milieumaatschappij » et lui fait rapport des aspects suivants sur une base annuelle :

- 1° l'application de l'article 4, paragraphe 1er;
- 2° l'application de l'article 5;
- 3° l'application de l'article 7, paragraphe 3;
- 4° l'application de l'article 12, paragraphe 1er;
- 5° l'application de l'article 17, paragraphes 5, 6 et 8;
- 6° l'application de l'article 19;
- 7° le traitement des plaintes, visé à l'article 26;
- 8° les procédures judiciaires relatives au recouvrement de dettes actives;
- 9° l'application des obligations sociales de service public du chapitre 7/1.

La 'Vlaamse Milieumaatschappij' soumet un rapport annuel sur l'information et le rapportage en faveur des exploitants au ministre.

Le Ministre peut arrêter les modalités relatives au rapportage et à l'information.

CHAPITRE 7/1. — OBLIGATIONS SOCIALES DE SERVICE PUBLIC

Art 27/1.

Chaque semaine, l'exploitant fournit, si cela s'applique, les informations suivantes sur les clients domestiques au centre public d'aide sociale compétent.

- 1° le nom des clients domestiques et l'adresse de fourniture où un limiteur de débit a été mis en place sur la base d'un avis de la commission consultative locale;
- 2° le nom des clients domestiques et l'adresse de fourniture où l'exploitant a enlevé un limiteur de débit sur la base d'un avis de la commission consultative locale;
- 3° le nom des clients domestiques et l'adresse de fourniture où l'exploitant a coupé l'alimentation en eau sur la base d'un avis de la commission consultative locale;
- 4° le nom des clients domestiques et l'adresse de fourniture que l'opérateur a rebranché sur la base d'un avis de la commission consultative locale;
- 5° le nom des clients domestiques et l'adresse de fourniture que l'exploitant a informés de l'intention d'installer un limiteur de débit ou de la coupure effective en exécution d'un avis de la commission consultative locale. Les informations sont transmises dans les sept jours ouvrables après l'envoi de la notification.

Art 27/2.

Pour le client domestique qui répond à une ou plusieurs des conditions, visées à l'article 4.3.2.1, du décret du 18 juillet 2003, l'exploitant applique un tarif social à la composante d'eau potable, qui est d'un cinquième tant pour la redevance fixe que pour le prix variable, visés au décret du 24 mai 2002.

Le consommateur qui est le bénéficiaire de la compensation, en application des articles 4.3.2.1 et 4.3.2.2, du décret du 18 juillet 2003, reçoit une compensation financière de l'exploitant pour sa part de la composante d'eau potable. Les conditions et procédures, visées à l'article 4.3.2.2, du décret du 18 juillet 2003, s'appliquent à l'octroi de cette compensation.

Le montant de la compensation est fixé comme suit : $Cd = Ad + M \times 30 \text{ m}^3 \times T1$, où :

- 1° Cd = la compensation ;
- 2° Ad = la redevance fixe, visée à l'article 4.4.1 du décret du 18 juillet 2003, multipliée par 0,80 ;
- 3° M = le nombre de domiciliés du ménage du bénéficiaire de la compensation au 1er janvier de l'année calendaire à l'adresse de domicile du bénéficiaire de la compensation ;
- 4° T1 = le tarif, visé à l'article 14/1, § 3, du présent arrêté, multiplié par 0,80.

Pour la composante d'assainissement, le tarif social ou les compensations, visées au décret du 18 juillet 2003, s'appliquent.



p. 101



Annexe 1, Art 4.3.3.1 à 4.3.3.4.

Artikel 27/3.

Les dispositions suivantes sont applicables pour le client protégé:

1° à la demande du client protégé, l'exploitant ou son mandataire effectue, dans le cadre de l'établissement de la facture de consommation, le relevé de l'index par une visite des lieux;

2° l'exploitant informe le client protégé automatiquement ou par le biais de son mandataire qui effectue le relevé de l'index, lorsque la consommation, recalculée sur une base annuelle, a augmenté d'au moins 25 % et d'au moins 50 m3 par rapport à la période de consommation précédente. L'exploitant informe le client protégé sur les causes possibles qui peuvent expliquer la surconsommation constatée et sur les mesures possibles à prendre visant à limiter la consommation;

3° le client protégé a droit à un paiement mensuel de la consommation d'eau. Le paiement mensuel est rendu possible sur simple demande du client protégé. Le montant à payer mensuellement est défini sur la base des caractéristiques de prélèvement antérieures du client.

4° le client protégé a le droit d'élaborer un plan d'amortissement sur mesure en concertation mutuelle avec l'exploitant;

5° les frais liés à l'envoi de la lettre de sommation et de la mise en demeure, visées à l'article 17, §§ 4 et 5, à un client protégé, sont à charge de l'exploitant.

L'exploitant ne peut imputer des frais au client protégé pour l'application des dispositions 1° à 4° inclus.

Le Ministre peut arrêter les modalités tant relatives à la procédure d'introduction, à la forme et au contenu des pièces justificatives certifiant qu'un client domestique est un client protégé, à la période dans laquelle le client protégé peut bénéficier des droits supplémentaires, que relatives à la façon dont les droits supplémentaires sont attribués par l'exploitant.

Artikel 27/4.

L'exploitant fait effectuer une analyse de l'eau dans l'habitation d'un client protégé qui en fait la demande. Dans ce cas, les frais pour l'exécution de l'analyse de l'eau sont à charge de l'exploitant.

L'analyse de l'eau vise à inciter à une consommation d'eau durable et à prendre des mesures économiques, au moyen d'un screening ciblé et de conseils sur la consommation d'eau dans l'habitation.

En concertation avec les exploitants et suivant une notification au Gouvernement flamand, le Ministre peut fixer les exigences légales minimales auxquelles une analyse de l'eau doit répondre.

L'exploitant peut offrir d'initiative une analyse de l'eau aux clients autres que les clients protégés, en exécution de l'article 4. L'exploitant exige une indemnité pour l'exécution de l'analyse de l'eau.



p. 101

ANNEXE 1 - LE DÉCRET DU 18 JUILLET 2003 RELATIF À LA POLITIQUE INTÉGRÉE DE L'EAU, COORDONNÉ LE 15 JUIN 2018

TITRE II. GESTION DE LA CHAÎNE DE L'EAU

CHAPITRE IER. OBJECTIFS ET DÉFINITIONS

Art 2.1.2.

Dans le présent titre, on entend par:

- 1° *raccordement* : le raccordement au réseau public de distribution d'eau permettant le prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- 2° *abonné* : toute personne titulaire d'un droit sur un immeuble raccordé au réseau public de distribution d'eau et à qui l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau fournit de l'eau via ce réseau de distribution d'eau ;
- 3° *branchement* : l'ensemble des canalisations et appareillages utilisés pour l'approvisionnement en eau d'un immeuble, y compris le compteur d'eau, aménagés par l'exploitant à partir de la canalisation de distribution jusqu'à l'installation intérieure ;
- 4° *obligation d'assainissement supracommunale* : toute obligation en matière d'assainissement incombant à la Région flamande ;
- 5° *assainissement collectif* : l'assainissement au niveau communal à l'exception de l'assainissement individuel ;
- 6° *zone de distribution* : zone dans laquelle des eaux destinées à la consommation humaine ou des eaux de deuxième circuit sont fournies aux abonnés par l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau via les canalisations du réseau public de distribution d'eau ;
- 7° *contrôleur écologique* : l'instance de la Société flamande de l'Environnement dont la mission est d'exécuter les activités de contrôle écologique telles que visées à l'article 10.2.3, § 1er, alinéa 2, 8° du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement ;
- 8° *contrôleur économique* : l'entité de la Société flamande de l'Environnement dont la mission est d'exécuter les activités de contrôle économique telles que visées à l'article 10.2.3, § 1er, alinéa 2, 8° du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement ;
- 9° *exploitant d'un réseau public de distribution d'eau* : la commune, la régie communale, l'intercommunale, l'organisme public flamand et tous autres exploitants qui gèrent un réseau public de distribution d'eau par canalisations ;
- 10° *fraude* : l'utilisation impropre du réseau public de distribution d'eau par laquelle de l'eau destinée à la consommation humaine qui n'est pas enregistrée par le compteur d'eau ou dont l'enregistrement correct de la consommation est empêché par des manœuvres peut être prélevée illicitement ;
- 11° *utilisateur d'un captage d'eau privé* : la personne qui fait usage d'un captage privé pour l'eau destinée à l'utilisation humaine ;
- 12° *obligation d'assainissement communale* : toute obligation en matière d'assainissement collectif incombant aux communes. Si la commune, la régie communale, l'intercommunale ou la structure de coopération intercommunale, l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau ou une entité désignée par la commune après consultation publique du marché se charge également de la construction ou de l'exploitation d'installations individuelles de traitement des eaux usées telles que visées à l'article 1.1.2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement, cet assainissement individuel fait également partie intégrante de l'obligation d'assainissement communale ;
- 13° *frontière entre le réseau public ou privé de distribution d'eau et l'installation privée de distribution* : la limite entre le réseau public ou privé de distribution d'eau et l'installation privée de distribution se trouve immédiatement en aval du compteur ou, si une partie de l'installation de distribution en amont du compteur appartient à l'abonné, au point où le droit de propriété de l'abonné sur l'installation de distribution prend effet ;
- 14° *eaux souterraines* : toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol dans la zone de saturation et en contact direct avec le sol ou le sous-sol ;
- 15° *prise d'eau souterraine* : tous les puits, captages, drainages, épuisements par puits filtrants et, de manière générale, tous les ouvrages et installations ayant pour objet ou pour effet d'opérer un prélèvement d'eau souterraine, en ce compris le captage de sources à l'émersion et l'abaissement temporaire ou permanent de la nappe aquifère souterraine par suite de travaux de terrassement ;
- 16° *abonné domestique* : un abonné qui n'utilise l'eau fournie par l'exploitant du réseau public de distribution d'eau que pour répondre aux besoins domestiques des personnes domiciliées dans le bien

immeuble concerné sur lequel il a un droit. Il s'agit de l'une des personnes suivantes :

- a) une personne physique, sauf dans le cas d'une entreprise telle que visée à l'article I.4, 1°, du Code de droit économique ;
- b) une association de copropriétaires ;
- 17° installation privée de distribution : les robinets et les canalisations, les raccords et les dispositifs installés entre les robinets qui sont habituellement destinés à la consommation humaine et le réseau public ou privé de distribution d'eau et qui ne relèvent pas de la responsabilité du fournisseur d'eau établie conformément à l'article 6 ;
- 18° assainissement individuel : toutes installations, y compris les canalisations qui y sont directement raccordées et qui établissent la liaison entre l'installation et la propriété de l'abonné ou de l'utilisateur d'un captage d'eau privé, qui assurent exclusivement l'épuration des eaux usées domestiques provenant d'un ou plusieurs logements et qui ont été construites ou sont exploitées par la commune, la régie communale, l'intercommunale ou la structure de coopération intercommunale, l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau ou une entité désignée par la commune après consultation publique du marché ;
- 19° installation : les lieux où les eaux de surface, les eaux souterraines ou d'autres eaux sont prélevées, pompées, stockées ou traitées à des fins de consommation humaine, quelle que soit leur origine, et les lieux où les eaux destinées à la consommation humaine sont distribuées via le réseau public ou privé de distribution d'eau ;
- 20° zone de fourniture : zone géographiquement délimitée dans laquelle les eaux destinées à la consommation humaine proviennent d'une ou de plusieurs sources et à l'intérieur de laquelle la qualité est considérée comme pratiquement uniforme ;
- 21° obligation de service public : obligation portant sur les aspects socio-économiques, écologiques et techniques de l'alimentation en eau destinée à l'utilisation humaine et à son assainissement ;
- 22° bâtiments publics : lieux accessibles au public où l'eau destinée à la consommation humaine est fournie au public, entres autres où:
- a) des services payants ou non sont fournis au public, y compris les lieux où des denrées alimentaires ou des boissons sont offerts à la consommation ;
- b) des malades ou des personnes âgées sont accueillis et soignés ;
- c) des soins de santé préventifs ou curatifs sont dispensés ;
- d) des enfants ou des jeunes en âge scolaire sont accueillis, hébergés ou soignés ;
- e) un enseignement et/ou une formation professionnelle sont dispensés ;
- f) des représentations ont lieu ;
- g) des expositions sont organisées ;
- h) des sports sont pratiqués ;
- 23° assainissement : toutes les actions nécessaires à l'organisation et à l'exécution de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ;
- 24° aides techniques : produits chimiques ou aides physiques ou tous matériaux utilisés en tout ou en partie pour préparer les eaux destinées à la consommation humaine ;
- 25° Titre II du Vlareem : arrêté du Gouvernement flamand du 1er juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement ;
- 26° titulaire d'un captage d'eau privé : la personne qui est propriétaire d'un captage privé pour l'eau destinée à l'utilisation humaine ;
- 27° contrôleur compétent pour le maintien environnemental : le contrôleur compétent pour le maintien environnemental visé à l'article 12, 1°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 décembre 2008 portant exécution du titre XVI du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement ;
- 28° eaux de deuxième circuit : les eaux pluviales, les eaux souterraines, les eaux de surface et les eaux usées récupérées qui ne sont pas destinées à la consommation humaine et alimentent l'équipement pour l'arrosage de jardins, les W.-C., les machines à lessiver ou le nettoyage des sols ou pour des applications industrielles ou agricoles ;
- 29° Société : la société visée à l'article 2.6.1.1.1.
- 30° Société flamande de l'Environnement : l'agence autonomisée interne Société flamande de l'Environnement créée par le décret du 7 mai 2004 modifiant le décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement, le complétant par un titre Agences et modifiant divers autres lois et décrets ;
- 31° consommateur : la personne qui dispose de l'eau destinée à la consommation humaine dans un immeuble ou un bâtiment public ;

- 32° *eaux destinées à l'utilisation humaine : les eaux destinées à la consommation humaine, les eaux de deuxième circuit et toutes les eaux servant à des applications domestiques, agricoles ou industrielles, quelle que soit leur origine ;*
- 33° *eaux destinées à la consommation humaine : toutes les eaux, soit en l'état, soit après traitement, destinées à la boisson, à la cuisson, à la préparation d'aliments, à la vaisselle ou à l'hygiène personnelle, quelle que soit leur origine et qu'elles soient fournies par un réseau de distribution d'eau ou un captage privé, à partir d'un bateau-citerne ou d'un camion-citerne, en bouteilles ou en conteneurs, à l'exception des :*
- a) *eaux minérales naturelles, reconnues comme telles par l'arrêté royal du 8 février 1999 concernant les eaux minérales naturelles et les eaux de source ;*
- b) *eaux médicinales ;*
- 34° *fournisseur d'eau : soit l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau, soit le titulaire d'un captage privé qui alimente des consommateurs ou d'autres utilisant des eaux destinées à l'utilisation humaine sans passer par un réseau public de distribution d'eau ;*
- 35° *compteur d'eau : l'appareil conforme à la législation sur la métrologie, qui est la propriété de l'exploitant et qui est installé chez le client afin d'enregistrer le volume d'eau fourni par l'exploitant ;*
- 36° *unité de logement : toute unité dans un bâtiment résidentiel qui est conçue ou adaptée pour être utilisée séparément, et qui dispose au moins des équipements d'habitation suivants : un espace de séjour en combinaison avec des toilettes, une douche ou un bain et une cuisine ou une kitchenette.*

CHAPITRE II. DISPOSITIONS RELATIVES À LA QUALITÉ ET À LA FOURNITURE D'EAUX DESTINÉES À L'UTILISATION HUMAINE

Art 2.2.1.

§ 1er. Le Gouvernement flamand peut arrêter, en matière de production d'eau et d'approvisionnement en eau, une réglementation technique relative à la qualité et à la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine et une réglementation technique concernant l'utilisation et la fourniture d'eaux de deuxième circuit.

Les exigences de qualité des eaux destinées à la consommation humaine peuvent entre autres être exprimées en valeurs paramétriques. Les eaux de deuxième circuit doivent circuler dans un circuit distinct, séparé de l'installation privée de distribution d'eau destinée à la consommation humaine. Aux endroits à l'intérieur des immeubles où des eaux destinées à la consommation humaine peuvent être utilisées, le prélèvement d'eaux de deuxième circuit susceptibles d'être utilisées comme eaux destinées à la consommation humaine ne doit pas être possible, à moins que les précautions nécessaires ne soient prises.

§ 2. Le Gouvernement flamand peut arrêter des modalités concernant :

- 1° l'installation privée de distribution, les systèmes de captage, de collecte, de traitement et d'évacuation des eaux de deuxième circuit, le réseau de canalisations des eaux de deuxième circuit et leur inspection, y compris un contrôle obligatoire préalablement à leur mise en service et en cas de modifications importantes ;
- 2° les captages d'eau et la qualité des eaux utilisées comme eaux destinées à la consommation humaine, quelle que soit leur origine et quel que soit leur traitement.

§ 3. Le Gouvernement flamand arrête les modalités des mesures correctives à prendre et des restrictions d'utilisation dans le cas où les eaux destinées à la consommation humaine fournies ne satisfont pas aux exigences de qualité.

§ 4. Le Gouvernement flamand arrête les modalités concernant :

- 1° les informations à fournir au public ;
- 2° les cas à signaler et les informations y afférentes à fournir par le fournisseur d'eau aux services compétents du Gouvernement flamand ;
- 3° les cas dans lesquels les services compétents du Gouvernement flamand recueillent ou émettent des avis.

En vue de l'établissement de leurs rapports, les services compétents du Gouvernement flamand peuvent réclamer aux fournisseurs d'eau la communication de tous renseignements ou informations disponibles.

Art 2.2.2.

§ 1er. Le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités concernant le raccordement des habitations au réseau public de distribution d'eau par l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau dans sa zone de distribution ou concernant d'éventuelles alternatives pour le raccordement d'une habitation.

Le Gouvernement flamand peut arrêter des procédures concernant la coupure de la fourniture d'eau chez un abonné domestique.

Dans le cas visé à l'alinéa 1er, 1°, les frais liés à la coupure et au rebranchement ne sont pas à charge de l'abonné domestique ou du propriétaire.

Dans le cas visé à l'alinéa 1er, 2°, les frais liés à la coupure et au rebranchement sont à charge du responsable de la situation entraînant une menace immédiate et grave pour la santé publique. Si ce responsable n'est pas connu, les frais liés à la coupure et au rebranchement sont à charge de l'exploitant.

Dans les cas visés à l'alinéa 1er, 3° et 5° à 7°, les frais liés à la coupure et au rebranchement sont à charge de l'abonné domestique ou du propriétaire.

Dans les cas visés à l'alinéa 1er, 4° à 8°, les frais liés à la coupure et au rebranchement sont à charge de l'abonné domestique.

Dans le cas visé à l'alinéa 1er, 9°, les frais liés à la coupure et au rebranchement sont à charge du consommateur.

Dans le cas visé à l'alinéa 1er, 10°, les frais liés à la coupure et au rebranchement sont à charge du propriétaire.

Par dérogation aux alinéas précédents, les frais liés à la coupure et au rebranchement sont toujours à charge de l'exploitant lorsqu'il s'avère que la coupure a été indûment opérée chez l'abonné domestique.

§ 7. Le Gouvernement flamand peut, après avis des exploitants d'un réseau public de distribution d'eau, déterminer les cas dans lesquels l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau peut couper la fourniture chez des abonnés, autres que les abonnés domestiques.

§ 8. Après l'avis des exploitants d'un réseau public de distribution d'eau, le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités relatives à la coupure effective de la fourniture d'eau auprès de l'abonné et à la communication d'informations à ce sujet aux consommateurs présumés.

CHAPITRE III. DISPOSITIONS RELATIVES AU POINT DE CONFORMITÉ ET À LA RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR

Art 2.3.2.

§ 1er. Pour les eaux destinées à la consommation humaine, le fournisseur d'eau doit satisfaire aux exigences de qualité au point où, à l'intérieur de locaux ou d'un bâtiment, elles sortent des robinets qui sont normalement utilisés pour les eaux destinées à la consommation humaine.

§ 2. S'il est établi dans le cadre des contrôles visés à l'article 2.4.1, § 1er, que les eaux destinées à la consommation humaine ne répondent pas aux exigences de qualité en raison de l'installation privée de distribution ou de son entretien, mais que la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dans le réseau public de distribution d'eau ne s'en trouve pas compromise, le fournisseur d'eau est réputé avoir rempli les obligations arrêtées à cet effet par le Gouvernement flamand, sauf dans les bâtiments publics et dans la mesure où il a informé le propriétaire ou l'abonné au sujet de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et des éventuelles mesures correctives.

Dans ce cas, le propriétaire ou l'abonné procède aux mesures correctives sur l'installation privée de distribution de sorte que les eaux destinées à la consommation humaine répondent aux exigences de qualité.

Si le fournisseur d'eau a informé le propriétaire ou l'abonné, le propriétaire devra, le cas échéant, informer l'abonné, ou vice-versa, du non-respect des exigences de qualité, des éventuelles mesures correctives et des mesures correctives mises en œuvre.

§ 3. Si, dans un bâtiment public, les eaux destinées à la consommation humaine ne répondent pas aux exigences de qualité, le fournisseur d'eau doit informer le propriétaire, l'abonné et les services compétents du Gouvernement flamand.

Dans ce cas, le propriétaire ou l'abonné procède aux mesures correctives sur l'installation privée de distribution de sorte que les eaux destinées à la consommation humaine répondent aux exigences de qualité.

Si le fournisseur d'eau a informé le propriétaire ou l'abonné, le propriétaire devra, le cas échéant, informer l'abonné, ou vice-versa, des éventuelles mesures correctives et des mesures correctives mises en œuvre.

Le fournisseur d'eau :

- Si le fournisseur d'eau a informé le propriétaire ou l'abonné, le propriétaire devra, le cas échéant, informer l'abonné, ou vice-versa, de la situation, des éventuelles mesures correctives et des mesures correctives mises en œuvre.

...

Lorsqu'il ressort des tâches d'inventaire, de contrôle et d'entretien visées à l'article 2.4.1, §§ 1er et 2, qu'il existe un risque réel que l'eau qui sort des robinets normalement utilisés pour les eaux destinées à la consommation humaine dans les locaux ou le bâtiment en question ne répond pas aux exigences de qualité, le fournisseur d'eau est réputé avoir rempli les obligations arrêtées à cet effet par le Gouvernement flamand dans la mesure où il a informé le propriétaire ou l'abonné de la situation et des éventuelles mesures correctives.

Lorsqu'il ressort des tâches d'inventaire, de contrôle et d'entretien visées à l'article 2.4.1, §§ 1er et 2, qu'il existe un risque réel pour la qualité de l'eau dans le réseau public de distribution d'eau en raison d'un défaut dans l'installation privée de distribution, le fournisseur d'eau informe le propriétaire ou l'abonné de la situation, impose des mesures correctives pour éliminer le risque réel et impose des délais pour leur mise en œuvre.

Si le fournisseur d'eau a informé le propriétaire ou l'abonné, le propriétaire devra, le cas échéant, informer l'abonné, ou vice-versa, de la situation, des éventuelles mesures correctives et des mesures correctives mises en œuvre. Le propriétaire ou l'abonné met en œuvre, dans les délais imposés, les mesures correctives imposées au niveau de l'installation privée de distribution afin d'éliminer le risque réel pour la qualité de l'eau dans le réseau public de distribution d'eau.

§ 1er. Chaque exploitant d'un réseau public de distribution d'eau est chargé de l'assainissement de l'eau fournie par l'exploitant à ses abonnés en vue de maintenir la qualité de l'eau distribuée.

§ 3. Le Gouvernement flamand peut imposer des obligations de service public en matière d'assainissement aux exploitants d'un réseau public de distribution d'eau. Le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités relatives à l'obligation d'assainissement et aux obligations de service public.

////////////////////////////////////

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTRÔLE DES EAUX DESTINÉES À L'UTILISATION HUMAINE

Art 2.4.1.

§ 1er. Le contrôle de l'eau aux robinets normalement utilisés par le consommateur pour les eaux destinées à la consommation humaine, de l'installation privée de distribution, du branchement, du compteur d'eau et du raccordement est confié au fournisseur d'eau.

§ 2. Le fournisseur d'eau ou son préposé et les fonctionnaires de contrôle visés au § 3 ont le droit de visiter l'habitation et les bâtiments privés et publics entre huit et vingt heures en vue :

1° des contrôles visés au paragraphe 1er ;

2° des tâches d'inventaire, de contrôle et d'entretien chez les utilisateurs des services des exploitants concernant la collecte, l'utilisation, l'évacuation et l'épuration des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux pluviales, des eaux souterraines, des eaux de surface et des eaux usées récupérées fournies aux abonnés, y compris l'infrastructure utilisée à cet effet ;

3° du contrôle obligatoire, visé à l'article 2.2.1, § 2, 1°.

Si l'accès à l'habitation ou au bâtiment privé ou public est refusé ou si le contrôle visé est refusé, le fournisseur d'eau en informe les fonctionnaires de contrôle visés au paragraphe 3, et les fonctionnaires de surveillance visés à l'article 5.2.1.1, § 1er.

§ 3. Les services compétents du Gouvernement flamand peuvent, à tout moment, effectuer les contrôles visés au paragraphe 1er, et les tâches de contrôle et d'inventaire visées au paragraphe 2. Le Gouvernement flamand désigne les fonctionnaires de contrôle compétents. Les fonctionnaires de contrôle doivent toujours s'identifier.

La fonction de fonctionnaire de contrôle est incompatible avec la fonction de fonctionnaire de surveillance visée à l'article 5.2.1.1, § 1er.

Le fournisseur d'eau ou les services compétents du Gouvernement flamand peuvent confier les contrôles à des organes agréés par le Gouvernement flamand.

Si les fonctionnaires de contrôle, le fournisseur d'eau et les organes agréés par le Gouvernement flamand constatent des infractions au présent décret et à ses arrêtés d'exécution, ils en informent les fonctionnaires de surveillance visés à l'article 5.2.1.1, § 1er. Le Gouvernement flamand arrête les modalités relatives aux infractions dont les fonctionnaires de surveillance doivent être informés.

§ 4. Le Gouvernement flamand peut définir des modalités concernant :

1° le contrôle, en ce compris les paramètres à analyser, les points d'échantillonnage, la fréquence minimale d'échantillonnage et d'analyse, les spécifications pour l'analyse des paramètres et les programmes de contrôle ;

2° l'établissement de programmes de contrôle pour les eaux destinées à la consommation humaine fournies dans des bâtiments.

- 7° les dispositions relatives au relevé du compteur d'eau, à l'établissement et aux modalités de paiement de la facture ;
- 8° les dispositions relatives au droit à la fourniture minimale, les dispositions applicables en cas de difficultés de paiement et de débranchement éventuel telles que visées au décret du 20 décembre 1996 réglant le droit à la fourniture minimale d'électricité, de gaz et d'eau ;
- 9° les dispositions relatives à la reprise contradictoire de la fourniture d'eau ou à une mise en service renouvelée de la fourniture d'eau.

Le Gouvernement flamand peut compléter cette liste.

Le Gouvernement flamand peut, après consultation des exploitants d'un réseau public de distribution d'eau, compléter ou remplacer entièrement ou partiellement le règlement général de vente d'eau.

Le présent paragraphe s'applique par analogie au tiers auquel l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau fait appel pour remplir son obligation d'assainissement telle que visée à l'article 2.3.5.

§ 2. Les exploitants d'un réseau public de distribution d'eau peuvent compléter le règlement général de vente d'eau établi par le Gouvernement flamand d'un règlement particulier de vente d'eau pour autant qu'il ne soit pas contraire au règlement général de vente d'eau et aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités d'établissement et d'approbation du règlement particulier de vente d'eau.

§ 3. Le Gouvernement flamand arrête les modalités de la communication à l'abonné du règlement général et particulier de vente d'eau.

TITRE IV. INSTRUMENTS FINANCIERS DE RÉGULATION ET DE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE INTÉGRÉE DE L'EAU

CHAPITRE IER. DISPOSITIONS INTRODUCTIVES ET DÉFINITIONS

Art 4.1.1.

Dans le présent titre, on entend par :

- 1° abonné : toute personne titulaire d'un droit sur un immeuble raccordé au réseau public de distribution d'eau et à qui l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau fournit de l'eau via ce réseau de distribution d'eau ;
- 2° aquifère captif : aquifère qui se présente sous l'une des unités hydrogéologiques principales captives suivantes identifiées par le code unique 0300, 0500, 0700 ou 0900 tel que repris en annexe 6 au présent décret. Le Gouvernement flamand cartographie ces zones en veillant à ce que chaque captage soit clairement établi ;
- 3° obligation d'assainissement supracommunale : toute obligation en matière d'assainissement incombant à la Région flamande ;
- 4° contrôleur économique : l'entité de la Société flamande de l'Environnement dont la mission est d'exécuter les activités de contrôle économique telles que visées à l'article 10.2.3, § 1er, alinéa 2, 8°, du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement ;
- 5° exploitant d'un réseau public de distribution d'eau : la commune, la régie communale, l'intercommunale, l'organisme public flamand et tous autres exploitants qui gèrent un réseau public de distribution d'eau par canalisations ;
- 6° utilisateur d'un captage d'eau privé : la personne qui fait usage d'un captage privé pour l'eau destinée à l'utilisation humaine ;
- 7° obligation d'assainissement communale : toute obligation en matière d'assainissement collectif incombant aux communes. Si la commune, la régie communale, l'intercommunale ou la structure de coopération intercommunale, l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau ou une entité désignée par la commune après consultation publique du marché se charge également de la construction ou de l'exploitation d'installations individuelles de traitement des eaux usées telles que visées à l'article 1.1.2 du titre II du Vlarem, cet assainissement individuel fait également partie intégrante de l'obligation d'assainissement communale ;
- 8° prise d'eau souterraine : tous les puits, captages, drainages, épuisements par puits filtrants et, de manière générale, tous les ouvrages et installations ayant pour objet ou pour effet d'opérer un prélèvement d'eau souterraine, en ce compris le captage de sources à l'émergence et l'abaissement

CHAPITRE III. CONTRIBUTION D'ASSAINISSEMENT ET INDEMNITÉ D'ASSAINISSEMENT

Section Ire. Calcul de la contribution et de l'indemnité pour les petits consommateurs

Sous-section Ire. Imputation d'une contribution pour l'eau fournie par l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau.

Art 4.3.1.1.1.

§ 1er. Dans la présente sous-section, on entend par abonné : sous réserve de l'application des articles 4.2.2.2.2 et 4.2.2.2.3., un client est un redevable tel que visé à l'article 4.2.2.2.1., §§ 1er et 3.

Les exploitants d'un réseau public de distribution d'eau peuvent porter en compte à leurs abonnés une contribution au coût de l'obligation d'assainissement imposée.

§ 2. Les contributions au coût de l'obligation d'assainissement imposée au niveau communal et supracommunal sont reprises dans la facture d'eau comme élément du prix total pour la distribution d'eau par le biais du réseau public de distribution d'eau.

Les contributions au coût de l'obligation d'assainissement imposée au niveau communal et supracommunal se composent d'une redevance fixe et d'un prix variable.

La contribution pour l'assainissement au niveau communal est affectée au financement de l'obligation d'assainissement communale.

La contribution pour l'assainissement au niveau supracommunal est affectée au financement de l'obligation d'assainissement supracommunale.

Art 4.3.1.1.2.

§ 1er. L'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau fixe, sous le contrôle du contrôleur économique, le tarif de calcul du prix variable sur la base des coûts à sa charge pour respecter son obligation d'assainissement au niveau communal et supracommunal.

Le tarif est un prix par unité de charge polluante. Lors de la détermination du tarif supracommunal et communal, il est au moins tenu compte des éléments suivants :

- 1° la pollution causée par l'abonné, conformément au principe du « pollueur-payeur » ;
- 2° les frais d'assainissement collectifs ou individuels par m³ d'eau ;
- 3° une quote-part des contributions irrécouvrables ;
- 4° une quote-part pour les exonérations ou corrections sociales imposées et les obligations de service public ;
- 5° l'intervention dans le financement accordée par la commune ou la Région flamande ;
- 6° la quote-part des coûts liés au déversement d'eau ne provenant pas d'un réseau public de distribution d'eau ;
- 7° la quote-part des recettes de la redevance fixe pour la contribution communale ou supracommunale.

§ 2. Dans le cadre de l'intérêt général, la Région flamande peut octroyer aux exploitants d'un réseau public de distribution d'eau une intervention dans le financement de l'assainissement collectif supracommunal, sous forme d'une subvention générale de fonctionnement. La subvention de fonctionnement payée doit être affectée à la réalisation de l'obligation d'assainissement supracommunale. Le Gouvernement flamand peut arrêter des modalités relatives à l'octroi et au paiement de la subvention générale de fonctionnement aux exploitants.

§ 3. L'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau, sous le contrôle du contrôleur économique, ou le contrôleur économique peut, pour des raisons économiques, écologiques et sociales, limiter la contribution portée en compte aux abonnés.

Le Gouvernement flamand peut arrêter les conditions et fixer les règles concernant la méthode pour la fixation des tarifs et la structure tarifaire du prix variable.

Les exploitants d'un réseau public de distribution d'eau communiquent gratuitement, sur simple demande du contrôleur économique, tous les éléments et renseignements dont le contrôleur économique a besoin pour l'exécution de ses tâches.

Section II. Calcul de la contribution et de l'indemnité pour les grands consommateurs

Art 4.3.2.1.

§1er. Dans le présent article, on entend par abonné et par utilisateur d'un captage d'eau privé : un client est un redevable tel que visé aux articles 4.2.2.2.2, 4.2.2.2.3., 4.2.2.3.1 et 4.2.2.5.1.

Les exploitants d'un réseau public de distribution d'eau peuvent imputer à leurs abonnés une contribution dans le coût de l'obligation d'assainissement imposée, et peuvent imputer à l'utilisateur d'un captage d'eau privé une indemnité en tant que contribution dans le coût pour l'assainissement des eaux usées provenant du captage d'eau privé.

La contribution et l'indemnité se composent d'un prix variable.

§2. Les contributions et l'indemnité aux niveaux communal et supracommunal sont reprises dans la facture d'eau comme partie intégrante du prix intégral pour la distribution d'eau par le biais du réseau public de distribution d'eau.

La contribution et l'indemnité pour l'assainissement au niveau communal sont affectées au financement de l'obligation d'assainissement, respectivement de l'assainissement communal.

La contribution et l'indemnité pour l'assainissement au niveau supracommunal sont affectées au financement de l'obligation d'assainissement, respectivement de l'assainissement supracommunal.

...

Section III. Le tarif social et les exonérations pour des raisons écologiques ou économiques

Art 4.3.3.1.

§ 1er. En ce qui concerne l'abonné ou l'utilisateur d'un captage d'eau privé tel que visé à l'article 4.2.2.2.1, l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau applique, pour l'imputation de la contribution ou de l'indemnité communale et supracommunale, visée respectivement aux articles 4.3.1.1.1. et 4.3.1.1.2. et à l'article 4.3.1.2.1., un tarif social s'il bénéficie lui-même de l'une des interventions suivantes au 1er janvier d'une année calendrier :

- 1° le revenu garanti aux personnes âgées, en application de la loi du 1er avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, ou la garantie de revenus aux personnes âgées, en application de la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées ;
- 2° le revenu d'intégration ou le minimum de moyens d'existence accordé par le CPAS en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les Centres publics d'aide sociale ;
- 3° l'allocation de remplacement de revenus octroyée aux personnes handicapées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées ;
- 4° l'allocation pour l'aide aux personnes âgées en application du décret du 24 juin 2016 relatif à la protection sociale flamande ;
- 5° l'allocation d'intégration octroyée aux personnes handicapées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées.

Le tarif social visé à l'alinéa 1er s'applique également à l'abonné et à l'utilisateur d'un captage d'eau privé tel que visé à l'article 4.2.2.2.1 dont un membre du ménage, domicilié à la même adresse, relève, au 1er janvier de l'année calendrier, de l'une des catégories visées à l'alinéa 1er.

Pour l'application du tarif social, les personnes qui ont leur domicile légal dans une maison de repos, une maison de soins ou une autre institution et les personnes qui partagent leur domicile légal et leurs moyens de subsistance dans des communautés visant la réalisation d'objectifs religieux ou philosophiques ne sont pas considérées comme membres du même ménage.

§ 2. Le tarif social s'élève au cinquième du tarif tant pour la redevance fixe que pour le prix variable, visé à l'article 4.3.1.1.3 et à l'article 4.3.1.1.4.

Le tarif social est octroyé pro rata temporis sur la consommation de la même année calendrier et est exclusivement accordé pour la consommation au domicile légal du bénéficiaire de l'exonération visé au paragraphe 1er.

§ 3. L'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau accorde automatiquement le tarif social au bénéficiaire visé au paragraphe 1er à la lumière des renseignements recueillis auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ou auprès d'autres organismes publics qui octroient les droits mentionnés au paragraphe 1er.

- 1° une attestation, délivrée par le service fédéral des pensions, de laquelle il ressort que le bénéficiaire de l'exonération visé au paragraphe 1er a bénéficié du revenu garanti aux personnes âgées ou de la garantie de revenus aux personnes âgées ;
- 2° une attestation, délivrée par le CPAS, de laquelle il ressort que le bénéficiaire de l'exonération visé au paragraphe 1er a bénéficié d'un revenu d'intégration ou du minimum de moyens d'existence accordé par le CPAS ;
- 3° une attestation, délivrée par le Service public fédéral Sécurité sociale, de laquelle il ressort que le bénéficiaire de l'exonération visé au paragraphe 1er a bénéficié de l'allocation de remplacement de revenus octroyée aux personnes handicapées, de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées ou de l'allocation d'intégration accordée aux personnes handicapées ;
- 4° une attestation, délivrée par une caisse d'assurance soins telle que visée à l'article 2, 19°, du décret du 24 juin 2016 relatif à la protection sociale flamande, de laquelle il ressort que le bénéficiaire de l'exonération visé à l'alinéa 1er ou 2 a bénéficié de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées.

Art 4.3.3.2.

Si, dans un immeuble, au moins un ménage est domicilié auquel la contribution ou l'indemnité communale ou supracommunale, visée respectivement aux articles 4.3.1.1.1. et 4.3.1.1.2. et à l'article 4.3.1.2.1., n'est pas imputée directement par l'exploitant du réseau public de distribution d'eau, l'exploitant du réseau public de distribution d'eau accorde, par dérogation à l'article 4.3.3.1., à chaque ménage domicilié dans cet immeuble, dont un membre appartient à l'une des catégories visées à l'article 4.3.3.1., paragraphe 1er, alinéa 1er, au 1er janvier de l'année calendrier, une compensation pour sa quote-part de la contribution ou de l'indemnité communale et supracommunale conformément aux conditions et au régime visés à l'article 4.3.3.

§ 1er. Tout consommateur qui ne peut pas bénéficier du tarif social visé à l'article 4.3.3.1, paragraphe 1er, a droit à une compensation pour sa part ou celle de son ménage dans la contribution ou l'indemnité communale ou supracommunale, visée à l'article 4.3.1.1.1, à l'article 4.3.1.1.2, à l'article 4.3.1.2.1, à l'article 4.3.2.1 et à l'article 4.3.2.2, pour la même année calendrier s'il bénéficie lui-même de l'une des interventions suivantes au 1er janvier d'une année calendrier :

- 1° le revenu garanti aux personnes âgées, en application de la loi du 1er avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, ou la garantie de revenus aux personnes âgées, en application de la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées ;
- 2° le revenu d'intégration ou le minimum de moyens d'existence accordé par le CPAS en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les Centres publics d'aide sociale ;
- 3° l'allocation de remplacement de revenus octroyée aux personnes handicapées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées ;
- 4° l'allocation pour l'aide aux personnes âgées en application du décret du 24 juin 2016 relatif à la protection sociale flamande ;
- 5° l'allocation d'intégration octroyée aux personnes handicapées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées.

Pour l'application de cette compensation, les personnes qui ont leur domicile légal dans une maison de repos, une maison de soins ou une autre institution et les personnes qui partagent leur domicile légal et leurs moyens de subsistance dans des communautés visant la réalisation d'objectifs religieux ou philosophiques ne sont pas considérées comme membres du même ménage.

§ 3. L'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau accorde automatiquement une compensation au bénéficiaire de la compensation visé au paragraphe 1er à la lumière des renseignements recueillis auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ou auprès des autres organismes publics qui octroient les droits mentionnés au paragraphe 1er si le bénéficiaire de la compensation transmet les renseignements nécessaires à l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau au plus tard le 31 décembre de l'année calendrier au cours de laquelle ce dernier lui a demandé les renseignements.

§ 4. Si la compensation n'est pas octroyée automatiquement sur la base des renseignements visés, elle n'est accordée que sur demande écrite.

Cette demande écrite de compensation doit être accompagnée de l'un des documents suivants :

- 1° une attestation, délivrée par le service fédéral des pensions, de laquelle il ressort que le bénéficiaire de l'intervention visé à l'alinéa 1er a bénéficié du revenu garanti aux personnes âgées ou de la garantie de revenus aux personnes âgées ;
- 2° une attestation, délivrée par le CPAS, de laquelle il ressort que le bénéficiaire de l'intervention visé à l'alinéa 1er a bénéficié d'un revenu d'intégration ou du minimum de moyens d'existence accordé par le CPAS ;
- 3° une attestation, délivrée par le Service public fédéral Sécurité sociale, de laquelle il ressort que le bénéficiaire de l'intervention visé à l'alinéa 1er a bénéficié de l'allocation de remplacement de revenus octroyée aux personnes handicapées, de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées ou de l'allocation d'intégration accordée aux personnes handicapées ;
- 4° une attestation, délivrée par une caisse d'assurance soins telle que visée à l'article 2, 19°, du décret du 24 juin 2016 relatif à la protection sociale flamande, de laquelle il ressort que le bénéficiaire de l'intervention visé à l'alinéa 1er ou 2 a bénéficié de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées.

La demande écrite de compensation doit, à peine de déchéance du droit à la compensation, être introduite au plus tard le 31 décembre de l'année calendrier à laquelle l'attestation jointe se rapporte, auprès de l'exploitant du réseau public de distribution d'eau de la zone de desserte où est situé l'immeuble en question.

§ 5. Le montant de la compensation est déterminé comme suit :

$$C = A + M \times 0,75 \times Tkvc,$$

où :

- 1° C = la compensation ;
- 2° A = la redevance fixe visée à l'article 4.3.1.1.3., dans la mesure où elle est applicable, multipliée par 0,80 ;
- 3° M = le nombre de domiciliés du ménage du bénéficiaire de la compensation au 1er janvier de l'année calendrier à l'adresse du domicile du bénéficiaire de la compensation ;
- 4° Tkvc =
 - a) pour les clients visés à la section 1re : le tarif Tkv visé à l'article 4.3.1.1.4, § 2, multiplié par 0,80 ;
 - b) pour les clients visés à la section 2 : le tarif Tgv visé à l'article 4.3.2.2, § 3, majoré du tarif Tgv visé à l'article 4.3.2.3, § 4, et multiplié par 0,80.

Le consommateur visé à l'alinéa 1er n'a pas droit à la compensation visée à l'alinéa 1er si sa consommation est imputée ou peut être imputée au tarif social conformément à l'article 4.3.3.1.

Art 4.3.3.4

§ 1er. L'abonné ou l'utilisateur d'un captage d'eau privé visé à l'article 4.2.2.2.1, qui a épuré toutes les eaux usées domestiques provenant de son logement dans une installation individuelle de traitement des eaux usées, soit en gestion propre ou en gestion commune, soit construite ou exploitée par la commune, la régie communale, l'intercommunale ou la structure de coopération intercommunale, l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau ou une entité désignée par la commune après consultation publique du marché, telle que visée à l'article 1.1.2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement, et qui remplit les conditions visées au paragraphe 2, alinéa 2, est exonéré par l'exploitant du réseau public de distribution d'eau du paiement de la contribution ou de l'indemnité supracommunale visée aux articles 4.3.1.1.1 et 4.3.1.2.1.

§ 2. Tout consommateur qui a épuré toutes les eaux usées domestiques provenant de son logement de la manière visée au paragraphe 1er et qui ne peut pas bénéficier de l'exonération visée au paragraphe 1er a droit à une compensation pour sa quote-part de la contribution ou de l'indemnité supracommunale visée aux articles 4.3.1.1.1, 4.3.1.2.1 et 4.3.2.1, selon les conditions visées à l'article 4.3.3.3, et qui est calculée comme suit :

$$C = A + M \times 0,75 \times Tkvc$$

où :

- 1° C = la compensation ;
- 2° A = la redevance fixe visée à l'article 4.3.1.1.3., dans la mesure où elle est applicable ;
- 3° M = le nombre de domiciliés du ménage du bénéficiaire de la compensation au 1er janvier de l'année calendrier à l'adresse du domicile du bénéficiaire de la compensation ;

Art 4.3.3.5.

L'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau ne peut pas demander la contribution et l'indemnité communales et supracommunales telles que visées à l'article 4.3.2.1. aux redevables visés à l'article 4.2.2.1.1, § 2, alinéa 1er, 1° et 2°.

L'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau ne peut pas demander la contribution supracommunale telle que visée à l'article 4.3.1.1.1. ni l'indemnité telle que visée à l'article 4.3.1.2.1. aux redevables visés à l'article 4.2.2.1.1., § 2, alinéa 1er, 3°.

L'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau ne peut pas demander la contribution et l'indemnité supracommunales telles que visées à l'article 4.3.2.1. pour le volume d'eaux usées déversées ou l'eau consommée faisant l'objet d'un contrat tel que visé à l'article 2.6.2.1., qui mentionne l'indemnité.

L'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau ne peut demander l'indemnité communale telle que visée à l'article 4.3.2.1. pour le déversement d'eaux souterraines prélevées lors d'épuisements par puits filtrants qui sont techniquement nécessaires à la réalisation de travaux de construction ou à l'aménagement d'équipements d'utilité publique, tels que visés à la rubrique de classification 53.2 de l'annexe 1re au titre II du VLAREM.

CHAPITRE IV. IMPUTATION DES FRAIS POUR LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE - COMPOSANTE 'EAU POTABLE'

Art 4.4.1.

§ 1er. Les exploitants d'un réseau public de distribution d'eau peuvent répercuter les frais liés à la production et à la distribution de l'eau consommée, destinée à la consommation humaine, sur les abonnés par une redevance fixe et un prix variable.

L'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau porte en compte la redevance fixe par unité de logement.

Le tarif de la redevance fixe s'élève à 50 euros par unité de logement par an, diminué de 10 euros par personne domiciliée par an. La redevance fixe ne peut pas être négative.

Dans le cas où le compteur d'eau mesure de l'eau qui n'est pas fournie au profit d'une ou de plusieurs unités de logement, la redevance fixe peut en outre être portée en compte par compteur d'eau.

Le tarif de la redevance fixe s'élève à 50 euros par compteur d'eau.

L'exploitant peut en outre imputer une rémunération de la capacité. Les tarifs de cette rémunération de la capacité sont exprimés en euros par compteur d'eau par an.

Le prix variable dépend de la consommation d'eau de l'abonné.

§ 2. Pour les clients dont le bien immeuble concerné ne possède pas d'unité de logement, l'exploitant applique une structure tarifaire uniforme pour déterminer le prix variable.

Cette disposition s'applique uniquement aux abonnés dont le bien immeuble concerné ne possède pas d'unité de logement dont la consommation d'eau par le biais du réseau public de distribution d'eau est inférieure à 500 m³ par an.

Pour les clients dont le bien immeuble concerné possède une ou plusieurs unités de logement, l'exploitant applique une structure tarifaire progressive à deux tranches pour déterminer le prix variable.

La limite de tranche se situe à une consommation de 30 m³ par unité de logement par an, majorée de 30 m³ par personne domiciliée par unité de logement par an. Il peut être dérogé à cette division.

Les tarifs maximum exprimés en euro/m³ pour déterminer le prix variable sont arrêtés suivant les dispositions de l'article 2.5.2.3.2.

Le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités pour le calcul et l'imputation de la redevance fixe, la rémunération de la capacité, le prix variable, la structure tarifaire du prix variable, la dérogation à la répartition des clients et la constatation du nombre de personnes domiciliées. Les critères à prendre en compte pour ces modalités sont la promotion d'une utilisation durable de l'eau auprès des abonnés et une facturation claire et transparente par l'exploitant.

ANNEXE 2 - 13 DECEMBRE 2002. — ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT FLAMAND PORTANT RÉGLEMENTATION RELATIVE À LA QUALITÉ ET LA FOURNITURE DES EAUX DESTINÉES À LA CONSOMMATION HUMAINE

CHAPITRE IER. — DÉFINITIONS ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE FOURNITURE ET DE PRODUCTION D'EAUX DESTINÉES À L'UTILISATION HUMAINE

Art 1er.

Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° le Ministre: le Ministre flamand chargé de l'Environnement et la Gestion des Eaux;
- 2° nouvelles installations et nouveaux réseaux de distribution d'eau : des installations et réseaux de distribution d'eau qui sont installés ou modifiés après l'entrée en vigueur du présent arrêté;
- 3° le décret : le décret du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau, coordonné le 15 juin 2018;
- 4° l'entité compétente Environnement : la division compétente pour la gestion opérationnelle des eaux de la «Vlaamse Milieumaatschappij»;
- 5° l'entité compétente Santé publique : la division compétente pour la surveillance de la santé publique, de l' « Agentschap Zorg et Gezondheid » ;
- 6° approvisionnement d'urgence en eau potable : la fourniture d'eau destinée à la consommation humaine par l'exploitant du réseau public de distribution d'eau, lors d'une interruption prévue ou imprévue de la fourniture d'eau destinée à la consommation humaine via le réseau public de distribution d'eau ;
- 7° approvisionnement d'urgence en eau : la fourniture d'eau destinée exclusivement à usage sanitaire par l'exploitant du réseau public de distribution d'eau, lors d'une interruption prévue ou imprévue de la fourniture d'eau destinée à la consommation humaine via le réseau public de distribution d'eau.

Les définitions du décret s'appliquent au présent arrêté.

Art 2.

§ 1er. Sauf dérogations accordées en vertu du chapitre II, les eaux destinées à la consommation humaine qui sont fournies, doivent être salubres et propres.

Par fourniture on entend toute forme de mise à disposition, contre paiement ou non, également comme partie de la location, de l'affermage ou de toute autre mise à disposition de biens immobiliers, même si le consommateur et le fournisseur sont la même personne.

§ 1/1 Les exigences de qualité minimales pour les eaux destinées à la consommation humaine sont exprimées en des valeurs paramétriques et peuvent être complétées par des valeurs guides. Les exigences de qualité minimales pour les eaux destinées à la consommation humaine de l'annexe Ire sont d'application.

Des valeurs guides sont utilisées pour des micro-organismes, des parasites ou d'autres substances pour lesquelles il n'existe aucune valeur paramétrique ou pour lesquelles aucune valeur paramétrique ne peut être fixée, et qui sont considérées comme pertinentes soit dans le cadre de la stratégie d'évaluation et de gestion des risques, visée à la partie C de l'annexe II, soit par l'entité compétente Environnement et l'entité compétente Santé publique.

Des valeurs paramétriques sont fixées par le Gouvernement flamand sur la proposition commune du Ministre flamand chargé de la politique en matière de santé et le Ministre flamand chargé de l'environnement et la politique des eaux, après avoir recueilli l'avis de l'entité compétente Environnement et l'entité compétente Santé publique.

§ 2. Les eaux destinées à la consommation humaine sont censées être salubres et propres si elles:

- 1° ne contiennent pas un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de toutes autres substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes;
- 2° sont au moins conformes aux valeurs paramétriques spécifiées à l'annexe Ire, parties A et B;
- 3° sont produites et distribuées conformément au décret et à ses arrêtés d'exécution.

Art 3.

Si le fournisseur d'eau fournit des eaux impropres à la consommation humaine, comme des eaux de deuxième circuit, il prend les précautions nécessaires pour prévenir la consommation humaine de ces eaux.

Art 4.

Personne ne peut invoquer, directement ou indirectement, le décret et ses arrêtés d'exécution pour faire dégrader la qualité actuelle des eaux destinées à la consommation humaine, à moins que cela n'ait pas d'incidence sur la protection de la santé des personnes et n'entraîne pas d'accroissement de la pollution des eaux utilisées pour la production d'eau potable.

CHAPITRE III. — CONTRÔLE

Art 9.

L'exploitant du réseau public de distribution d'eau effectue le monitoring opérationnel nécessaire sous forme d'analyses ou d'inspections à la hauteur des établissements et au sein du réseau public de distribution d'eau.

Le monitoring opérationnel a pour objectif de suivre si tant les eaux extraites qui sont utilisées pour la production d'eau, destinée à la consommation humaine, que les eaux du processus de purification et du réseau public de distribution d'eau sont d'une telle nature que l'eau fournie au consommateur, répond aux dispositions, visées à l'article 2.

Le monitoring opérationnel, y compris les paramètres à mesurer et les fréquences, sont adaptés à la stratégie d'évaluation des risques et de gestion des risques, visée à l'article 3/1, § 3 également compte tenu des paramètres pour lesquels une valeur guide a été fixée en application de l'article 2, § 1er/1 et des paramètres qui ont été évalués en application de l'article 10, § 6.

Art 10.

§ 1er. Le fournisseur d'eau contrôle les eaux destinées à la consommation humaine qu'il fournit. conformément aux dispositions de l'annexe II, jointe au présent arrêté.

...

Des échantillons devraient être prélevés de manière à être représentatifs de la qualité des eaux consommées tout au long de l'année dans la zone de fourniture.

Les points d'échantillonnage sont proposés par le fournisseur d'eau dans le programme de contrôle visé à l'article 11, de sorte qu'il puisse être démontré que les eaux destinées à la consommation humaine sont salubres et propres aux points fixés par l'article 2.3.2, du décret.

§ 2. L'échantillonnage et l'analyse sont effectués par un laboratoire dans la discipline de l'eau, sous-domaine de l'eau potable, qui est agréé conformément au VLAREL du 19 novembre 2010. Les échantillons sont analysés conformément aux dispositions de l'annexe III, jointe au présent arrêté.

§ 3. Des méthodes autres que celles mentionnées en annexe III, partie A, peuvent être utilisées, à condition qu'il puisse être démontré que les résultats obtenus sont au moins aussi fiables. Le cas échéant, le fournisseur d'eau soumet à l'accord de l'entité compétente Environnement toutes les informations pertinentes concernant ces méthodes et leur équivalence aux méthodes spécifiées.

Pour les analyses mentionnées en annexe III, partie B, n'importe quelle méthode peut être utilisée, pour autant qu'elle respecte les exigences en matière d'exactitude, de précision et de limite de détection. Le fournisseur d'eau soumet à l'accord ou aux remarques de l'entité compétente Environnement, toutes les informations pertinentes concernant les méthodes utilisées et la preuve qu'elles répondent aux exigences.

L'accord de l'entité compétente Environnement relatif aux méthodes visées aux alinéas 1er et 2, reste valable aussi longtemps qu'aucune autre méthode n'est imposée ou admise, sur la demande ou non d'un fournisseur d'eau. L'entité compétente Environnement tient une liste des méthodes admises, qui est disponible sur simple demande.

Le fournisseur d'eau est dispensé des obligations reprises dans les alinéas 1er et 2 si les méthodes sont fixées dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 novembre 2010 fixant le règlement flamand relatif aux agréments en matière de l'environnement ou dans l'arrêté d'agrément du laboratoire qui effectuera les analyses.

§ 4. Pour les micro-organismes, parasites ou autres substances tels que visés à l'article 2, § 2, 1°, pour lesquels aucune valeur

CHAPITRE IV. — MESURES CORRECTIVES ET RESTRICTIONS D'UTILISATION

Art 13.

§ 1er. Le fournisseur d'eau effectue immédiatement une enquête afin de déterminer la cause de chaque cas, constaté par lui ou par un fonctionnaire de contrôle, de non-respect des exigences de qualité fixées conformément à l'article 2, § 2, pour les eaux destinées à la consommation humaine.

§ 2. Lorsque les eaux destinées à la consommation humaine ne répondent pas aux exigences de qualité de l'article 2, § 2, notamment par le dépassement des valeurs paramétriques reprises en annexe Ire, parties A et B, et ceci n'est pas dû au réseau de canalisations domestique, le fournisseur d'eau prend immédiatement les mesures correctives nécessaires afin de rétablir la qualité des eaux. Il est entre autres tenu compte de la mesure dans laquelle la valeur paramétrique concernée a été dépassée et du danger potentiel pour la santé des personnes.

§ 3. Si le fournisseur d'eau ou un fonctionnaire de contrôle constate le non-respect des exigences de qualité ou des spécifications en annexe Ire, partie C, et ceci n'est probablement pas dû au réseau de canalisations domestique, le fournisseur d'eau examine le risque éventuel pour la santé des personnes. Le fournisseur d'eau peut demander l'avis de l'entité compétente Santé publique à ce sujet.

Le fournisseur d'eau prend toutes les mesures correctives nécessaires à rétablir la qualité des eaux si la protection de la santé des personnes le demande.

§ 3/1. Si le fournisseur d'eau ou un fonctionnaire de contrôle constate un non-respect à une valeur guide, le fournisseur d'eau examine les risques potentiels pour la santé publique et les mesures qui peuvent raisonnablement être prises pour répondre aux dispositions visées à l'article 2.

Le fournisseur d'eau, l'entité compétente Environnement et l'entité compétente Santé publique évaluent de commun accord les risques pour la santé publique et déterminent de commun accord les mesures qui doivent être prises, le cas échéant.

L'entité compétente Environnement et l'entité compétente Santé publique évaluent de commun accord la nécessité et la faisabilité de fixer une valeur paramétrique et une reprise d'un paramètre soit dans la partie A, soit dans la partie B de l'annexe Ire. Les entités compétentes feront rapport aux ministres compétents.

§ 4. Le fournisseur d'eau informe sans délai et par écrit l'entité compétente Environnement et l'entité compétente Santé publique sur les constatations visées aux 2, 3 et 3/1, et les tient régulièrement au courant de l'évolution de la situation, de ses enquêtes et des mesures prises.

L'entité compétente Environnement et l'entité compétente Santé publique peuvent toujours, d'initiative, émettre des avis sur ces mesures.

§ 5. Si le fournisseur d'eau ou un fonctionnaire de contrôle constate un non-respect ou un risque de non-respect des exigences de qualité, et que ceci est probablement dû au réseau de canalisations domestique ou à son entretien, et s'il ne s'agit pas d'édifices publics, le fournisseur d'eau veille:

1° à ce que des mesures soient prises pour réduire ou éliminer le non-respect ou le risque de non-respect des exigences de qualité, par exemple en conseillant les propriétaires ou abonnés au sujet des éventuelles mesures correctives qu'ils pourraient prendre et en donnant des conseils relatifs à l'amélioration du réseau de canalisations domestique.

Le fournisseur d'eau peut également appliquer des techniques de traitement appropriées pour modifier les propriétés des eaux, de manière à réduire ou à éliminer le risque de non-respect des exigences de qualité dû au réseau de canalisations domestique. Ceci est uniquement le cas quand l'ampleur du problème le justifie en cas d'un grand nombre de réseaux de canalisations domestiques dans une zone de fourniture et en cas de considérations d'efficacité;

2° à ce que les consommateurs concernés soient dûment informés sur les éventuelles conséquences pour la santé des personnes, et à ce que les abonnés ou propriétaires soient conseillés au sujet d'éventuelles mesures correctives supplémentaires qu'ils devraient prendre.

§ 6. Si le fournisseur d'eau ou un fonctionnaire de contrôle constate, dans un édifice public, que les eaux destinées à la consommation humaine ne répondent pas aux exigences de qualité, il informe l'abonné, l'entité compétente Environnement et l'entité compétente Santé publique et leur conseille au sujet d'éventuelles mesures correctives. L'abonné informe le propriétaire du réseau de canalisations domestique.

L'abonné ou le propriétaire sur la demande de l'abonné, prend les mesures correctives nécessaires de sorte que les eaux

L'abonné informe les consommateurs sauf quand l'entité compétente Environnement, sur avis de l'entité compétente Santé publique, estime que le dépassement des exigences de qualité ne constitue pas de danger pour la santé des personnes. L'entité compétente Environnement et l'entité compétente Santé publique peuvent, d'initiative et à tout moment, fournir des conseils au propriétaire ou à l'abonné au sujet des mesures correctives à prendre.

Art 14.

Le fournisseur d'eau décide quelles mesures sont nécessaires et tient compte des risques que peuvent présenter l'interruption de la fourniture ou la limitation de l'utilisation des eaux destinées à la consommation humaine pour la santé des personnes. Cette décision est immédiatement communiquée pour information à l'entité compétente Environnement et à l'entité compétente Santé publique qui peuvent également, d'initiative et à tout moment, fournir des conseils au sujet de ces mesures.

§ 2. L'entité compétente Environnement et l'entité compétente Santé publique peuvent établir ensemble des directives concernant la transmission d'information, et la communication de crise afin d'assister le fournisseur d'eau dans l'accomplissement des obligations imposées par le présent article.

Art 14/1.

§2. Ce n'est qu'à la demande de l'entité compétente de l'Environnement et en consultation avec l'exploitant du réseau public de distribution d'eau que les personnes suivantes peuvent décider, compte tenu de l'avis de l'entité compétente de l'Environnement, d'imposer ou de lever des restrictions temporaires à l'utilisation de l'eau destinée à la consommation humaine fournie par le réseau public de distribution d'eau dans une zone ou partie d'une zone de distribution :

- Les personnes visées à l'alinéa 1er, 1° à 3°, peuvent, de leur propre initiative et en relation avec une situation susceptible d'avoir un impact sur la continuité de l'approvisionnement en eau, demander à l'entité compétente de l'Environnement d'évaluer la nécessité d'imposer des restrictions temporaires sur l'utilisation de l'eau destinée à la consommation humaine. L'entité compétente de l'Environnement évalue la situation en consultation avec les exploitants du réseau de distribution d'eau concerné et, si nécessaire, demande l'imposition de restrictions temporaires à la personne la plus appropriée, telle que visée à l'alinéa 1er, 1° à 3°.

- 1° le ministre aux gouverneurs, bourgmestres et exploitants concernés du réseau public de distribution d'eau ;
- 2° le gouverneur au ministre et aux bourgmestres et exploitants concernés du réseau public de distribution d'eau ;

§3. L'entité compétente de l'Environnement peut élaborer des directives pour aider l'exploitant du réseau public de distribution d'eau à remplir les obligations énoncées aux paragraphes 1er et 2. Ces directives portent sur la transmission d'information entre l'exploitant et l'entité compétente et sur l'adéquation des communications.

SECTION II. — DROIT DE RACCORDEMENT

Art 19.

§ 1er. [...]

L'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau ou le cas échéant la commune ne peut refuser le raccordement au réseau public de distribution d'eau existant que pour des raisons techniques, juridiques ou économiques, entre autres lorsque la salubrité et la propreté des eaux fournies ne peuvent pas être garanties à tout moment.

En cas de refus, l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau en informe le demandeur dans les trois semaines de la demande. Le refus est motivé.

§ 2. Le propriétaire peut introduire une réclamation contre le refus auprès du ministre dans les trois semaines par lettre recommandée à la poste. Le Ministre prend une décision dans les soixante jours de la réception de la réclamation. Le délai est suspendu pendant le temps nécessaire à recevoir des informations complémentaires éventuelles de l'appelant. A défaut de décision dans le délai imparti, la réclamation est censée être rejetée.

Dans le cas visé au § 1er, deuxième alinéa, le ministre peut obliger l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau à prévoir, d'une autre façon que le raccordement au réseau public de distribution d'eau, la quantité nécessaire d'eaux destinées à la consommation humaine aux mêmes conditions que celles appliquées par l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau aux personnes raccordées à un réseau public de distribution d'eau dans la commune.

ANNEXE IRE : PARAMETRES ET VALEURS PARAMETRIQUES

PARTIE A : PARAMÈTRES MICROBIOLOGIQUES

Paramètre	Valeur paramétrique (nombre / 100 ml)
Escherichia coli (E. coli)	0
Entérocoques	0

PARTIE B : PARAMÈTRES CHIMIQUES

Paramètre	Valeur	Unité	Notes
Acrylamide	0,10	µg / l	Notes 1 et 11
Antimoine	5,0	µg / l	Note 11
Arsenic	10	µg / l	Note 11
Benzène	1,0	µg / l	Note 11
Benzo(a)pyrène	0,01	µg / l	Note 11
Bore	1,0	mg / l	Note 11
Bromates	10	µg / l	Note 2
Cadmium	5	µg / l	Note 12
Chrome	50	µg / l	
Chlorite	700	µg / l	Notes 13 et 14
Chlorate	700	µg / l	Note 15
Cuivre	2,0	mg / l	Notes 3 et 3bis
Cyanures	50	µg / l	
1,2-dichloroéthane	3,0	µg / l	Note 11
Epichlorhydrine	0,10	µg / l	Notes 1 et 11
Fluorures	1,5	mg / l	
Plomb	10	µg / l	Notes 3 et 4
Mercurie	1,0	µg / l	
Nickel	20	µg / l	Notes 3 et 11
Nitrates	50	mg / l	Note 5
Nitrites	0,10	mg / l	Note 5
Pesticides	0,10	µg / l	Notes 6 et 7
Total pesticides	0,50	µg / l	Notes 6 et 8
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	0,10	µg / l	Somme des concentrations en composés spécifiés; note 9
Sélénium	10	µg / l	
Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène	10	µg / l	Somme des concentrations de paramètres spécifiés; note 11
Total trihalométhanes	100	µg / l	Somme des concentrations en composés spécifiés; note 10
Bromodichlorométhane	60	µg / l	Note 11
Styrène	20	µg / l	Note 11
Xylène	500	µg / l	Note 11
Total trichlorobenzènes	20	µg / l	Note 11
Chlorure de vinyle	0,50	µg / l	Notes 1 et 11

////////////////////////////////////

Note 15 : Le chlorate ne doit être mesuré que lors de la chloration des eaux destinées à la consommation humaine.

PARTIE C : PARAMÈTRES INDICATEURS

Paramètre	Valeur paramétrique	Unité	Notes
Aluminium	200	µg / l	
Ammonium	0,50	mg / l	
Chlorures	250	mg / l	Note 1
Clostridium perfringens (y compris les spores)	0	Nombre / 100 ml	Note 2
Couleur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal		Note 11
Conductivité	2100 et aucun changement anormal	µS / cm à 20 °C	Note 1
Concentration en ions hydrogène	≥ 6,5 et ≤ 9,2	unités pH	Note 1
Fer	200	µg / l	
Manganèse	50	µg / l	
Odeur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal		Note 12
Oxydabilité	5,0	mg / l O ₂	Note 4
Sulfates	250	mg / l	Note 1
Sodium	200	mg / l	Note 3
Saveur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal		Note 12
Teneur en colonies à 22 °C	Aucun changement anormal		
Bactéries coliformes	0	Nombre / 100 ml	
Carbone organique total (COT)	Aucun changement anormal		Note 6
Turbidité	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal		Note 7
Chlore libre résiduel	250	µg / l	Note 8
Température	25	°C	Note 5
Indexe de saturation	>-0.5		Note 13

PARAMÈTRES COMPLÉMENTAIRES

Ces paramètres complètent l'information des consommateurs sur les principales caractéristiques de l'eau destinée à la consommation humaine qui leur est distribuée.

Ils ne doivent être mesurés qu'après une modification par le fournisseur d'eau de l'origine ou proportions relatives à l'eau fournie.

Paramètre	Valeur paramétrique	Unité	Notes
Calcium	270	mg / l	
Magnésium	50	mg / l	
Phosphore		µg / l	
Potassium		mg / l	
Dureté totale	67,5	Degré français	Note 9
Zinc	5 000	µg / l	Note 10

Note 13 : Ce paramètre ne doit être suivi que par un exploitant d'un réseau public de distribution d'eau dans l'eau d'un réseau public de distribution d'eau et par le titulaire d'un captage d'eau privé qui fournit de l'eau destinée à la consommation humaine dans le cadre d'une activité publique ou commerciale, cherchant à obtenir une moyenne annuelle > -0.2.

PARTIE II

EXPLICATIONS SUR LE RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE LA VENTE D'EAU

CHAPITRE 1. DÉFINITIONS

Article 1er.

Par « exploitant d'un réseau public de distribution d'eau », on entend la compagnie de distribution d'eau. Il peut s'agir d'une intercommunale, de la commune, de la régie communale ou de l'institution publique flamande. La compagnie de distribution d'eau distribue, via le réseau public de distribution, de l'eau destinée à la consommation humaine. Il y a plusieurs compagnies de distribution d'eau en Flandre. Vous ne pouvez pas choisir votre compagnie. Consultez votre facture d'eau pour connaître la compagnie de distribution à laquelle vous êtes raccordé ou allez sur www.vmm.be/waterloket et entrez votre code postal.

CHAPITRE 2. LIVRAISON DE L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

RACCORDEMENT AU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'EAU : DEMANDE, TRANSFERT ET RÉSILIATION

Article 2.

Pour être **raccordé** au réseau public de distribution d'eau, vous devez, en tant que client et en fonction de votre situation, suivre l'une des procédures suivantes :

- demande de raccordement ;
- renouvellement de mise en service ;
- transfert contradictoire du client partant, où le relevé du compteur est communiqué à la compagnie de distribution d'eau.

L'arrêt de la fourniture d'eau peut se faire via :

- un transfert contradictoire ;
- une résiliation.

Le règlement général de la vente d'eau définit les principes généraux de ces procédures. La compagnie de distribution d'eau se charge de la mise en pratique de celles-ci. En cas de doute, n'hésitez pas à contacter un collaborateur de la compagnie de distribution et exposez-lui votre situation. Il vous expliquera en détail ce que vous devez faire.

La compagnie de distribution d'eau dispose de formulaires spécifiques pour les transferts contradictoires. N'hésitez donc pas à les demander. Vous pouvez également retrouver le formulaire de transfert sur le site de la compagnie de distribution d'eau.

Un transfert contradictoire doit toujours lui être com-

muniqué via le formulaire de transfert.

- En tant que client partant, vous recevez toujours une facture finale ou de clôture comme confirmation que le transfert a été réglé.
- En tant que nouveau client, vous recevez aussi un courrier de la compagnie de distribution d'eau pour confirmer la reprise ou la livraison d'eau que vous avez entamée.

Un transfert contradictoire est nécessaire dans les cas suivants :

- vous déménagez dans un autre bâtiment et les nouveaux occupants reprennent la consommation d'eau ;
- vous êtes l'utilisateur légitime (vous transmettez les relevés des compteurs, vous payez les factures, etc.), mais la distribution d'eau n'est pas à votre nom ;
- en cas de divorce où la personne au nom de laquelle la distribution d'eau est enregistrée n'habite plus dans le bâtiment ;
- en cas de décès où la distribution d'eau est enregistrée au nom du défunt et doit désormais être enregistrée au nom d'une autre personne ;
- votre entreprise est rachetée, avec changement du n° de TVA ;
- votre entreprise tombe en faillite et toutes les tâches administratives sont réglées par le curateur.

En cas de doute, consultez la compagnie de distribution d'eau.

En cas de transfert, vous devez transmettre les données suivantes :

- l'adresse concernée par cet accord ;
- la date du transfert de la distribution d'eau ;
- le relevé du compteur lors du transfert de la distribution d'eau et le numéro du compteur d'eau (non applicable en cas de captage d'eau) ;
- les coordonnées du nouveau client (il se peut que ce soit aussi le propriétaire) ;
- les coordonnées du propriétaire actuel du bâtiment ;
- l'adresse postale du client partant et son numéro de compte pour les éventuels remboursements.

Pour un bon déroulement du transfert, le formulaire de transfert doit être signé par toutes les parties: client partant, nouveau client et, si possible et applicable, le propriétaire.

Attention !

Jusqu'à ce que le transfert soit réglé, le client partant reste responsable du paiement de la consommation d'eau, des cotisations d'assainissement, des éventuels dégâts, etc. C'est pourquoi il est impératif que les informations relatives au transfert communiquées à la compagnie de distribution d'eau soient correctes.

Si vous êtes le client partant et que vous ne pouvez pas effectuer de transfert contradictoire, par exemple parce que vous ne connaissez pas le nouveau client ou dans le cas d'une location où le titulaire est injoignable, il est alors préférable que vous résilie la distribution d'eau. De cette manière, vous évitez les mauvaises surprises.

Dans le cas d'un transfert contradictoire ou d'une résiliation, veillez à ce que la compagnie de distribution d'eau vous donne une confirmation sous la forme d'une facture finale.

Art 3.

L'eau potable doit répondre à ces normes de qualité dans n'importe quel bâtiment ou robinet où l'eau est habituellement destinée à une consommation humaine.

modification de celle qui existe déjà. Pour garantir ce même niveau de qualité, l'installation intérieure fait elle aussi l'objet d'une homologation (voir article 7, installation intérieure).

Les rapports sur la qualité de l'eau potable en Flandre peuvent être consultés sur le site de la VMM : www.vmm.be/water/drinkwater/kwaliteit.

Le ministre de l'Environnement peut, dans des cas exceptionnels, autoriser des écarts par rapport aux normes de qualité légales si :

- Si un écart est autorisé, la compagnie de distribution d'eau en informe la population concernée le plus rapidement possible ainsi que les conditions qui s'y rattachent. En outre, elle fournit, le cas échéant, des conseils à des groupes spécifiques de la population pour lesquels cet écart constitue un risque particulier.

Aucune information.

LIMITER, COUPER ET ROUVRIR

Art 5.

LIMITER ET COUPER

La compagnie de distribution d'eau peut limiter ou couper l'approvisionnement en eau du réseau public de distribution à l'habitation principale d'un client résidentiel seulement dans un nombre de situations limité. Dans tous les autres cas, l'approvisionnement en eau d'un client résidentiel ne peut pas être limité ou coupé. Les motifs de limitation ou de coupure sont établis par le décret coordonné du 28 juillet 2003 (annexe 1, art. 2.2.2 et les procédures à respecter figurent dans l'arrêté du 8 avril 2011 (partie I, art. 5).

Cette protection contre la coupure ne s'applique pas aux clients non résidentiels, ni aux autres habitations que l'habitation principale.

LIMITER

Lorsqu'un client résidentiel ne réagit pas à la dernière étape de la procédure de défaut de paiement, à savoir la mise en demeure recommandée, si l'accès au compteur d'eau est refusé ou si la personne refuse de devenir client mais utilise l'approvisionnement en eau, la compagnie de distribution d'eau peut demander une limitation de débit auprès de la commission d'avis locale (CAL) de la commune.

La limitation est effectuée lorsque la commission d'avis locale a rendu un avis positif à ce sujet. La commission d'avis locale peut également fournir un avis conditionnel. Dans ce cas, une limitation est possible si les conditions imposées par la CAL ne sont pas respectées.

En cas de limitation, l'exploitant limitera le débit de la fourniture d'eau au compteur à 50l/heure.

COUPURE

Une coupure n'est également possible chez un client résidentiel que lorsque la commission d'avis locale a donné un avis à ce sujet.

Une coupure est possible si le client résidentiel s'oppose à l'installation d'un limiteur de débit ou manipule le limiteur de débit. Une coupure est également possible si le client résidentiel n'a pas encore entamé de plan d'apurement pour les dettes échues dans les six mois après que le limiteur de débit a été placé, ou ne respecte pas ce plan d'apurement, ou si le client ne paie pas la consommation d'eau après le placement du limiteur.

En cas de défaut de paiement, une coupure est donc possible que lorsque la commission d'avis donne un avis positif une seconde fois.

LA COMMISSION D'AVIS LOCALE

La commission d'avis locale est composée de collaborateurs du CPAS, d'un membre du comité spécial pour le service social, d'un représentant de la compagnie des eaux et, le cas échéant, d'un représentant de l'institution reconnue de médiation de dette à laquelle le client a fait appel. Le secrétariat de la commission est assumé par un membre du personnel du CPAS.

La commission d'avis locale émet un avis motivé sur :

1. la demande de la compagnie de distribution d'eau de limiter l'approvisionnement en eau destiné à la consommation humaine ;
2. la demande d'enlever la limitation de débit après un refus de la compagnie de distribution d'eau d'enlever la limitation.
3. la demande de la compagnie de distribution d'eau de couper l'approvisionnement en eau destiné à la consommation humaine ;
4. la demande de reraccordement suite au refus par la compagnie de distribution d'eau d'effectuer un reraccordement.

Quand la compagnie de distribution d'eau introduit un dossier auprès de la Commission d'avis locale, celle-ci en avertit le client et l'invite à assister à la réunion pour y être entendu.

En tant que client, vous avez le droit de vous faire assister ou représenter par un conseiller ou une personne de confiance.

Si la compagnie de distribution d'eau souhaite limiter ou couper chez un client résidentiel, l'avis de la commission d'avis locale ne peut être plus ancien qu'un an pour ce faire.

Si aucun avis n'est rendu suite à la demande de la compagnie des eaux de couper ou de limiter le réseau public de distribution d'eau, il est réputé être négatif. Dans ce cas, la compagnie de distribution d'eau ne peut donc pas procéder à une limitation ou une coupure.

La commission d'avis locale peut également fournir un avis conditionnel. Cet avis indique que l'alimentation en eau du client ne sera pas coupée ou que le débit ne sera pas limité s'il respecte les conditions imposées. Les conditions peuvent être que le client demande un plan de paiement à la compagnie des eaux et paie les nouvelles factures. Si le client ne respecte pas ces

- » des systèmes et appareils raccordés au réseau domestique de canalisations

L'installation intérieure est raccordée sur le réseau public d'eau potable et est alimentée par de l'eau destinée à la consommation humaine. Les compagnies d'eau sont responsables du contrôle de l'eau potable qu'elles fournissent.

L'objectif du contrôle de l'installation intérieure est de protéger la santé publique et la santé des utilisateurs. En votre qualité de client vous êtes responsable de la demande et supportez les frais afférents au contrôle.

Votre compagnie de distribution d'eau est responsable de l'organisation du contrôle. Vous pouvez toujours la solliciter pour demander un contrôle ou pour qu'elle vous indique l'organisme à contacter pour exécuter ce contrôle.

L'organisme de contrôle vérifie si l'installation est conforme en termes d'utilisation ou de raccordement. La conformité en termes de raccordement signifie que le risque de retour d'eau vers le réseau public d'eau est nul. La compagnie de distribution d'eau vous raccordera sur le réseau public d'eau après le contrôle.

La conformité en termes d'utilisation signifie que le risque de retour d'eau dans ou vers l'installation intérieure est nul et que les utilisateurs ne courent aucun risque sanitaire.

L'organisme de contrôle de l'installation intérieure vérifie si :

- » aucun retour d'eau n'est possible
- » les différents flux d'eau sont séparés
- » l'installation a été réalisée conformément aux prescriptions

De plus amples informations sur le contrôle de l'installation intérieure sont disponibles à l'adresse <https://www.vmm.be/water/bouwen/keuringen/keuring-waterinstallaties>

- » Pourquoi contrôler et que contrôler ?
- » Quelles installations contrôler ?
- » Quand un contrôle est-il obligatoire ?
- » Comment se déroule un contrôle ?
- » Tâches et responsabilités
- » Attestation non conforme, quid ?

ATTENTION

Si un contrôle démontre que l'installation intérieure n'est pas conforme aux prescriptions techniques en vigueur, la compagnie de distribution d'eau peut refuser ou annuler le raccordement de l'installation

intérieure au raccordement temporaire au réseau de distribution d'eau. Si le client s'y oppose, la compagnie de distribution d'eau peut introduire une demande de coupure auprès du fonctionnaire chargé de la surveillance Environnement.

APPAREILS CONFORMES

N'oubliez pas que, pour certaines applications et certains appareils, une protection conforme est obligatoire.

Ces obligations figurent dans le répertoire « Prescriptions techniques pour les installations intérieures » de Belgaqua. Les applications fréquentes ont une page spécialement dédiée dans le répertoire pour rapidement connaître les normes imposées en matière de protection contre les reflux.

Certains appareils ont néanmoins déjà été déclarés conformes par Belgaqua. L'installation de ces appareils est également très simple.

Vous pouvez obtenir une liste des appareils homologués et déclarés conformes auprès de Belgaqua. Ils sont repris dans le répertoire mis à jour annuellement.

La plupart du temps, il faut installer un système externe supplémentaire de protection contre les reflux pour les appareils non conformes. Consultez le répertoire « Prescriptions techniques des installations intérieures » de Belgaqua sur www.vmm.be/wetgeving.

CANALISATIONS EN PLOMB

Les canalisations d'eau utilisées à l'intérieur et à l'extérieur des habitations étaient en plomb jusqu'à 1970. Après cette date, le plomb s'est fait remplacer par des canalisations galvanisées ou en cuivre.

Les canalisations en plomb se trouvent encore essentiellement dans les anciens bâtiments. Il vaut mieux les remplacer, car le plomb est une substance nocive ; en effet, il peut perturber le développement du système nerveux. Il constitue donc un danger considérable pour les nouveau-nés et les jeunes enfants. Les femmes enceintes doivent elles aussi faire preuve de vigilance : des quantités de plomb, même infimes, sont dangereuses pour l'enfant dans l'utérus.

Les canalisations de beaucoup de vieux bâtiments ont entretemps été remplacées par des tuyaux en cuivre ou synthétiques. Or, si un bâtiment n'a jamais été rénové, il peut encore contenir des canalisations en plomb.

Lors des travaux de rénovation, il est recommandé de remplacer les tuyaux en plomb encore présents. Les canalisations en plomb sont grises alors que les canalisations en cuivre sont rouge brun ou vert clair. Le

Si votre raccordement au réseau public de distribution d'eau est en plomb, veuillez contacter le service client de votre compagnie de distribution d'eau. Il pourra vous informer plus en détail sur la date prévue du remplacement de la conduite. Les compagnies de distribution d'eau remplacent systématiquement les conduites en plomb et en assurent le suivi via leur programme de remplacement. Pour de plus amples informations sur le remplacement de canalisations en plomb, allez sur www.vmm.be/waterloket.

Faire le ménage ou laver sa voiture à l'eau de pluie ne présente aucun risque, mais elle n'est pas suffisamment saine pour que vous puissiez la boire ou l'utiliser pour vous laver. L'eau de pluie ne peut jamais entrer en contact avec votre eau potable. Toutes les canalisations doivent être séparées. Si votre réservoir d'eau de pluie est à sec, choisissez une méthode sûre pour le remplir.

Un système de récupération de l'eau de pluie sécurisé comprend :

- Optez pour des canalisations synthétiques. L'eau de pluie étant douce et acide, elle corrode les canalisations métalliques.

Pour de plus amples informations sur le raccordement d'un système de récupération de l'eau de pluie, allez sur www.vmm.be/waterloket.

La dureté de l'eau est principalement déterminée par la présence de calcium et de magnésium.

Ces minéraux peuvent donner lieu à un dépôt de calcaire, surtout au contact de l'air et de la chaleur. Maintenir la température des appareils ménagers en dessous de 60 °C permet de réduire considérablement les dépôts calcaires et l'usure, rendant la plupart du temps un adoucisseur inutile.

En revanche, si l'eau de canalisation est très dure, l'achat d'un adoucisseur est alors envisageable. Plusieurs systèmes existent. Vous pouvez tout à fait envisager un tel achat si l'eau de la compagnie de distribution reste dure à long terme.

Si vous optez pour un adoucisseur, pensez toujours aux éléments suivants :

- L'eau de canalisation remplit toutes les normes légales. Une fois adoucie, ce n'est plus nécessairement le cas. En fonction du système, des bactéries nocives pour l'être humain peuvent se déposer dans le réservoir de résine. Outre un raccordement conforme, il est impératif qu'un technicien nettoie et désinfecte l'adoucisseur d'eau au moins une fois par an.
- La consommation d'eau douce est contre-indiquée en raison de son taux de sodium élevé. C'est pourquoi il vaut mieux uniquement y raccorder les canalisations d'eau chaude. Cela revient aussi souvent moins cher.
- Une eau trop douce (moins de 15 degrés français) peut être agressive et corroder les appareils et canalisations métalliques, à tel point qu'elle dissout le cuivre, le zinc ou encore le plomb. Une telle eau serait nocive pour tout individu qui la boirait. De plus, elle peut donner lieu à des fuites dans l'installation intérieure.

OBLIGATION D'ASSAINISSEMENT

Depuis 2005, la mission des compagnies de distribution d'eau ne consiste plus uniquement à produire et à distribuer de l'eau de canalisation ; elles s'occupent aussi désormais de la collecte, du transport et de l'assainis-

sement des eaux usées qu'elles ont fournies à leurs clients. En d'autres termes, la compagnie de distribution d'eau a l'obligation d'assainir l'eau distribuée.

En vue de respecter leur **obligation supracommunale d'assainissement**, les compagnies de distribution d'eau ont signé un accord avec Aquafin. Aquafin est responsable de la construction et de la gestion des infrastructures supracommunales d'assainissement, comme les collecteurs et les stations d'épuration d'eau (les STEP).

Les compagnies de distribution d'eau remboursent les coûts à Aquafin, en partie en incluant une redevance supracommunale d'assainissement dans la facture intégrale d'eau potable.

Pour respecter son **obligation communale d'assainissement** (la collecte locale d'eaux usées via le système d'égouttage public et les fossés et l'éventuel assainissement local dans les petites stations d'épuration d'eau), la compagnie de distribution d'eau peut signer un contrat avec le gestionnaire communal des égouts. Ce contrat précise si la commune est elle-même responsable de la gestion des égouts, éventuellement via une tierce partie, ou si elle la confie partiellement à la compagnie de distribution d'eau. La commune peut également confier (une partie de) la gestion des égouts sur son territoire à une autre entité, par exemple à une association intercommunale. La compagnie de distribution d'eau peut alors signer un accord avec cette entité.

Pour savoir qui est responsable de la gestion des égouts dans votre commune, contactez votre compagnie de distribution d'eau ou votre commune. Vous pouvez également retrouver cette information sur le site de l'exploitant ou celui de la VMM.

ÉVACUATION DES EAUX USÉES ET DES EAUX DE PLUIE

Art 9.

Les citoyens sont tenus de se raccorder aux égouts publics. Ils sont en outre souvent tenus de séparer leurs eaux usées des eaux pluviales. Ils doivent parfois installer une fosse septique.

Lorsqu'aucun raccordement aux égouts publics n'est prévu, ils doivent alors eux-mêmes se charger d'épurer leurs eaux usées. Le gestionnaire des égouts peut éventuellement prendre à son compte l'achat, le placement et l'entretien de cette installation individuelle de traitement des eaux usées. Dans ce cas, le citoyen doit alors s'acquitter d'une cotisation ou d'une rémunération.

EAUX USÉES

Le lieu et la manière dont les eaux usées ménagères doivent être évacuées dépendent du lieu de l'habitation. Il existe quatre zones, chacune étant assortie de conditions. Celles-ci sont définies dans le plan de zonage communal (voir le tableau 1).

Sur www.vmm.be/data/zonering-en-uitvoeringsplan, vous pouvez connaître la zone dans laquelle se trouve la parcelle ou l'habitation de votre choix. Si la parcelle ne se trouve dans aucune des quatre zones, les mêmes règles que celles des zones extérieures à optimiser individuellement sont applicables.

Bien entendu, les entreprises soumises à autorisation doivent continuer à respecter les conditions de leur autorisation.

Eau de pluie

Lors de l'aménagement et du réaménagement des égouts, le gestionnaire des égouts a l'obligation d'installer un système d'égouttage séparé, sauf si une exception est autorisée.

En ce qui concerne la séparation des eaux de pluie et des eaux usées, le client doit respecter les règles suivantes :

- Pour les nouveaux bâtiments ou pour la reconstruction, la séparation complète entre les eaux de pluie et les eaux usées est obligatoire sur le terrain privé. Par « reconstruction », on entend (selon le règlement d'urbanisme régional) une transformation approfondie avec maintien de moins de 60 % des murs extérieurs. Pour les travaux autour de l'habitation ou pour les travaux de transformation avec maintien de plus de 60 % des murs extérieurs, cela n'est pas obligatoire mais il est préférable de séparer complètement les eaux de pluie et les eaux usées en prévision de la pose ultérieure d'un système d'égouttage séparé dans la rue.
- Pour un bâtiment existant dans une construction (semi-) ouverte, la séparation complète des eaux de pluie et des eaux usées est obligatoire lors de la pose d'un système public d'égouttage séparé.
- Pour un bâtiment situé dans une construction fermée, la séparation complète des eaux de pluie et des eaux usées provenant des toits et des sols est obligatoire lors de la pose d'un système public d'égouttage séparé, à condition qu'aucune canalisation ne doive être installée sous ou dans le bâtiment.

La séparation des eaux usées et des eaux de pluie implique que les eaux de pluie provenant des toits, ainsi que les eaux qui s'écoulent sur les revêtements de terrain ou qui proviennent de drainages, ne peuvent être raccordées aux canalisations des eaux usées.

- collecte pour réutilisation (puits d'eau pluviale) ;
- infiltration sur terrain privé ;
- tampon avec évacuation retardée dans les eaux de surface ou dans un fossé ;
- déversement dans les conduits d'évacuation d'eaux pluviales dans la rue.

Votre permis de bâtir reprend aussi d'autres modalités spécifiques, ainsi que les règlements d'urbanisme régionaux, provinciaux et communaux.

Le guide de l'eau pour la construction et la transformation contient aussi des informations pratiques : www.vmm.be/water/bouwen.

Art 10.

Tabel 1: Liste des zones du plan de zonage

Pour le client, le transfert du raccordement va de pair avec le transfert contradictoire de la distribution d'eau (voir article 2, Raccordement au réseau public de distribution d'eau).

Art11.

Artikel 11/1.

ÉVACUATION DES EAUX PRIVÉES

Art 12.

Zones du plan de zonage	Zone centrale/zone extérieure optimisée collectivement	Zone extérieure à optimiser collectivement	Zone extérieure à optimiser individuellement
Signification	Zone (récemment) pourvue d'un système d'égouttage. Les eaux usées sont traitées dans une STEP**.	Les eaux usées ne sont actuellement pas encore épurées dans une STEP. Raccordement prévu.	Aucun raccordement au réseau d'égouttage prévu. Les eaux usées doivent être épurées individuellement.
Raccordement des eaux usées ménagères au réseau d'égouttage	Obligatoire*	Obligatoire dès qu'un réseau d'égouttage est présent.	Impossible.
Installation individuelle de traitement des eaux usées	Interdite*	Autorisée en attente d'un raccordement au réseau d'égouttage, ensuite interdite.	Obligatoire
Fosse septique	De préférence ne pas en prévoir, sauf si imposée par le gestionnaire du réseau d'égouttage.	Obligatoire pour toutes les eaux usées (noires + grises) dans l'attente du raccordement au réseau d'égouttage. Après le raccordement au système public d'égouttage, suivre les instructions du gestionnaire.	Obligatoire pour toutes les eaux usées (noires + grises) dans l'attente du placement d'un système d'épuration individuel. Ensuite, à conserver éventuellement comme prétraitement pour le système d'épuration individuel.

*- si l'habitation/le point de déversement se trouve à plus de 250 mètres de l'égout
- si une parcelle appartenant à des tiers doit être utilisée pour construire le raccordement à l'égout*
Dans les deux cas, la pose d'une installation individuelle de traitement des eaux usées est obligatoire.
****STEP = station d'épuration des eaux usées**

OBLIGATION DE CONTRÔLE

Art 12/1.

L'évacuation des eaux privées doit être contrôlée dans le cas d'une nouvelle construction.

Le contrôle de l'évacuation des eaux privées est obligatoire :

- » dans le cas d'une nouvelle construction ou d'une reconstruction de l'habitation ;
- » dans le cas de la réalisation d'un nouveau raccordement domestique supplémentaire ou de l'installation d'un assainissement individuel
- » après la constatation d'une infraction à la conformité
- » dans le cas de l'aménagement d'égouts séparés dans le domaine public (sauf si une attestation de contrôle conforme peut être présentée pour une nouvelle construction ou une reconstruction, qui n'a pas plus de cinq ans)
- » dans le cas d'une attestation de contrôle non conforme.

L'organisme de contrôle vérifie si l'installation est conforme en termes de raccordement. Cela signifie que :

- » L'évacuation des eaux usées est correctement raccordée au réseau d'égouts sur le domaine public ou à l'installation d'assainissement individuelle et est correctement prétraitée.
- » les eaux usées et les eaux de pluie sont évacuées séparément
- » les eaux de pluie peuvent être conservées sur place au maximum et réutilisées

En votre qualité de client, vous êtes responsable de la demande et supportez les frais afférents au contrôle. AquaFlanders, l'organisation de coordination des compagnies des eaux et des gestionnaires d'égouts flamands, et Vlario, la plate-forme de concertation pour les égouts en Flandre, sont responsables de la formation et de l'accréditation des contrôleurs de l'évacuation des eaux privées. Vous pouvez contacter un contrôleur via AquaFlanders et Vlario.

De plus amples informations sur le contrôle de l'évacuation des eaux privées sont disponibles à l'adresse suivante : www.vmm.be/water/bouwen/keuringen/keuring-waterinstallaties

- » Qu'est-ce qui est contrôlé ?
- » Quand un contrôle est-il obligatoire ?
- » Tâches et responsabilités ?
- » Comment se déroule un contrôle ?
- » Attestation non conforme, quid ?

ATTENTION

Si, en votre qualité de client, vous mettez l'installation en service sans contrôle préalable, le responsable des égouts vous enverra une sommation. Si vous ne vous mettez pas en règle, le responsable des égouts peut refuser votre raccordement au réseau des égouts publics ou vous déconnecter du réseau d'égouts.

L'INSTALLATION POUR LES EAUX DE DEUXIÈME CIRCUIT

Art 12/2.

Aucune information

OBLIGATION DE CONTRÔLE

Art 12/3.

Le contrôle est élargi depuis le 1er janvier 2021. Le règlement général de la vente d'eau impose depuis cette date un contrôle obligatoire de l'installation des eaux de deuxième circuit.

L'installation pour les eaux de deuxième circuit désigne l'ensemble des systèmes et des canalisations pour :

- » le pompage, la collecte ou la production d'eaux de deuxième circuit
- » le stockage des eaux de deuxième circuit
- » l'utilisation des eaux de deuxième circuit

Les eaux de deuxième circuit désignent une eau qui est impropre à la consommation. La qualité de cette eau ne doit pas être contrôlée. Les eaux de deuxième circuit peuvent être utilisées pour des applications d'eau non potable telles que la chasse d'eau des toilettes, le lavage des voitures, l'arrosage des jardins...

ATTENTION

Utilisez-vous des eaux de deuxième circuit comme eau potable ? Cette eau doit alors répondre aux exigences légales de qualité et vous êtes personnellement responsable du contrôle de la qualité de l'eau. Dans ce dernier cas, cette eau n'est plus de l'eau de deuxième circuit, mais de l'eau potable. Pour ce faire, vous devez demander un contrôle de l'installation intérieure non raccordée.

L'objectif du contrôle de l'installation des eaux de deuxième circuit est de protéger la santé publique et la santé des utilisateurs.

En votre qualité de client, vous êtes responsable de la demande et supportez les frais afférents au contrôle. Votre compagnie de distribution d'eau est responsable

De plus amples informations sur le contrôle de l'installation intérieure non raccordée sont disponibles à l'adresse www.vmm.be/water/bouwen/keuringen/keuring-waterinstallaties

- » Pourquoi contrôler et que contrôler ?
- » Quelles installations contrôler ?
- » Quand un contrôle est-il obligatoire ?
- » Comment se déroule un contrôle ?
- » Tâches et responsabilités
- » Attestation non conforme, quid ?

ATTENTION

Si un contrôle démontre que l'installation intérieure non raccordée n'est pas conforme en termes d'utilisation, car l'eau pourrait refouler de l'installation intérieure non raccordée vers l'installation intérieure, la compagnie de distribution d'eau peut refuser ou annuler le raccordement de l'installation intérieure au raccordement temporaire au réseau de distribution d'eau. Si le client s'y oppose, la compagnie de distribution d'eau peut introduire une demande de coupure auprès du fonctionnaire chargé de la surveillance Environnement.

Pour votre information :

LES INSTALLATIONS INTÉRIEURES NON RACCORDÉES ET L'EAU DE DEUXIÈME CIRCUIT DANS LES BIENS IMMOBILIERS NON RACCORDÉS ET QUI NE SERONT PAS RACCORDÉS AU RÉSEAU PUBLIC D'EAU

Le contrôle est élargi depuis le 1er janvier 2021. Depuis cette date, le contrôle de l'installation intérieure non raccordée et des installations d'eaux de deuxième circuit est obligatoire dans les biens immobiliers non raccordés et qui ne seront pas raccordés au réseau public d'eau.

Les règles afférentes à ce contrôle sont en majeure partie identiques à celles valant pour le contrôle de l'installation intérieure non raccordée et les installations d'eaux de deuxième circuit raccordées au réseau public d'eau, mais ne sont pas formellement visées dans le Règlement général de vente d'eau.

Les règles peuvent être consultées à l'annexe de la Partie II.

 Blz. 100

Tabel 2: Consommation d'une famille type - moyennes flamandes, pour une consommation moyenne extra basse et basse et une consommation élevée et très élevée en mètres cubes (m³)

Type famille	Extra basse	Basse	Consommation moyenne par année	Élevé	Très élevé
1 personne	24	36	48 m³	60	72
2 personnes	38	56	75 m³	94	113
3 personnes	52	78	104 m³	136	156
4 personnes	64	95	127 m³	159	190
5 personnes	77	116	154 m³	193	231

Tabel 3: Statistiques de consommation moyenne par typologie et consommation de 150%

Type famille	Consommation moyenne par année	150%
1 personne	48 m³	72 m³
2 personnes	75 m³	113 m³
3 personnes	104 m³	156 m³
4 personnes	127 m³	190 m³
5 personnes	157 m³	231 m³

CHAPITRE 4. FACTURE D’EAU INTÉGRALE : LIVRAISON ET ASSAINISSEMENT

DÉTERMINATION DE LA CONSOMMATION D’EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

Art 13.

La consommation d’eau est calculée sur la base du compteur d’eau. Les roues chiffrées blanches et noires avant la virgule correspondent à la consommation d’eau en mètres cubes (1 m3 = 1000 litres). Quant aux chiffres après la virgule (la plupart du temps rouges et blancs), ils sont chacun dix fois plus précis que celui qui le précède. Le troisième chiffre après la virgule correspond donc aux litres.

CONTRÔLER SA PROPRE CONSOMMATION D’EAU

Lors du relevé annuel du compteur, la compagnie de distribution d’eau doit vous avertir quand votre consommation, recalculée annuellement, a augmenté d’au moins 50 % et d’au moins 100 m3 par rapport à une période de consommation comparable. Il est toutefois recommandé que vous contrôliez régulièrement vous-même votre consommation (par exemple, chaque mois). De cette manière, vous pouvez identifier d’éventuelles fuites à un stade précoce et ainsi en limiter les dégâts, voire les éviter.

Vous trouverez ci-dessous quelques exemples des conséquences de « petites fuites ». Les chiffres ne sont que des moyennes ; ils ne servent qu’à illustrer les exemples et peuvent augmenter en fonction des débits réels :

- Un robinet qui fuit équivaut à une perte de 4 litres d’eau par heure ou 35 mètres cubes par an.
- Un filet d’eau équivaut à une perte de 16 litres par heure ou 140 mètres cubes par an.
- Une chasse qui fuit équivaut à une perte de 25 litres par heure ou 219 mètres cubes par an.
- Un jet d’eau équivaut à une perte de 63 litres d’eau par heure via les canalisations ou 552 mètres cubes par an.

Multipliez ces volumes d’eau gaspillée par le prix au mètre cube et vous remarquerez que la facture peut très rapidement monter à plusieurs centaines d’euros. Les appareils défectueux peuvent consommer encore bien plus d’eau.

AUGMENTATION ANORMALE DE LA CONSOMMATION D’EAU

Si vous remarquez une augmentation anormale de votre consommation, il est possible qu’il y ait une fuite.

Pour savoir s’il s’agit en effet d’une fuite, vous pouvez suivre quelques étapes simples :

- Vérifiez votre consommation pendant la nuit. Fermez tous les robinets avant d’aller dormir et relevez l’index du compteur d’eau. Éteignez également votre lave-vaisselle ou votre adoucisseur d’eau. Convenez avec vos colocataires de n’ouvrir aucun robinet et de ne pas tirer la chasse cette nuit-là. Vérifiez le matin si votre compteur d’eau a bougé. Concentrez-vous surtout sur les chiffres après la virgule.
- Observez le compteur d’eau entre cinq et dix minutes. Veillez à ce que personne n’utilise d’eau dans la maison pendant ces quelques minutes. Si le compteur bouge, il est donc probable qu’il y ait une fuite.

Plusieurs appareils ont régulièrement des fuites : les toilettes, la soupape de surpression (groupe de sécu-

Tabel 4: Composition de la facture d’eau pour une habitation familiale depuis 2016

Prix de l’eau potable	pour la livraison de l’eau potable	Fixe	• 50 € par unité d’habitation - 10 € par personne domiciliée
		Variable	• consommation de base : 30 m³ par unité d’habitation* + 30 m³ par personne domiciliée • consommation confort : prix double sur la partie surconsommée
Cotisation supracommunale	pour l’épuration des eaux usées	Fixe	• 20 € par unité d’habitation /- 4 € par personne domiciliée
		Variable	• consommation de base : 30 m³ par unité d’habitation* + 30 m³ par personne domiciliée • consommation confort : prix double sur la partie surconsommée
Cotisation communale	pour l’évacuation des eaux usées (égout)	Fixe	• 30 € par unité d’habitation - 6 € par personne domiciliée
		Variable	• consommation de base : 30 m³ par unité d’habitation* + 30 m³ par personne domiciliée • consommation confort : prix double sur la partie surconsommée

* Il est possible de s’écarter de la répartition par unités d’habitation si l’abonné ou l’exploitant prouve, sur la base d’activités professionnelles/ménagères, qu’il appartient au premier ou au deuxième groupe.

rité) d'un chauffe-eau, l'adoucisseur d'eau, le système de remplissage pour l'eau de pluie.

Il peut aussi arriver que l'augmentation de la consommation ne soit pas due à une fuite, mais au fait que vous utilisez tout simplement plus d'eau. Plusieurs explications possibles :

- La composition de votre famille a changé récemment. Qui dit plus de personnes, dit plus de consommation (il faut compter en moyenne environ 40 m³ par personne par an).
- Des nouveaux appareils sanitaires viennent d'être installés, ce qui peut expliquer l'augmentation de la consommation (par exemple, une machine à laver ou un adoucisseur d'eau).

Si vous recevez une facture (particulièrement) élevée, n'oubliez pas de vérifier que les compteurs repris sur la facture sont les bons. Pour en être sûr, lisez à nouveau ce qu'indique le compteur : l'index devrait être légèrement plus élevé que celui qu'indique la facture.

Il est fortement recommandé de couper l'arrivée d'eau au compteur si vous savez que vous n'utiliserez pas d'eau pendant une longue période, par exemple en raison d'un séjour à l'étranger, d'une inoccupation ou de longues vacances.

RELEVÉ DU COMPTEUR

Il est important de fournir le relevé du compteur quand l'exploitant vous invite à le transmettre. Seulement grâce à ce relevé une facture correcte peut être réalisée.

Si durant deux années consécutives, vous ne transmettez pas de relevé du compteur d'eau et ne donnez pas suite aux invitations de l'exploitant de relever le compteur d'eau sur place, la société de distribution d'eau peut porter un volume supplémentaire en compte lors de l'établissement de la facture de consommation annuelle - une évaluation de précaution. Cette consommation annuelle estimée s'élève à maximum 150% de la consommation annuelle estimée sur la base des chiffres caractéristiques et/ou des chiffres de consommation historiques.

Si vous fournissez le relevé correct dans les six mois suivant la réception de cette estimation de précaution, la compagnie des eaux vous fournira gratuitement une facture ajustée à ce relevé.

TARIFICATION

Art 14.

Le coût complet de l'eau potable se compose de 3 éléments, qui se composent chacun d'un coût annuel fixe et d'un coût variable.

- le coût de production et de distribution de l'eau ;
- le coût de l'assainissement supracommunal des eaux usées (épuration des eaux usées) ;
- le coût de l'assainissement communal des eaux usées (évacuation des eaux usées).

Les coûts fixes pour la distribution de l'eau potable ainsi que pour l'évacuation et l'assainissement des eaux usées sont les mêmes auprès de toutes les compagnies de distribution d'eau. Les coûts variables de consommation peuvent changer en fonction des régions.

Le prix d'achat variable dépend de la consommation d'eau de l'abonné. Le prix d'achat variable pour les familles est divisé en deux tranches tarifaires.

La première tranche est basée sur une consommation de base de 30 m³ par habitation, majorée de 30 m³ par occupant domicilié. La deuxième tranche correspond à toute la consommation qui dépasse la consommation de base. Elle est tarifée le double du prix de la première tranche.

Pour les bâtiments sans unité d'habitation (entreprises), un tarif fixe s'applique à la consommation d'eau. Les entreprises qui ont une consommation ménagère et non ménagère (pas de grande consommation) peuvent éventuellement opter pour un tarif familial (tarif de base et confort). Contactez votre compagnie de distribution d'eau pour changer de plan tarifaire.

La sixième réforme de l'État a régionalisé le contrôle du prix de l'eau potable et a désigné la VMM comme organisme de surveillance. Cette régionalisation permet de mettre sur pied une méthode grâce à laquelle la régulation tarifaire est identique pour les différentes composantes de la facture d'eau intégrale. Selon cette méthode, chaque compagnie de distribution d'eau doit d'abord soumettre son plan tarifaire à ses clients et à la VMM.

COMPOSANTE DE L'EAU POTABLE

Art 14/1.

COMPOSANTE TARIFAIRE DE LA PRODUCTION ET DE LA LIVRAISON DE L'EAU POTABLE

Le prix d'achat pour la production et la livraison de l'eau de canalisation se compose d'une redevance annuelle fixe de 50 € par abonné ou par compteur. Ce montant peut être diminué annuellement de 10 € par habitant domicilié à l'adresse de l'abonné. Ce coût fixe est indépendant de la consommation d'eau réelle.

Si vous avez une conduite ou un compteur d'un diamètre différent, la compagnie de distribution d'eau peut alors demander une rémunération de capacité annuelle supplémentaire. Via cette rémunération, vous payez la livraison garantie d'un débit déterminé en fonction du diamètre de votre compteur d'eau.

En plus de cela, vous payez un prix variable par mètre cube d'eau que vous consommez.

La compagnie de distribution d'eau peut appliquer des tarifs différents pour les grands consommateurs.

ASSAINISSEMENT COMMUNAL ET SUPRACOMMUNAL

Art 14/2.

La compagnie de distribution d'eau est responsable de l'assainissement de l'eau qu'elle livre (voir article 8, Obligation d'assainissement).

Elle inclut donc dans la facture d'eau intégrale à ses abonnées une cotisation pour les coûts d'assainissement des eaux usées.

COMPOSANTE TARIFAIRE DE L'ASSAINISSEMENT SUPRACOMMUNAL

La cotisation dans les coûts d'assainissement supracommunal se compose d'une redevance annuelle fixe de 20 € par habitation ou par compteur, minorée de 4 € par personne domiciliée.

Exemption pour l'assainissement par le particulier

Vous pouvez bénéficier d'une exemption du paiement de la cotisation supracommunale si vous assainissez ou faites assainir les eaux usées provenant de votre habitation avec une installation individuelle de traitement des eaux usées. Vous pouvez demander à votre compagnie de distribution d'eau les conditions d'obtention de cette exemption.

Les entreprises doivent s'acquitter d'une redevance fixe de 20 € par compteur.

COMPOSANTE TARIFAIRE DE L'ASSAINISSEMENT COMMUNAL

La cotisation dans les frais d'assainissement communal (pour l'évacuation des eaux usées vers le réseau public d'égouttage) se compose également d'une redevance annuelle fixe de 30 € par habitation, minorée de 6 € par personne domiciliée.

Le prix d'achat variable dépend lui aussi de la consommation d'eau de l'abonné. Le mode de calcul de la cotisation/rémunération supracommunale (le cas échéant) peut varier en fonction des communes. Le tarif des frais à charge de la commune est limité à un tarif annuel maximal. Le prix d'achat variable est ici aussi divisé en deux tranches tarifaires.

RÉMUNÉRATIONS DE L'ASSAINISSEMENT POUR LES CAPTAGES D'EAU PRIVÉS

Si vous possédez votre propre captage d'eau et que vous êtes raccordé au réseau d'égouttage, y compris aux rigoles ouvertes et aux fossés, alors la compagnie de distribution d'eau peut vous facturer une rémunération communale. Cela se justifie par le fait que vous utilisez le réseau communal d'égouttage ou de fossés et que vous engendrez donc des coûts d'assainissement.

Pour le calcul de la redevance communale de l'assainissement et des rémunérations, les installations dans les logements sont irréfutablement censées être raccordées à l'infrastructure communale d'assainissement, dans une zone de 50 mètres autour du système d'égouttage public et des collecteurs.

Vous payez également une redevance fixe et une partie variable pour la rémunération communale. Un forfait de 30 m3 par personne domiciliée est facturé aux familles, et pour les personnes morales, une consommation de 500 m3.

Pour votre part dans les coûts d'assainissement supra-communal, vous recevez en tant que propriétaire de votre captage d'eau une fiche de la redevance de la Vlaamse Milieumaatschappij (VMM).

Si vous vous approvisionnez en eau auprès de la compagnie de distribution et que vous possédez votre propre captage d'eau, les coûts d'assainissement des eaux usées issues de votre consommation auprès de la compagnie de distribution sont répercutés sur la facture d'eau intégrale. Pour l'assainissement de l'eau provenant de votre captage privé, vous ne payez plus de redevance fixe supplémentaire, mais bien une

rémunération variable sur la base d'une consommation forfaitaire de 10 m3 par personne. Pour l'assainissement supracommunal de l'eau provenant de votre captage privé, vous recevez une fiche de la redevance de la VMM.

Vous devez enregistrer votre captage d'eau privé ou y renoncer auprès de la VMM. Vous trouverez un formulaire prévu à cet effet sur le site de la VMM : www.vmm.be/water/heffingen.

Pour de plus amples informations sur les tarifs de la cotisation supracommunale et de la cotisation/rémunération communale de votre commune, demandez-les gratuitement aux compagnies de distribution d'eau ou consultez leur site Internet. Pour de plus amples informations sur les tarifs de la redevance de l'épuration de l'eau, allez sur www.vmm.be/water/heffingen.

Les grands consommateurs s'acquittent eux aussi d'une cotisation ou rémunération supracommunale, et si applicable, également communale. Les grands consommateurs consomment plus de 500 m3 d'eau de canalisation par an ou ils disposent de leur propre captage d'eau souterraine avec une pompe d'une capacité d'au moins 5 m3/h. Il s'agit essentiellement d'entreprises ou d'agriculteurs.

Pour les grands consommateurs, le calcul de la cotisation/rémunération supracommunale s'effectue au moyen d'un tarif individuel basé sur le rapport entre les eaux usées déversées et la consommation d'eau (subdivisée en consommation d'eau potable et en eau provenant des captages propres). Ils ne paient aucune redevance fixe pour la cotisation supracommunale.

Les grands consommateurs ne sont pas tenus de payer de cotisation ou de rémunération supracommunale si :

- ils effectuent les déversements dans les eaux de surface ;
- ils effectuent les déversements dans des égouts débouchant dans les eaux de surface, si les normes de déversement de leur permis sont valides pour le déversement dans les eaux de surface.

Il existe deux voies de facturation possibles pour les entreprises. D'une part, les clients de l'eau potable reçoivent une facture pour la cotisation supracommunale et communale de l'assainissement. D'autre part, les clients ayant un captage d'eau propre reçoivent une facture pour la rémunération supracommunale et communale de l'assainissement. Néanmoins, dans les deux cas, un prélèvement est fixé sur la totalité de la consommation d'eau (eau de canalisation, eau

souterraine, eau de pluie, eau de surface...) La cotisation et/ou rémunération déjà payée à la compagnie de distribution d'eau est alors déduite du prélèvement, de sorte qu'il ne reste qu'un prélèvement (résiduel). Comme la cotisation supracommunale et la rémunération sont associées au même exercice de prélèvement, ce prélèvement (résiduel) peut être déterminé avec transparence.

La compagnie de distribution d'eau ne peut utiliser les revenus de la cotisation/rémunération d'assainissement qu'aux fins d'assainir les eaux usées.

La VMM vérifie la détermination du tarif unitaire et le calcul correct de la cotisation/rémunération communale et supracommunale. Le site de la VMM contient aussi un simulateur du prix de l'eau, qui vous permet de calculer la facture d'eau intégrale à l'aide de la consommation d'eau renseignée : www.vmm.be/data/bereken-je-waterfactuur.

DÉTERMINATION DU NOMBRE DE PERSONNES DOMICILIÉES

Art 14/3.

Lors de l'établissement de la facture d'eau potable, le nombre de personnes domiciliées est pris en compte pour déterminer combien de m³ de consommation le client reçoit dans la tranche tarifaire «tarif de base» et combien de remise le client reçoit sur sa redevance permanente.

Pour déterminer le nombre de personnes domiciliées sur la facture pour l'année 20xx, le nombre de domiciliés au 1er janvier 20xx est utilisé.

Par conséquent, une modification de la situation familiale n'est enregistrée qu'une fois par an et réglée dans la facture.

La situation est différente lorsque vous déménagez. En cas de délocalisation, la compagnie des eaux détermine le nombre de personnes résidant à la date de la déclaration de résidence. Vous fournissez ensuite ces informations à votre compagnie des eaux.

FACTURE D'EAU INTÉGRALE

Art 17.

La compagnie de distribution facture les services qu'elle fournit à ses clients via la facture d'eau. Il s'agit dans la plupart des cas d'une facture d'eau intégrale. Cela signifie que cette facture inclut les coûts de consommation ainsi que les coûts d'assainissement de l'eau livrée.

FACTURE DE CONSOMMATION ET FACTURE FINALE

Il existe deux types de factures d'eau :

- La facture de consommation et la facture finale tiennent compte de vos éventuels versements effectués pour des factures intermédiaires.

FACTURES INTERMÉDIAIRES

La compagnie de distribution d'eau détermine le montant à payer d'une facture intermédiaire sur la base de données de consommation précédentes. Le client ne peut pas déterminer ce montant lui-même. Si les données de consommation ont complètement changé et que vous pouvez en apporter une preuve objective, vous pouvez demander à la compagnie de distribution d'eau de modifier le montant de la facture intermédiaire. La compagnie de distribution d'eau est alors tenue d'apporter les changements nécessaires. Il peut s'agir d'une :

- ## FOURNITURE MINIMALE

Ce même décret précise également les circonstances dans lesquelles la compagnie de distribution d'eau peut couper la fourniture d'eau destinée à la consommation humaine et la façon dont elle doit le faire. Une limitation ou une clôture en raison d'un défaut de paiement n'est possible que lorsque la commission d'avis locale de la commune donne l'autorisation (voir article 5, Limiter, couper et rouvrir).

Le droit à une fourniture d'eau minimale ne concerne pas tous les clients et s'annule dans le cas :

- Dans ces cas-là, la compagnie de distribution d'eau peut elle-même décider de procéder à une fermeture de ligne, après avoir suivi la procédure pour défaut de paiement prévue dans le règlement général de la vente d'eau.

FRAIS ADMINISTRATIFS

Si le client demeure en défaut de paiement dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'envoi de la lettre de rappel, l'exploitant peut envoyer une mise en demeure et facturer des frais administratifs.

Art 18.

Aucune information.

RÈGLEMENT À L'AMIABLE POUR SURCONSOMMATION ANORMALE

Art 19.

Si votre consommation est anormalement haute, vous pouvez, sous réserve de certaines conditions, bénéficier du droit à un règlement à l'amiable.

Une consommation anormalement élevée signifie que la partie anormale de votre consommation moyenne annuelle dépasse votre consommation annuelle moyenne d'au moins 50% ou d'au moins 100 m3.

Les conditions pour avoir droit à un règlement à l'amiable sont reprises dans la partie 1, chapitre 4, article 19 du présent règlement ; vous pouvez les obtenir sur simple demande à votre compagnie de distribution d'eau ou vous pouvez les consulter sur son site Internet.

Pour éviter une surconsommation anormale et une facture à l'avenant, il est primordial que vous vérifiez régulièrement que vous n'avez aucune fuite cachée.

Le dépistage des fuites est le test idéal.

Étape 1 : Effectuez le test pendant une période où aucune eau ne sera utilisée dans votre habitation, par exemple quand vous allez dormir.

Étape 2 : Relevez l'index du compteur.

Étape 3 : Cette nuit-là, n'utilisez aucun appareil qui consomme de l'eau, comme la machine à laver ou le lave-vaisselle. Ne tirez pas non plus la chasse.

Étape 4 : Le matin, relevez une nouvelle fois l'index du compteur avant d'utiliser de l'eau.

Étape 5 : Comparez les deux index. Si les derniers chiffres sont différents, il est probable que vous ayez une fuite.

Si vous avez détecté une fuite ou si vous pensez que vous avez une fuite cachée, il est impératif d'agir le plus rapidement possible afin d'éviter d'autres dégâts et des frais supplémentaires (en effet, si vous êtes au courant de votre consommation importante, mais que vous ne faites rien pour rétablir la situation, vous perdez votre droit à un règlement à l'amiable).

Il est donc fortement recommandé de suivre les étapes suivantes :

Étape 1 : Téléphonez immédiatement à votre compagnie de distribution d'eau.

Si elle trouve aussi que votre consommation est anormalement élevée, elle envoie un technicien pour vérifier sur place. Le premier contrôle est gratuit. Mais

s'il faut réellement rechercher l'endroit précis de la fuite cachée, il est possible que vous deviez payer.

Étape 2 : Appelez un plombier.

Suivez l'avis de votre compagnie de distribution d'eau. Si elle soupçonne qu'il y a une fuite, prenez contact avec un plombier. Le plombier recherchera la fuite et la colmatera. Prenez le plus possible de photos à ce moment-là. N'oubliez pas de demander une facture et un rapport au plombier. Vous aurez ainsi une preuve de la fuite, dont vous aurez besoin par la suite pour votre règlement à l'amiable.

Étape 3 : introduisez une « demande de règlement à l'amiable » auprès de la compagnie de distribution d'eau. Dans certaines conditions, vous avez droit à un règlement à l'amiable. Autrement dit, vous ne devrez pas payer une partie de votre facture.

Appelez ou envoyez un e-mail à la compagnie de distribution d'eau pour savoir si vous remplissez les conditions et comment vous pouvez introduire votre demande.

Combien récupérez-vous ?

La compagnie de distribution d'eau estime combien vous auriez consommé pendant la période de la fuite. Cette consommation est facturée au tarif normal. La consommation supplémentaire est facturée à un tarif avantageux : maximum 25% du tarif normal pour les premiers 300 m3 d'eau qui ont été perdus et maximum 5% du tarif variable pour ce qui a encore plus été perdu.

Art 20.

Aucune information.

CHAPITRE 5. ACCÈS ET INFORMATION

Art 21

La compagnie de distribution d'eau doit vérifier les éléments suivants :

- l'eau qui sort des robinets que le consommateur utilise habituellement pour une consommation humaine ;
- l'installation intérieure ;
- le compteur d'eau.

La compagnie de distribution d'eau peut aussi effectuer chez les utilisateurs des missions d'inventaire, de contrôle et d'entretien de ses services relatifs à la collecte, l'utilisation, l'évacuation et l'épuration :

- de l'eau livrée à ses abonnés, destinée à une consommation humaine ;

Cependant, si vous recevez une attestation indiquant que vous entrez en considération, transmettez-la le plus rapidement possible à votre compagnie de distribution d'eau.

Si vous présentez l'attestation avant le 31 mai, vous pourrez faire valoir vos droits pour la période entière (donc du 1er juin de cette année jusqu'au 31 mai de l'année suivante). Mais :

- ## LES AVANTAGES DES CLIENTS PROTÉGÉS SONT LES SUIVANTS :

Vous pouvez demander une analyse gratuite de votre consommation à votre compagnie de distribution d'eau. Pour ce faire, remplissez le formulaire de demande sur son site Internet ou téléphonez à son service client. Vous pouvez également contacter le CPAS et les assistants sociaux vous aideront à introduire votre demande.

- il examine avec vous s'il est possible d'économiser de l'eau ;
- il vous explique comment lire le compteur d'eau ;
- il visite avec vous votre logement pour examiner les appareils qui consomment de l'eau ;
- il vérifie si vous avez des canalisations en plomb chez vous.

Est-ce que votre compteur d'eau est difficilement accessible et est-ce que cela complique le relevé annuel du compteur ? Est-ce que vous vous sentez peu sûr de vous ou avez peur de commettre une erreur ? Prenez

- » Vous ne payez pas de frais pour les rappels et les mises en demeure.
- » La compagnie de distribution d'eau vous avertit plus rapidement d'une éventuelle surconsommation.

ANNEXE 1 - INSTALLATION INTÉRIEURE NON RACCORDÉE ET INSTALLATION DES EAUX DE DEUXIÈME CIRCUIT DANS DES BIENS IMMOBILIERS NON RACCORDÉS ET QUI NE SERONT PAS RACCORDÉS AU RÉSEAU PUBLIC D'EAU

Art 27/5.

Une installation intérieure non raccordée ou une installation d'eaux de deuxième circuit présente dans un bien immobilier non raccordé ou n'étant pas raccordé au réseau public de distribution d'eau doit être aménagée et utilisée conformément aux prescriptions légales et techniques.

Le client ou le titulaire est responsable du placement, de la modification, de la réparation et de l'entretien, ainsi que du bon fonctionnement et en supporte aussi tous les frais.

Art 27/6.

§ 1er. Toute installation intérieure non raccordée dans un bien immobilier non raccordé ou n'étant pas raccordé au réseau public de distribution d'eau est soumise à un contrôle afin de protéger la santé publique dans les cas suivants :

- 1° avant la première mise en service ;
- 2° en cas de modifications importantes susceptibles de menacer la santé publique ou le bon fonctionnement de l'installation intérieure non raccordée ;
- 3° après que des mesures de réparation ont été prises à la suite d'un contrôle préalable de l'installation intérieure non raccordée.

Le but du contrôle, visé à l'alinéa 1er, est de vérifier si l'installation intérieure non raccordée est conforme à l'utilisation prévue, et de vérifier si l'installation intérieure non raccordée est conforme aux prescriptions légales et techniques en vigueur afin d'éviter des problèmes de qualité présentant un risque pour la santé de l'utilisateur en raison de retours d'eau dans ou vers l'installation intérieure non raccordée.

§ 2. L'utilisateur ou le titulaire est responsable de la demande du contrôle, visé au paragraphe 1er, et supporte les frais liés au contrôle.

§ 3. L'exploitant est responsable :

- 1° de l'organisation du contrôle, visé au paragraphe 1er;
- 2° du suivi et de l'assurance de la qualité du processus de contrôle ;
- 3° de l'archivage numérique des attestations de contrôle.

L'exploitant peut déléguer les tâches visées à l'alinéa 1er à des tiers via un accord de coopération.

§ 4. L'utilisateur ou le titulaire est tenu de fournir à l'exploitant ou à son mandataire toutes les informations nécessaires sur l'installation intérieure non raccordée afin qu'il puisse contrôler l'installation intérieure non raccordée.

Le client ou le titulaire reçoit l'attestation de contrôle.
Une copie de l'attestation de contrôle est envoyée
directement à l'exploitant par la personne qui effectue
le contrôle.

Le contrôle, visé au paragraphe 1er, ne décharge toutefois pas l'utilisateur ou le titulaire de sa responsabilité de maintenir la qualité de l'eau dans l'installation intérieure non raccordée et de se conformer aux prescriptions légales et techniques.

§ 5. L'exploitant met les attestations de contrôle non conformes dont le délai de mise en œuvre de mesures de réparation a été dépassé, à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance Environnement dans le cadre des tâches de surveillance visées aux articles 5.2.1.1 à 5.2.1.4 du décret du 18 juillet 2003.

§ 6. Si, à la suite d'un contrôle tel que visé au paragraphe 1er, l'exploitant ou son mandataire constate que l'installation intérieure non raccordée n'est pas conforme à l'utilisation parce qu'il existe des risques pour la santé de l'utilisateur résultant de retours d'eau dans l'installation intérieure non raccordée, il informe l'utilisateur ou son mandataire de la situation et des mesures de réparation à prendre afin d'éliminer ces risques.

L'utilisateur ou le titulaire effectue les ajustements nécessaires à l'installation intérieure non raccordée afin qu'elle soit conforme à son utilisation et prend l'initiative de demander le nouveau contrôle.

Les mesures de réparation à l'installation intérieure non raccordée doivent être exécutées dans les délais fixés par l'exploitant. L'exploitant ou son mandataire mentionne ces délais sur l'attestation de contrôle. L'exploitant ou son mandataire mentionne ces délais sur l'attestation de contrôle.

§ 7. Si l'utilisateur ou le titulaire qui utilise effectivement l'installation intérieure non raccordée n'a pas exécuté les mesures de réparation visées au paragraphe 6 dans les délais imposés, l'exploitant envoie une sommation à l'utilisateur ou au titulaire.

Dans cette sommation, l'exploitant mentionne :

1° ce que le client ou le titulaire doit faire pour remplir ses obligations, ainsi que le délai limite dans lequel il doit le faire, l'exploitant respectant un délai minimal de trente jours ouvrables, sauf s'il existe une menace pour la santé publique et la sécurité de l'approvisionnement en eau ;

2° qu'un ou plusieurs des éléments suivants ont déjà été signalés au fonctionnaire chargé de la surveillance Environnement :

a) la non-conformité de l'installation intérieure non raccordée ;

b) le dépassement du délai d'exécution des mesures de réparation, visées au paragraphe 6.

À défaut de suites appropriées à cette sommation, l'exploitant envoie une deuxième sommation. Pour l'envoi de ces sommations, des frais peuvent être imputés pour le suivi prolongé du dossier.

§ 8. Si l'exploitant ou son mandataire, à la suite d'un contrôle, constate qu'il existe des risques de retours d'eau dans l'installation intérieure non raccordée avec des problèmes de qualité correspondants, mais que ceux-ci ne présentent pas de risques pour la santé de l'utilisateur, l'exploitant ou son mandataire informe le client ou le titulaire de la situation et leur conseille sur des mesures de réparation afin d'éliminer le risque de problèmes de qualité.

Si l'exploitant a informé le titulaire ou l'utilisateur, le titulaire informe l'utilisateur ou, le cas échéant, l'utilisateur informe le titulaire de la situation, des mesures de réparation nécessaires et des mesures de réparation effectuées.

§ 9. Le Ministre peut arrêter des modalités relatives au contrôle de l'installation intérieure non raccordée. Les modalités portent sur :

1° les critères techniques utilisés pour vérifier si l'installation intérieure non raccordée est conforme à l'utilisation prévue ;

2° le délai dans lequel les mesures de réparation doivent être exécutées ;

3° l'organisation du contrôle, le suivi et l'assurance de la qualité du processus de contrôle, le contenu et l'archivage numérique des attestations de contrôle ;

4° l'obligation de l'utilisateur ou du titulaire de tenir à jour et de pouvoir mettre à disposition le dossier de contrôle ;

5° la concrétisation de la notion de modifications importantes.

Art 27/7.

§ 1er. Toute installation d'eaux de deuxième circuit dans un bien immobilier où des applications de consommation d'eau sont prévues qui requièrent de l'eau destinée à la consommation humaine, et où ce bien n'est pas ou

ne sera pas raccordé au réseau public de distribution d'eau, est soumise à un contrôle afin de protéger la santé publique dans les cas suivants :

1° avant la première mise en service ;

2° en cas de modifications importantes susceptibles de menacer la santé publique ou le bon fonctionnement de l'installation intérieure non raccordée ou d'entraîner une utilisation dangereuse de l'eau de deuxième circuit ;

3° après que des mesures de réparation ont été prises à la suite d'un contrôle préalable de l'installation d'eaux de deuxième circuit.

Le but du contrôle est de vérifier si l'installation d'eaux de deuxième circuit est conforme à l'utilisation prévue et de vérifier si l'eau de deuxième circuit :

1° s'écoule dans un réseau de canalisations séparé et ne peut en aucun cas entrer en contact avec l'installation intérieure non raccordée ;

2° est utilisée exclusivement pour des applications qui ne requièrent pas d'eau destinée à la consommation humaine, telles que visées à l'article 2.1.2, 33°, du décret du 18 juillet 2003 ;

3° est utilisée conformément aux dispositions relatives à l'utilisation correcte, telle que visée à l'article 2.2.1, § 1er, alinéa 2, du décret du 18 juillet 2003.

§ 2. L'utilisateur ou le titulaire est responsable de la demande du contrôle et supporte les coûts liés au contrôle.

§ 3. L'exploitant est responsable :

1° de l'organisation du contrôle ;

2° du suivi et de l'assurance de la qualité du processus de contrôle ;

3° de l'archivage numérique des attestations de contrôle.

L'exploitant peut déléguer les tâches visées à l'alinéa 1er à des tiers via un accord de coopération.

§ 4. Le client ou le titulaire est tenu de fournir à l'exploitant ou à son mandataire toutes les informations nécessaires concernant son installation d'eaux de deuxième circuit afin qu'il puisse la contrôler.

Le client ou le titulaire reçoit l'attestation de contrôle. Une copie de l'attestation de contrôle est envoyée directement à l'exploitant par la personne qui effectue le contrôle.

Le contrôle, visé au paragraphe 1er, ne décharge toutefois pas le client ou le titulaire de sa responsabilité de l'état de l'installation d'eaux de deuxième circuit.

§ 5. L'exploitant met les attestations de contrôle non conformes, telles que visées au paragraphe 6, à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance

§6. Si, à la suite d'un contrôle tel que visé au paragraphe 1er, l'exploitant ou son mandataire constate que l'installation d'eaux de deuxième circuit n'est pas conforme à l'utilisation pour une ou plusieurs des raisons suivantes, l'exploitant ou son mandataire informe le client ou le titulaire de la situation et des mesures de réparation à prendre afin d'éliminer les risques :

- 1° l'eau de deuxième circuit est utilisée pour des applications qui requièrent de l'eau propre à la consommation humaine telle que visée à l'article 2.1.2, 33°, du décret du 18 juillet 2003 ;
- 2° l'eau de deuxième circuit n'est pas utilisée conformément à l'article 2.2.1, § 1er, alinéa 2, du décret du 18 juillet 2003 ;
- 3° l'eau de deuxième circuit peut entrer en contact avec une installation intérieure non raccordée.

§7. Si l'exploitant a informé le titulaire ou le client, le titulaire informe le client ou, le cas échéant, le client informe le titulaire de la situation, des mesures de réparation nécessaires et des mesures de réparation prises.

Les modalités portent sur :

////////////////////////////////////

PARTIE III

CONTROLE ET MESURES COERCITIVES

SERVICES DE CONTRÔLE

- » Le chef de division de la division Gestion opérationnelle de l'eau de la Société flamande pour l'Environnement (VMM) et les personnes désignées par lui contrôlent l'exécution du décret du 24 mai 2002 relatif aux eaux destinées à l'utilisation humaine et de ses arrêtés d'exécution. Ils sont nommés par l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 mai 2011. Seules les dispositions relatives à l'obligation d'assainissement et le Régulateur d'eau ne sont pas contrôlés par leurs soins. Et ce, conformément à l'article 17, §1 du décret.
- » Le chef de division de la division Surveillance de la santé publique de l'agence flamande Soins et Santé et les personnes désignées par lui contrôlent l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 décembre 2002 portant réglementation en matière de qualité et de fourniture des eaux destinées à la consommation humaine. Il est ici question du contrôle d'aspects de santé publique liés à la production et à la distribution de l'eau destinée à la consommation humaine.

Les fonctionnaires de contrôle peuvent dans l'exercice de leur fonction :

1. ouvrir toute enquête, exercer toute surveillance et collecter toute information nécessaires pour la réalisation du contrôle ;
2. interroger toute personne à propos de faits pertinents pour la réalisation du contrôle ;
3. demander l'assistance de la police fédérale.

Les fonctionnaires de contrôle doivent toujours décliner leur identité.

Les fonctionnaires de contrôle peuvent donner des conseils, injonctions ou ordres oraux ou écrits. Ils peuvent également fixer le délai dans lequel les prescriptions doivent être respectées. Lorsque les fonctionnaires de contrôle ont donné des conseils, injonctions ou ordres oraux, ces derniers doivent être confirmés dans les cinq jours ouvrables par courrier recommandé par l'administrateur général compétent.

Lorsque les fonctionnaires de contrôle constatent que l'exploitant ou le client ne respecte pas ses

obligations concernant les exigences de qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, ils peuvent interrompre ou stopper la distribution d'eau ou (faire) exécuter les mesures nécessaires.

En outre, la Société flamande pour l'Environnement (VMM) est notamment chargée, en tant que surveillante écologique et économique, du contrôle du développement et de la gestion du réseau d'assainissement communal et supracommunal ainsi que du contrôle des exploitants relativement à l'imputation des coûts liés à l'obligation d'assainissement.

DISPOSITIONS PÉNALES

Le décret du 24 mai 2002 relatif aux eaux destinées à l'utilisation humaine fixe les clauses pénales lorsque les dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectées. Les dispositions pénales peuvent s'appliquer à la fois à l'exploitant et au titulaire et/ou client.

Les personnes suivantes sont passibles d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et/ou d'une amende de 100 à 15 000 euros :

- » l'exploitant qui fournit de l'eau destinée à la consommation humaine qui ne répond pas aux exigences de qualité, surtout en cas de non-respect de l'article 4, §1 du décret et de ses arrêtés d'exécution ;
- » l'exploitant qui n'adopte pas les mesures de réparation ou restrictions d'utilisation constatées, surtout en cas de non-respect de l'article 4, §3 du décret et de ses arrêtés d'exécution ;
- » le titulaire ou client qui n'exécute pas les mesures de réparation à l'installation intérieure ou qui ne respecte pas l'obligation d'information en la matière.
- » arrêtés d'exécution ;
- » l'exploitant qui ne prend pas les mesures de réparation ou de restriction de l'utilisation, essentiellement en violation de l'article 2.2.1, §3, du décret et de ses arrêtés d'exécution ;
- » le propriétaire ou l'abonné qui n'exécute pas les mesures de réparation de l'installation intérieure ou qui ne respecte pas l'obligation d'information y afférente, notamment en violation de l'article 2.3.1, §2, deuxième et troisième alinéas, du décret et de ses arrêtés d'application.

EN SAVOIR PLUS?

Pour toute question spécifique, contactez votre compagnie des eaux ou gestionnaire de réseau d'égouttage.

Pour obtenir des renseignements généraux, n'hésitez pas à appeler le 1700, le numéro de l'autorité flamande, ou envoyez un e-mail à l'adresse info@vmm.be